

# Rapport Annuel

---

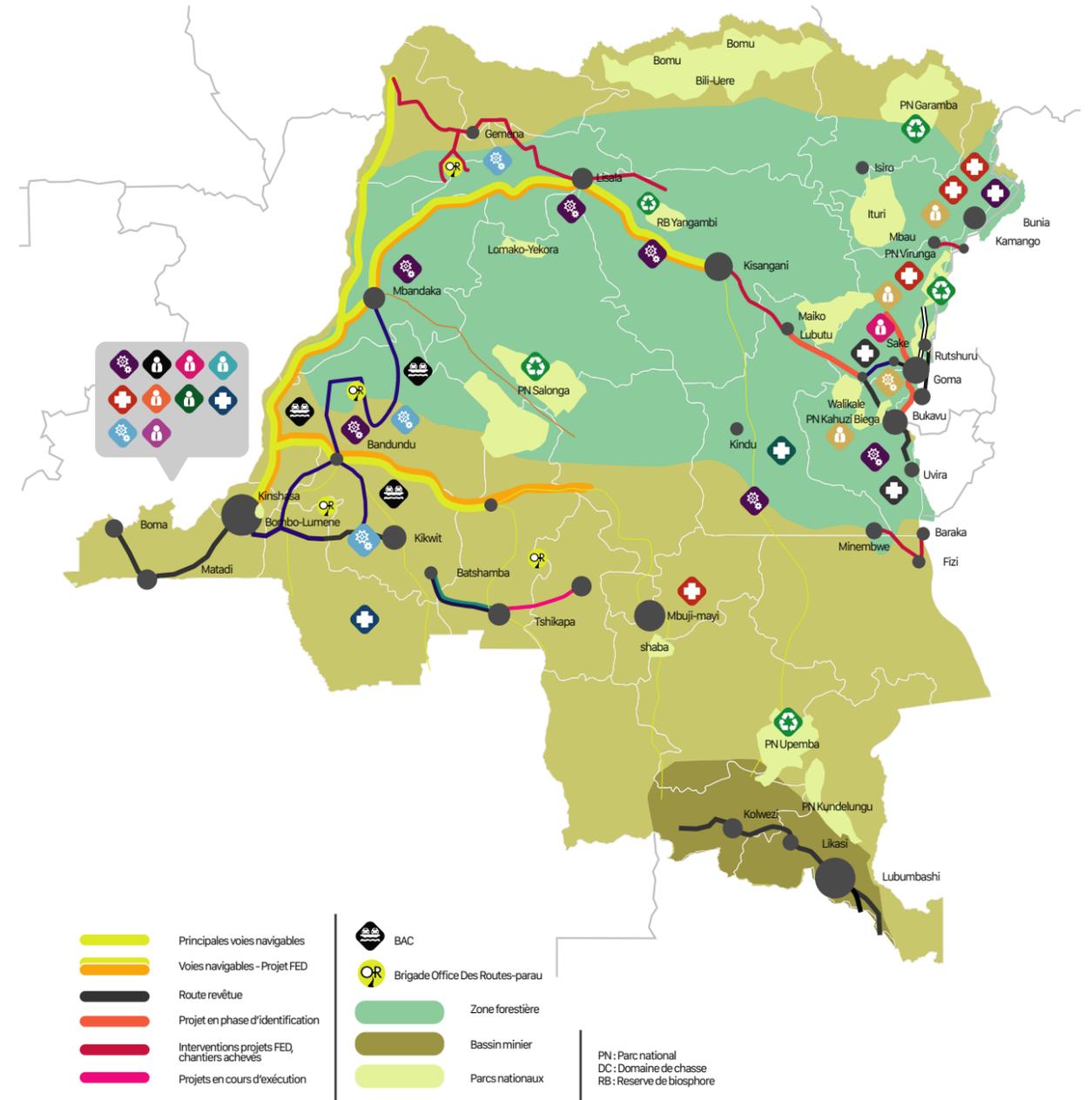




# Rapport Annuel



## CARTOGRAPHIE



LUTTEVS. 6M€	OSC 4M€	PA2D 15M€	PAMFIP 10M€	PROGRESS 25M€	ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE 155M€
PANAV 60M€	VOIRIES GOMA 28,5M€	PARALU-PAREST 109M€	PARJ 30,2M€	PARJE 18M€	
V.B.G 20M€	RN1 113,7M€	STAREC 20,6M€	SANTE (PRO-DS) 180M€	RN2 28,5M€	

## ▶ ENGAGEMENTS 10<sup>e</sup> FED

INTITULES PROJETS   PROGRAMMES   COMPOSANTES   N° COMPTABLE	ALLOCATION EN €
<b>1<sup>ER</sup> DOMAINE DE CONCENTRATION : GOUVERNANCE</b>	<b>124,969,663</b>
1 Appui aux Parlements   021-349	4,685,671
2 Appui à la réforme de la Police   021-350	17,000,000
3 Appui à la réforme de la Justice (PARJ)   021-351	30,227,737
4 Appui à la modernisation des Finances publiques (PAMFIP)   021-352	10,000,000
5 Appui à la décentralisation en RDC (PA2D)   021-561	15,000,000
6 Appui aux élections   022-855	41,500,000
7 Appui à l'Ordonnateur national   021-425	6,556,255
<b>2<sup>EME</sup> DOMAINE DE CONCENTRATION : SANTE</b>	<b>93,857,442</b>
8 Appui au plan national de développement sanitaire (PAPNDS/Santé)   021-511	53,857,442
9 Accélération de l'atteinte des OMD 4 & 5 en RDC   023-801	40,000,000
<b>3<sup>EME</sup> DOMAINE DE CONCENTRATION : INFRASTRUCTURES</b>	<b>311,610,192</b>
10 Appui à la réhabilitation des infr. routières & assainissement urbain (PARAU)   021-535	109,410,192
11 Appui à la navigabilité des voies fluviales et lacustres en RDC (PANAV)   021-536	60,000,000
12 Réhabilitation de la voirie de GOMA   022-738	28,500,000
13 Route nationale n° 1   022-739	113,700,000
<b>DOMAINES HORS CONCENTRATION</b>	<b>63,811,083</b>
<b>ENVIRONNEMENT</b>	<b>39,515,000</b>
14 Appui à la politique nationale de conservation et gestion de la forêt et de la biodiversité   021-032	39,515,000
<b>RENFORCEMENT DE CAPACITES   INITIATIVES DIVERSES</b>	<b>30,451,083</b>
15 Aide au Commerce   021-348	16,000,000
16 Facilité de Coopération Technique — TCF III   021-694	2,721,293
17 Facilité de Coopération Technique — TCF IV   022-915	6,551,083
18 Appui aux Organisations de la société civile   022-726	4,000,000
<b>ENVELOPPE B</b>	<b>148,196,076</b>
19 Appui au STAREC — Volet santé   022-623	4,890,000
20 Appui à la réforme de la Justice à l'est de la RDC (PARJE - HUAKI SAFI)   022-398	18,435,295
21 Appui à la stabilisation et reconstruction de l'est de la RDC (PASTAR)   022-551	20,620,000
22 Appui budgétaire à la stabilisation économique de la RDC   021-645	22,620,000
23 VFLEX — Appui budgétaire pour atténuer les effets de la crise écon. et financière en RDC   022-389	50,000,000
24 Office d'aide humanitaire ECHO   022-389	9,975,000
25 Initiative contre les violences basées sur le genre   023-084	20,000,000
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS</b>	<b>745,764,968</b>

## ▶ ENGAGEMENTS 11<sup>e</sup> FED

INTITULES PROJETS   PROGRAMMES   COMPOSANTES   N° COMPTABLE	ALLOCATION EN €
<b>1<sup>ER</sup> DOMAINE DE CONCENTRATION : GOUVERNANCE</b>	<b>33 000 000</b>
1 Appui à la réforme de la Sécurité - Volet Défense   036-193	25 000 000
2 Appui à l'Ordonnateur national   034-686	8 000 000
<b>2<sup>EME</sup> DOMAINE DE CONCENTRATION : SANTE</b>	<b>180 000 000</b>
3 Amélioration de l'état de santé de la population de 7 zones de la prov. orientale   033-822	5 000 000
4 Renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de Santé en RDC "PRODS"   038-165	175 000 000
<b>3<sup>EME</sup> DOMAINE DE CONCENTRATION : INFRASTRUCTURES</b>	<b>150 000 000</b>
5 Réhabilitation de la Route Nationale n° 1 - Section Tshikapa - Mbuji-Mayi   038-614	150 000 000
<b>4<sup>EME</sup> DOMAINE DE CONCENTRATION : ENVIRONNEMENT</b>	<b>155 000 000</b>
6 Environnement et Agriculture durable   037-685	155 000 000
<b>DOMAINES HORS CONCENTRATION</b>	<b>10 000 000</b>
7 Facilité de Coopération Technique V   034-692	10 000 000
<b>ENVELOPPE B</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS</b>	<b>518 000 000</b>

## ► L'ORDONNATEUR NATIONAL

Dans le contexte de la gestion indirecte des ressources du FED, les principales tâches qui sont confiées à l'Ordonnateur national ou régional, conformément à l'article 35 de l'accord de Cotonou, se présentent notamment comme suit :

- Il est chargé de la coordination, de la programmation, du suivi régulier et des revues annuelles, à mi-parcours et finale de la mise en œuvre de la coopération ainsi que de la coordination avec les donateurs ;
- Il est chargé de la préparation, de la présentation et de l'instruction des projets et programmes, en étroite collaboration avec le Chef de délégation ;
- Il prépare les dossiers d'appels d'offres et, le cas échéant, les documents d'appels à propositions ;
- Avant le lancement des appels d'offres et, le cas échéant, des appels à propositions, il soumet pour approbation les dossiers d'appels d'offres et, le cas échéant, les documents d'appels à propositions au Chef de délégation ;
- Il lance, en étroite collaboration avec le Chef de délégation, les appels d'offres ainsi que, le cas échéant, les appels à propositions, reçoit les soumissions et, le cas échéant, les propositions. Il préside à leur analyse et arrête les résultats des appels d'offres et, le cas échéant, des appels à propositions ;
- Il approuve et transmet, pour accord, au Chef de délégation, d'une part, les résultats des dépouillements des offres ainsi que, le cas échéant, des propositions et, d'autre part, des propositions d'attribution des marchés et, le cas échéant, d'octroi des subventions ;
- Il signe les contrats, les devis-programmes et leurs avenants approuvés par le Chef de délégation ;
- Il procède à la liquidation et à l'ordonnancement des dépenses dans les limites des ressources dont il assure l'exécution ;
- Il prend les mesures d'adaptation nécessaires pour assurer, du point de vue économique et technique, la bonne exécution des projets et programmes ;

Lorsque l'Ordonnateur subdélégué (CDD) a connaissance de problèmes dans le déroulement des procédures relatives à la gestion des ressources du FED, il prend avec l'Ordonnateur national ou régional tous contacts utiles en vue de remédier à la situation et adopte, le cas échéant, toutes mesures qui s'avèrent nécessaires. Lorsque l'Ordonnateur national ou régional n'assure pas ou n'est pas en mesure d'assurer les tâches qui lui sont confiées, l'Ordonnateur subdélégué (CDD) peut se substituer temporairement à lui.

L'Ordonnateur national ou régional doit vérifier régulièrement que les actions financées sur les ressources du FED sont exécutées correctement. Il doit prendre les mesures propres à prévenir les irrégularités et les fraudes pendant l'exécution des contrats et des devis-programmes. Le cas échéant, il doit engager les poursuites afin de récupérer les fonds indûment versés.

## ► LE CHEF DE DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne est représentée, dans chaque État ACP ou dans chaque groupe régional qui en fait la demande expresse, par une délégation placée sous l'autorité d'un Chef de délégation, avec l'agrément de l'État ou des États ACP concernés. Il représente la Commission européenne dans tous ses domaines de compétence et dans toutes ses activités.

Le Chef de délégation est l'interlocuteur privilégié des États ACP et organismes éligibles à un soutien financier communautaire. Il coopère et travaille en étroite collaboration avec l'Ordonnateur national et, le cas échéant, avec l'Ordonnateur régional.

Dans le contexte de la déconcentration, les services compétents de la Commission européenne peuvent déléguer une partie de leurs pouvoirs aux Chefs de délégation (ordonnateurs subdélégués) ainsi qu'à d'autres ordonnateurs subdélégués au sein des délégations déconcentrées, sous la responsabilité des Chefs de délégation.



04

## Introduction

L'Ordonnateur national du FED

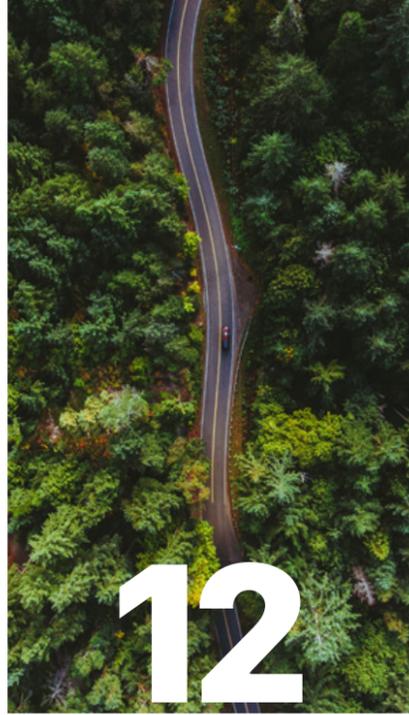
04

Le Chef de délégation de l'Union européenne

05

Coopération UE-RDC

08



12

## 1ère Partie

La COFED

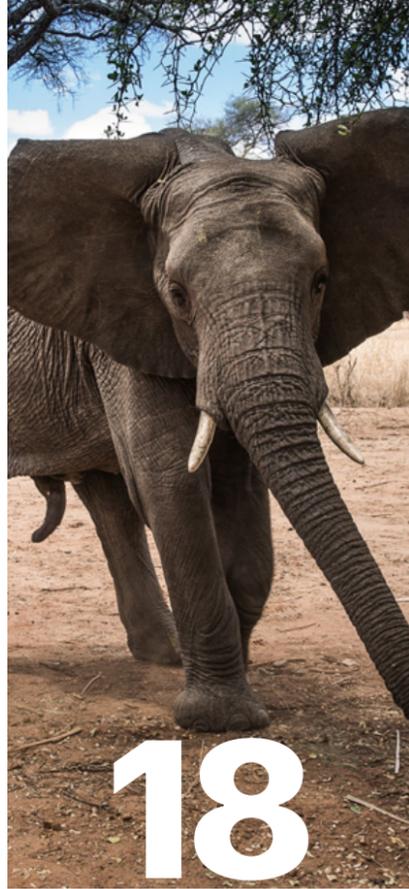
12

Résumé du rapport annuel

14

Executive summary

16



18

## 2ème Partie

Gouvernance

18

Infrastructures

36

Santé

44

Environnement

52



62

## 3ème Partie

Passation de Marchés

62

Bilan Financier du programme Indicatif national

66



90

## 4ème Partie

Glossaire

90

Abréviations

94

Légendes et crédits

99



## ► COOPERATION UE-RDC

### CADRE GÉNÉRAL DE LA COOPÉRATION ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LES PAYS ACP

#### L'Accord de Cotonou

Les relations entre l'UE et la RDC sont régies principalement par l'Accord de Cotonou signé le 23 juin 2000 par 79 pays ACP et les 28 pays de l'Union européenne, avec pour objectif ultime d'éradiquer la pauvreté. Il est l'aboutissement d'un long processus du renouvellement de l'Accord de Lomé, signé en 1975, et repose sur trois axes : la coopération au développement, la coopération économique et commerciale, et le dialogue politique.

Conclu pour vingt ans, il arrivera à son terme en 2020 et sa renégociation a été formellement ouverte en août 2018 en vue d'une signature pour juillet 2019. Le nouvel accord de partenariat s'articule autour des axes suivants : la réduction de la pauvreté, la question migratoire, les relations commerciales et la lutte contre le changement climatique.

La coordination de l'Accord de Cotonou est mise en œuvre par des institutions paritaires ACP-UE, il s'agit du Conseil des ministres, du Comité des ambassadeurs, de l'Assemblée parlementaire paritaire, et en accompagnement et suivi, les réunions des Chefs d'État.

La gestion administrative du Groupe ACP est assurée par le Secrétariat du Groupe des États ACP, dirigé par un Secrétaire général doté de pouvoirs exécutifs. Le Secrétariat assiste les organes de coordination du Groupe dans leurs missions.

#### La politique d'aide au développement de l'Union européenne

La politique de l'Union dans le domaine de la coopération au développement est menée dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union. Cette politique vise à réduire et, à terme, éradiquer la pauvreté en conformité avec l'article 208 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, TFUE, une composante du traité de Lisbonne (2007) qui établit une constitution pour l'Europe.

Les dispositions du Traité de Lisbonne prévoient la mise en place du Service européen pour l'action extérieure

(SEAE), en charge de mener la diplomatie de l'Union européenne à Bruxelles et à l'étranger depuis 2011. En RDC, les institutions de l'UE sont représentées par la délégation de l'Union européenne (DUE) dont la fonction consiste à : (i) conduire le dialogue politique avec les autorités congolaises et la société civile dans le cadre de l'Accord de Cotonou ; (ii) Assurer la présidence locale de l'Union européenne.

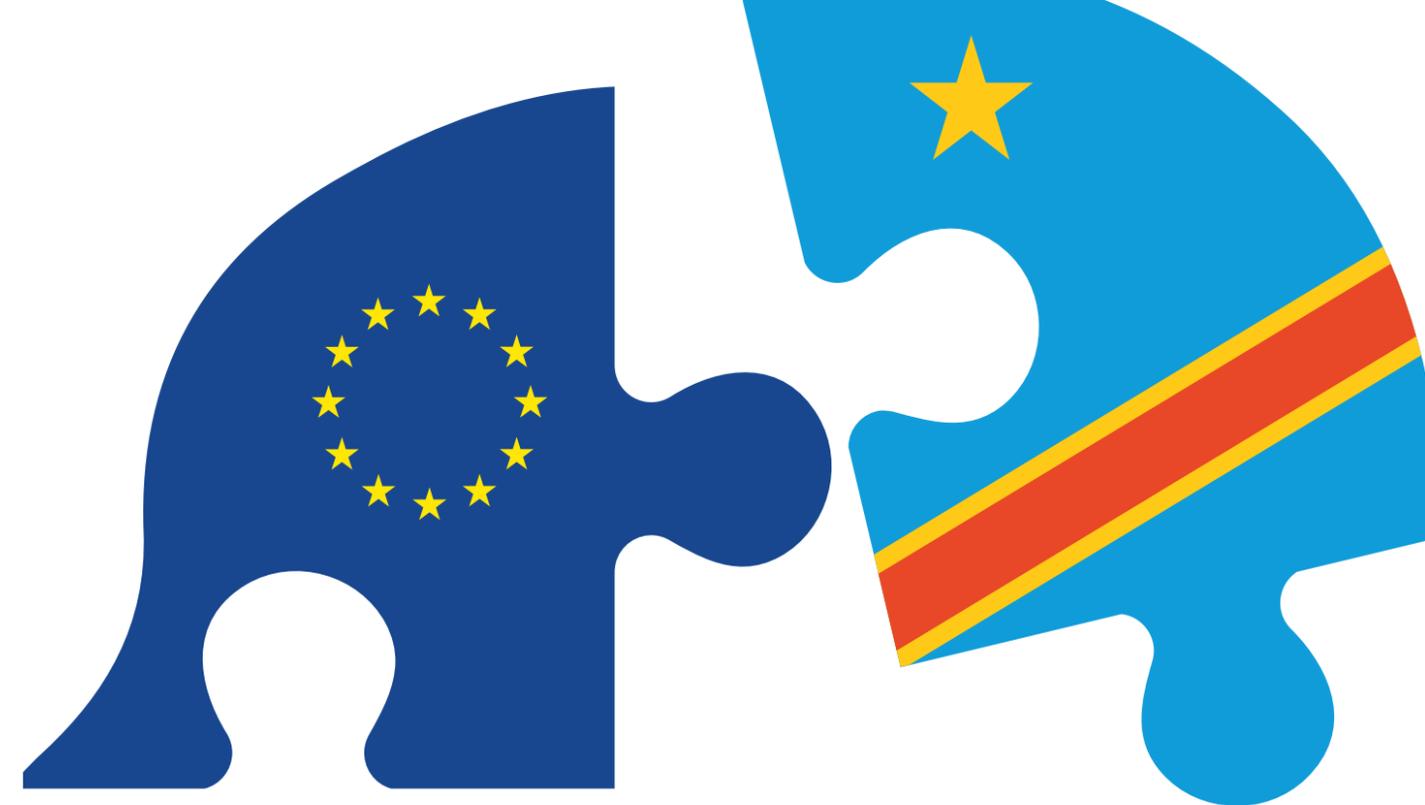
#### Les instruments financiers de l'Aide au développement

La politique d'aide au développement européenne a permis la création du Fonds européen de développement (FED). Ce dernier constitue, le principal instrument financier de la coopération entre l'UE et le Groupe ACP ; et finance de nombreux programmes et projets de développement dans l'ensemble des pays ayant conclu des accords de partenariat avec l'Union.

Chaque renouvellement d'accord de partenariat conclu entre l'UE et ses partenaires est assorti d'une enveloppe financière globale, destinée à financer la mise en œuvre de la coopération pendant une période de 5 ans. Le 11e FED, d'une allocation globale de 30,5 milliards d'euros, couvre la période de 2014-2020. De ce montant, 29 milliards d'euros sont alloués aux États ACP.

#### L'enveloppe financière du FED destinée à la RDC se décompose en plusieurs grandes rubriques :

- Un programme indicatif national (PIN) d'un montant de 620 millions d'euros couvrant la période 2014-2020.
- Un programme indicatif régional (PIR) pour l'Afrique centrale d'un montant global de 350 millions d'euros couvrant la période 2014-2020, dont la RDC bénéficie dans les domaines prioritaires concernant (i) l'intégration politique en matière de paix et sécurité, (ii) l'intégration économique et commerciale (projet COMESA, PAGIRN), (iii) la gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité (projet ECOFAC VI).



- Des prêts au travers d'une Facilité d'Investissement gérée par la Banque européenne d'Investissement (BEI) dont l'objet est de soutenir le développement économique des pays ACP. Les investissements sont réalisés à des conditions de marché dans le secteur privé, ainsi que par le financement d'entreprises du secteur public gérées commercialement, en particulier celles qui sont responsables d'infrastructures économiques essentielles. La BEI fournit des capitaux à risque, des prêts ordinaires, des garanties ainsi que des bonifications d'intérêts pour certaines opérations jugées prioritaires. Le Comité de la Facilité, composé des États membres, se prononce sur les orientations et les décisions qui sont validées par le Conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement (BEI) Au courant de l'année 2018, la BEI a accordé un montant de 10 millions d'euros à la RDC pour le développement des PME.

internationales (Fonds global Sida, Fast-Track Éducation, soutien à l'Union africaine, Fonds PPTE et Fonds fiduciaire Infrastructures dans le cadre du partenariat UE-Afrique sur les Infrastructures).

#### Des instruments à vocation thématique, ouverts à tous les pays en développement, viennent compléter ces outils. Il s'agit de :

- L'instrument pour la coopération et le développement (ICD) ;
  - L'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (EIHDR) ;
  - La Facilité alimentaire de l'UE ;
  - ECHO pour l'aide humanitaire
- Une enveloppe dite intra-ACP cogérée par la Commission européenne et le Secrétariat ACP. Les programmes intra-ACP financent des actions thématiques communes à un grand nombre ou à l'ensemble des pays ACP ainsi que des participations à des fonds multilatéraux. La coopération intra-ACP est une coopération de nature géographique et de niveau suprarégional (par opposition aux niveaux national et régional). Au titre de la coopération intra-ACP, des initiatives régionales ont été soutenues, à partir notamment des « facilités » (Eau, Énergie, Paix, Migration), mais également des fonds mondiaux ou organisations

## ► COOPERATION UE-RDC

### Le contexte de la coopération entre l'Union européenne et la RDC

La coopération structurelle entre l'Union européenne et la RDC s'est construite et a évolué en plusieurs étapes. Il convient de noter qu'elle a été interrompue pendant une dizaine d'années (1992-2002), période durant laquelle des programmes humanitaires ont subsisté et ont été mis en œuvre directement par la Commission européenne, par le biais de son agence humanitaire et d'ONG. Cette coopération a repris en 2003 et, à la même période, un Ordonnateur national (ON) du FED a été désigné, à savoir le ministre des Finances. Cette étape marquait ainsi le rétablissement des modalités d'une coopération cogérée du FED entre l'ON et l'UE, telles qu'établies par l'Accord de Cotonou.

Avec la récupération progressive en 2004 des attributions de l'ON, qui a pu bénéficier de l'instauration de services techniques pour l'assister, tous les projets identifiés dans les conventions de financement, signées depuis 2005 entre l'ON et l'UE, sont mis en œuvre selon les règles communes à tous les États ACP, à savoir : l'Ordonnateur national assure les responsabilités de maître d'ouvrage. Depuis 2006, l'ON lance les appels d'offres, organise l'ouverture des offres et leur évaluation, propose l'attribution des marchés, signe des contrats, en assure la gestion contractuelle et la maîtrise d'ouvrage et, enfin, procède à la liquidation et l'ordonnancement des paiements.

Afin de faciliter l'accompagnement et le traitement des divers dossiers et procédures administratives gérées par l'autorité contractante dans le cadre du FED, l'Ordonnateur national délégué, en la personne du Coordonnateur de la COFED, a été désigné en septembre 2008.

### Relations actuelles entre l'UE et la RDC

Au niveau politique, l'UE a participé activement aux efforts de la communauté internationale pour restaurer la paix et la démocratie en RDC, en soutenant financièrement le referendum constitutionnel de 2005 et les processus électoraux de 2006 et de 2011, tout en déployant d'importantes

missions d'observation électorale.

Au-delà des aspects politiques et militaires, la contribution de l'UE s'appuie sur un important soutien au développement dans le cadre de l'Accord de Cotonou. L'enveloppe pour la période 2014-2020 (11e Fonds européen de développement) est une des plus importantes sur un plan bilatéral avec plus de 620 millions d'euros ne concernant que l'enveloppe programmable mobilisée sur quatre axes prioritaires :

- Santé : 150 millions d'euros ;
- Environnement et agriculture durable : 130 millions d'euros ;
- Renforcement de la gouvernance et État de Droit : 160 millions d'euros ;
- Infrastructures : 150 millions d'euros.



À ceci s'ajoutent quelques mesures d'appuis transversaux (appui à la société civile : 12 millions d'euros, et autres mesures : 18 millions d'euros).

Ce partenariat prévoit un dialogue politique soutenu qui permet à l'UE et à la RDC d'échanger régulièrement et ouvertement sur les sujets d'intérêt commun et notamment la préservation de l'espace politique et le respect des Droits humains. L'enveloppe non programmable, destinée à couvrir les imprévus, sera déterminée ultérieurement, selon les mécanismes et procédures spécifiques.

### Aide humanitaire

En RDC, des conflits récurrents ont entraîné des déplacements massifs de populations et une crise humanitaire importante. De plus, le pays fait face à de multiples épidémies.

C'est ainsi que la DG-ECHO, le bureau de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne, a apporté une assistance de première nécessité à destination

des populations déplacées ou vulnérables par le biais d'une aide humanitaire appropriée et dans le respect des principes humanitaires, tels que l'impartialité et la neutralité.

La DG-ECHO finance également des projets de préparation et d'atténuation des risques dans des régions sujettes aux catastrophes naturelles. Elle vient aussi en aide aux personnes réfugiées, arrivant sur le territoire de la RDC en provenance de la République centrafricaine, du Soudan du Sud et du Burundi. Dans les zones où le retour des réfugiés est possible, la DG-ECHO fournit les conditions minimales pour aider à la reconstruction du cadre de vie et à une amélioration des services sociaux de base.

Dans les zones épargnées par les conflits, l'aide humanitaire est principalement axée sur la malnutrition aiguë, l'insécurité alimentaire et les épidémies (rougeole et choléra notamment).

# ▶ LA COFED

La COFED, service technique de l'Ordonnateur national (représentant le gouvernement), travaille étroitement avec la délégation de l'Union européenne pour la mise en œuvre du Fonds européen de développement en République démocratique du Congo.

L'accord de Cotonou qui fixe le cadre de partenariat politique, économique et commercial entre l'Union européenne et les pays ACP, confère à l'Ordonnateur national un rôle majeur dans la supervision, la mise en œuvre et le suivi des programmes et projets financés par l'Union européenne.

Ce partenariat est centré sur l'objectif de réduction et, à terme, d'éradication de la pauvreté, en cohérence avec les Objectifs du développement durable (ODD) et d'une intégration progressive des pays ACP dans l'économie mondiale. Il offre un cadre cohérent d'appui aux stratégies de développement définies par chaque État ACP.

Créée par arrêté du ministre des Finances (Ordonnateur national) en 2004, la COFED est placée sous la supervision d'un Coordonnateur qui assume également les fonctions d'Ordonnateur national délégué.

La cellule est dotée d'un personnel composé de cadres nationaux hautement qualifiés, recrutés par appels à candidatures et appuyés par un personnel d'appoint. Elle bénéficie également d'une assistance technique pour des missions ponctuelles.

Son fonctionnement est pris en charge par le biais de la Convention de financement du projet d'appui à l'Ordonnateur national du FED, auquel s'ajoute une contribution du gouvernement congolais pour certaines dépenses.

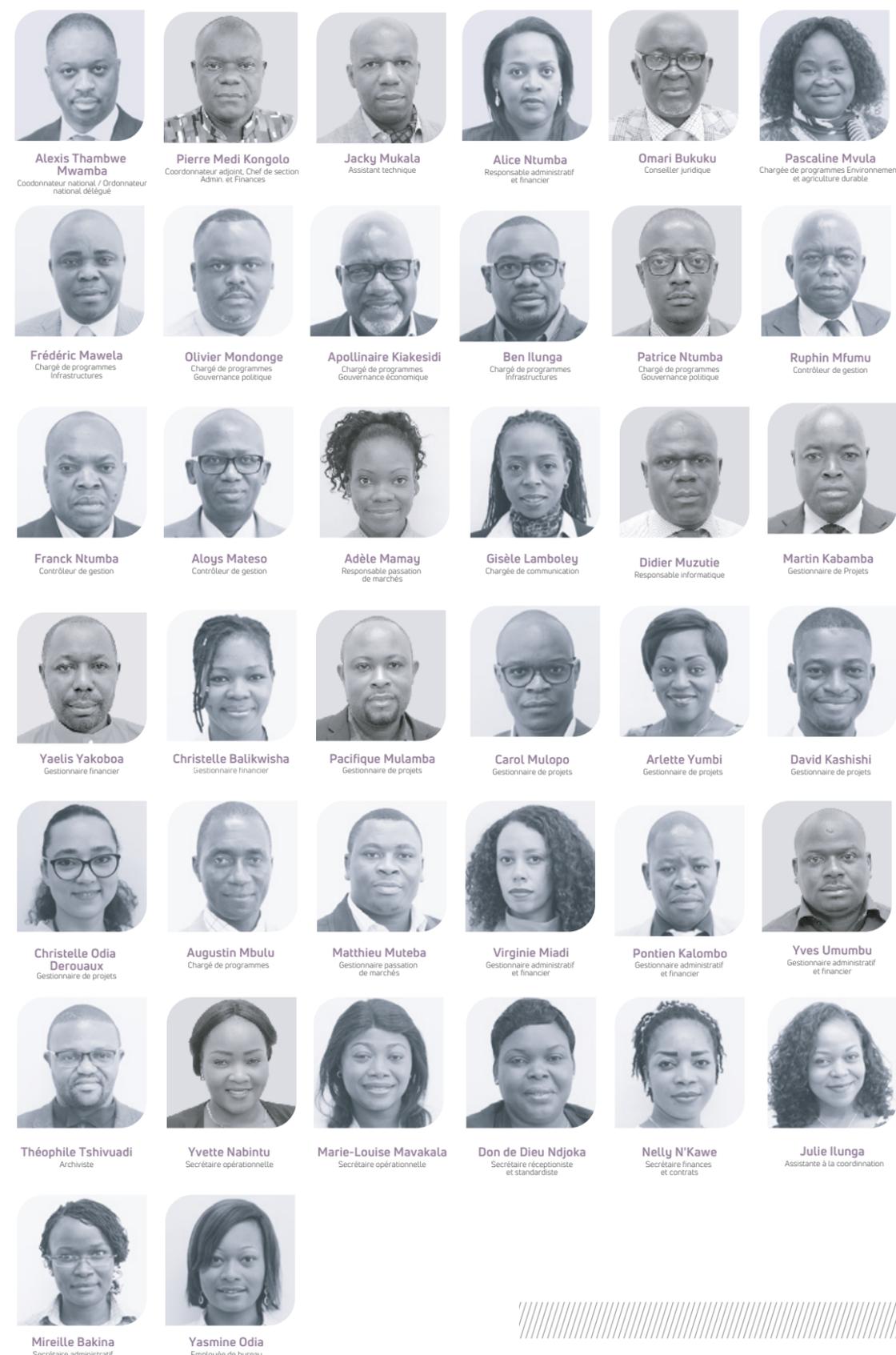
Les missions de la COFED sont les suivantes :

- Assister l'Ordonnateur national du FED dans la gestion des ressources octroyées à la RDC par l'Union européenne et la Banque européenne d'investissement ;
- Coordonner, avec les ministères techniques et les organisations de la société civile, les travaux relatifs à la programmation, le suivi régulier, les revues annuelles, à mi-parcours et finales de la

- mise en œuvre de la coopération UE-RDC ;
- Participer à l'instruction et à l'élaboration des projets et programmes nationaux et régionaux ;
- Préparer les dossiers d'appel d'offres, en assurer la publication et soumettre les propositions d'attribution à la DUE ;
- Assurer la liquidation et l'ordonnancement des dépenses dans la limite des ressources disponibles ;
- Apporter un appui institutionnel et juridique aux maîtres d'ouvrage délégués et aux maîtres d'œuvre des différents programmes ;
- Mener, en collaboration avec la DUE, les actions de visibilité des différents projets et programmes financés par cette dernière.

La cellule met son expertise au service des partenaires nationaux intervenant dans la mise en œuvre des projets et programmes FED. Elle les accompagne également au travers d'un renforcement de capacités. Il s'agit, entre autres, de l'organisation de formations et de missions régulières de supervision et d'évaluation sur terrain ainsi que d'activités visant à assurer la visibilité et l'information du grand public sur les réalisations enregistrées dans le cadre de la coopération UE-RDC.

Hôtel des Impôts (DGI) Croisement des avenues des Marais et Provinces Orientale - Gombe  
Kinshasa - RDC  
(+243) 81 555 36 44  
cofed@cofed.cd  
www.cofed.cd



## ► RESUME DU RAPPORT

L'accord de partenariat qui fixe les cadres politique, économique et commercial entre l'Union européenne et les 79 Etats ACP est centré sur l'objectif de réduction, et à terme d'éradication de la pauvreté, en cohérence avec les objectifs de développement durable (ODD). Il vise l'intégration progressive des États ACP dans l'économie mondiale et s'appuie sur le plan d'action relatif à l'efficacité de l'aide (appropriation, alignement, harmonisation, gestion axée sur les résultats et responsabilité mutuelle). Sa coordination est mise en œuvre par des instruments paritaires ACP – UE, à savoir, le Conseil des ministres, le Comité des ambassadeurs, l'Assemblée parlementaire paritaire, et en accompagnement et suivi, les réunions des Chefs d'État.

Dans chacun des Etats ACP, l'Ordonnateur national du Fonds européen de développement représente le pays bénéficiaire de l'aide auprès de l'Union européenne et joue un rôle majeur dans le suivi, la mise en œuvre et la supervision des projets. En RDC, l'Ordonnateur national du FED est le ministre des Finances. La cellule technique de l'Ordonnateur national, en l'occurrence la COFED en RDC, travaille en étroite collaboration avec la délégation de l'Union européenne, présente dans le pays, ainsi qu'avec les ministères acteurs en tant que maîtres d'œuvre. Ensemble, ils ont assuré l'exécution du 9e et du 10e FED avec des budgets respectifs d'environ 680 millions et 720 millions d'euros. Les projets du 11e FED sont en cours d'exécution avec une allocation de 620 millions d'euros, correspondant à l'enveloppe programmable. L'enveloppe non programmable destinée à l'aide humanitaire et d'urgence n'a pas encore été déterminée.

Octroyés sous la forme de dons non remboursables, les budgets provenant du FED concernent, dans le cadre du 11e FED, les secteurs de la gouvernance, des infrastructures, de la santé et de l'environnement.

Dans le secteur de la gouvernance, la construction des politiques publiques et des acquis de la gouvernance économique est au cœur de la notion de l'État de droit de la RDC. En matière de sécurité (armée, justice et police), le gouvernement est empreint d'une volonté d'améliorer les services administratifs et ses institutions cibles. Le Plan d'action prioritaire de la Justice reprend spécifiquement les coûts des activités, les institutions responsables, les partenaires techniques

et financiers impliqués ainsi que les outils destinés à assurer le suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre et en évaluer l'impact sur les bénéficiaires. Il est question d'opérationnaliser le plan national de réforme de la Justice (PNRJ) et d'offrir ainsi aux acteurs et partenaires une feuille de route pour leurs interventions de 2018 à 2022.

Ce plan d'action constitue également un instrument de plaidoyer pour la mobilisation des ressources nécessaires à son financement. En marge de ceci, il est à noter des avancées en matière de construction de bâtiments, certes empreintes de quelques difficultés exogènes qui ont retardé l'achèvement de quelques ouvrages mais qui constituent des situations porteuses d'enseignement pour le maître d'ouvrage.

Le secteur des infrastructures de transport en RDC sollicite une grande attention dans la mesure où il repose sur un réseau multimodal combinant transport fluvial, routier, ferroviaire, aérien et maritime. Dans le contexte de la réhabilitation des 58 509 Km de routes d'intérêt général, l'Union européenne vient en appui au gouvernement avec la réhabilitation de la route nationale 1, sur le tronçon Batshamba et Pont Loange (104 Km). Ces travaux ont été réceptionnés provisoirement et remis officiellement au ministère des Infrastructures. A ces travaux routiers s'ajoute la réhabilitation des voiries à Goma qui concerne les avenues du Lac, Kibarabara, Katoyi, Géomètres ainsi qu'une partie de la route nationale 2 (environ 38 Km). Par ailleurs, l'Union européenne vient également en appui au secteur lacustre et fluvial. La gestion du fleuve exige en effet un suivi et des interventions en continu sur un réseau très étendu et présentant des difficultés de navigation sur certains tronçons.

Ainsi, des études hydrologiques et hydrographiques sont entreprises avec l'appui de l'Union européenne pour appréhender et prévoir le comportement du fleuve. C'est dans ce cadre que le projet de navigabilité des voies fluviales et lacustres a concerné également la rénovation des baliseurs, la mise en état des signaux de rive et des balises, la production de cartes de navigation de la rivière Kasai et du fleuve Congo, l'aménagement des routes de navigation, etc.

A ces appuis s'ajoute la reprise des travaux dans le cadre des accords entre la RDC, le Rwanda et le Burundi. Il s'agit de l'aménagement des axes transfrontaliers Goma – Gisenyi, Bukavu – Cyangugu et Uvira – Bujumbura

ainsi que l'aménagement de la route d'accès aux sites du barrage et de la centrale Ruzizi 3.

En matière d'appui au secteur de la santé, l'appui de l'Union européenne entend pérenniser l'accès aux soins de santé, en particulier pour les populations vulnérables, intégrer les zones de santé couvertes par des interventions humanitaires et améliorer la capacité institutionnelle du ministère de la Santé publique au niveau central et provincial. Ceci est mis en exécution par le programme de renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé en RDC (PRO-DS) qui travaille en étroite collaboration avec 4 établissements d'utilité publique/fonds d'achat de services de santé (EUP FASS Nord-Kivu, EUP FASS Kasai Oriental, UEP FASS Kasai Occidental et EUP FASS Province Orientale) et également avec des ONG qui ont chacune des attributions bien spécifiques (appui technique et financier, appui à l'approvisionnement en médicaments essentiels, gestion des centres de santé, mise en place des zones d'apprentissage et de recherche, réalisation de petits travaux de réhabilitation et fourniture d'équipements sanitaires, etc.). Dans ce contexte assez complexe d'intervention dans six provinces (Ituri, Haut-Uélé, Kongo Central, Kasai Oriental, Lomami et Nord-Kivu) l'appropriation des résultats est mise en évidence. Au cours de l'année sous revue, l'accent est mis sur l'appui aux établissements d'utilité publique, l'amélioration de la qualité des soins, le renforcement de capacités du personnel des ONG, la mise à disposition de médicaments certifiés et le renforcement de la chaîne d'approvisionnement. Le secteur de l'environnement, un des enjeux majeurs de cette décennie, contraint les gouvernements à considérer cette thématique dans les différentes stratégies relatives au développement. La 24e conférence des Parties (COP24) de décembre 2018, en Pologne, avait pour objectif de marquer l'aboutissement des deux processus clés prévus par l'Accord de Paris. Celui-ci fixe un objectif commun à l'action climatique internationale – limiter le réchauffement climatique bien en dessous de +2°C et poursuivre les efforts le contenant à +1.5°C. L'Accord de Paris entraîne également une dynamique politique permettant de réduire progressivement l'écart entre les actions individuelles des États et l'objectif collectif qu'ils se sont fixé. En RDC, l'Union européenne apporte son appui au travers du programme Environnement et Agriculture durable

dont l'un des objectifs est de stimuler le développement agricole et socioéconomique de cinq aires protégées (les parcs de Garamba, Salonga, Upemba, Virunga et la biosphère de Yangambi) au bénéfice des populations. Un apport additionnel permet de renforcer les activités de développement socioéconomique basées sur l'hydro-électricité en périphérie du Parc national des Virunga ainsi que des activités de développement de l'agriculture, de l'énergie renouvelable et d'alternatives durables à l'orpaillage artisanal en périphérie du Parc national de Garamba.

Enfin, il convient de rappeler que l'Accord de Cotonou arrive à son terme en 2020 et que sa renégociation a été formellement ouverte en août 2018 en vue d'une signature en 2019. Le nouvel accord de partenariat devrait renforcer la coopération régionale et s'articulera autour des axes suivants : la réduction de la pauvreté, la question migratoire, les relations commerciales et la lutte contre le changement climatique.

## ▶ EXECUTIVE SUMMARY

The partnership agreement which establishes the political, economic and trade frameworks between the European Union and the 79 ACP States is geared towards the objective of reducing, and ultimately eradicating poverty, in coherence with the sustainable development goals (SDG). It aims to gradually mainstream ACP States into the global economy and builds on the Aid Effectiveness Action Plan (appropriation, alignment, harmonization, results-based management and mutual accountability). Its coordination is implemented by ACP-EU joint instruments, namely, the Council of Ministers, the Committee of Ambassadors, the Joint Parliamentary Assembly, and the meetings of the Heads of State for monitoring purpose.

In each of the ACP States, the national authorizing officer of the European Development Fund (EDF) represents the European Union (EU) aid recipient country and plays a major role in the monitoring, implementation and supervision of projects. In Democratic Republic of Congo (DRC), the national authorizing officer of the EDF is the Finance Minister. A technical support unit to the national authorizing officer has been established, most relevantly in DRC as COFED. The unit works in close collaboration with the delegation of the European Union in DRC, as well as with ministries involved in the implementation process. Together they ensured the execution of the 9th and 10th EDF with respective budgets of approximately 680 million and 720 million euros. The 11th EDF projects are currently being implemented, it has an allocation of EUR 620 million which corresponds to the programmable envelope. The non-programmable envelope for humanitarian and emergency assistance has not yet been determined.

Granted in the form of non-refundable grants, the budgets derived from the EDF, in connection with the 11th EDF, cover the governance, infrastructure, health and environment sectors.

In the area of governance, public policy-making and the gains in economic governance is at the core to the notion of the Rule of Law in DRC. In terms of security programs (such as support to the army, justice and police), the Government is willing to improve the administrative apparatus and its target institutions. The Priority Action Plan of the Ministry of Justice has

been developed to specifically include the cost related to the implementation of activities, the involvement of the institutional decision-makers and the technical and financial partners, the use of tools to monitor the progress made in the implementation and analysis of the impact on the beneficiaries. The main goal is to operationalize the National Justice Reform Plan (PNRJ) and hence provide to actors and partners a roadmap for their interventions from 2018 to 2022.

This action plan is also an advocacy tool for mobilizing the resources necessary for its funding. On the sidelines of this, it is worth noting progresses in building infrastructure despite external challenges that have delayed the completion of some constructions, but which is a given lesson for improvement on the account of the project owner.

The infrastructure sector in DRC requires great attention as it relies on a multimodal network combining inland waterway, road, rail, air and maritime transport. In the context of the rehabilitation of the 58 509 km of national roads, the European Union is supporting the Government with the rehabilitation of the national road 1, on the Batshamba and Loange bridge (104 km) segment. This work was provisionally received and officially handed over to the Ministry of Infrastructure. In addition to this road work is the rehabilitation of roadsides in Goma along the avenues of the Lake, Kibarabara, Katoyi, Géomètres as well as part of the national road 2 (about 38 km).

In addition, the European Union is also supporting the lake and river sector, as the management of the river requires continuous monitoring and interventions over a very wide network and presents navigation challenges on some sections.

Thus, hydrological and hydrographic studies are needed to apprehend and predict the behavior of the river and to adapt the navigability to the unforeseen natural changes in the areas of concern. It is within this framework that the European Union's support for the navigability of the river and lake waterways is geared towards the renovation of the buoys, the upgrading of the shoreline signals and beacons, the production of navigation maps of the Kasai and Congo Rivers, and the development of navigation routes, etc.

In addition to this support is the resumption of work within the framework of the agreements between DRC, Rwanda and Burundi. This includes the developments of the border roads connecting Goma–Gisenyi, Bukavu – Cyangugu and Uvira – Bujumbura, and the access road to the sites of the Ruzizi 3 dam and power plant.

Concerning the health sector, EU support intends to sustain access to health care, mainly for vulnerable populations, integrate health areas covered by humanitarian interventions and improve institutional capacity of the Department of Public Health at the central and provincial level. This is implemented by the program of strengthening the supply and development of access to health care in DRC (PRO-DS), which works in close collaboration with 4 institutions of public utility/health Funding for purchasing services (EUP FASS North Kivu, EUP FASS Kasai Oriental, EUP FASS Kasai Occidental and EUP FASS province Orientale) and also with NGOs with specific responsibilities (technical and financial support, support for the supply of essential medicines, management of health centers, setting up of learning and research areas, realization of small rehabilitation works and provision of sanitary equipment, etc.). In this rather complex context of intervention in six provinces (Ituri, Haut-Uélé, Kongo Central, Kasai Oriental, Lomami and Nord-Kivu) the appropriation of the results is tangible. During the year under review, emphasis is placed on supporting institutions of public utility, improving the quality of care, strengthening the capacity of NGO staff, providing certified medicines and strengthening supply chain.

The environmental sector, one of the main challenges of this decade, compels Governments to consider this thematic in different development strategies. The 24th Conference of the Parties (COP24) in December 2018, in Poland, was intended to mark the conclusion of two key processes provided for by the Paris Agreement. The latter sets a common goal for international climate action – to restrict global warming well below +2°C and pursue efforts to maintain it at + 1.5°C. The Paris Agreement also entails a political momentum to progressively reduce the gap between the individual actions of States and the collective objective they have set. In DRC, the European Union provides support through the environment and sustainable agriculture

program, one of which is to stimulate the agricultural and socio-economic development of five protected areas (Garamba, Salonga, Upemba, Virunga parks and the Yangambi biosphere) for the benefit of the population. An additional contribution strengthens the socio-economic development activities based on hydro-electricity on the outskirts of Virunga National Park as well as the development activities of agriculture, renewable energy and sustainable alternatives to small-scale gold mining in the outskirts of Garamba National Park.

Lastly, it is pertinent to recall that the Cotonou Agreement expires in 2020 and that its renegotiation was formally opened in August 2018 with a view to a signature in 2019. The new Partnership Agreement should strengthen regional cooperation and focus on the following areas: poverty reduction, migration issues, trade relations and the fight against climate change.

# GOUVERNANCE

L'année 2018 aura cristallisé les efforts consentis au niveau institutionnel pour une construction aboutie des politiques publiques et une consolidation des acquis de la gouvernance démocratique, lesquelles se trouvent au cœur de la notion de l'État de droit en République démocratique du Congo.

En effet, la réforme du secteur de la sécurité, dans sa trilogie Armée-Justice-Police, aura été empreinte d'une volonté constante et renouvelée de la part des autorités politiques, des services administratifs respectifs et diverses institutions cibles ainsi que des bénéficiaires d'appuis, dans le domaine de la gouvernance démocratique et de la consolidation institutionnelle. Ceci s'est traduit, d'une part, par le niveau appréciable de leur appropriation des activités des programmes et, d'autre part, par leur implication en vue de la concrétisation des assignations.

Dans le secteur de la justice, l'adoption du plan d'actions prioritaires aura permis de décliner les activités à mener durant les cinq prochaines années dans le but d'opérer des réformes nécessaires et de moderniser les systèmes judiciaire et pénitentiaire congolais. Il reprend spécifiquement les coûts de ces activités, les institutions responsables, les partenaires techniques et financiers impliqués ainsi que les outils destinés à assurer le suivi des progrès réalisés dans leur mise en œuvre et à évaluer l'impact sur les bénéficiaires. Il s'agit en l'occurrence des nouveaux défis à relever dans le contexte congolais où l'indépendance de la justice se trouve au cœur de la notion d'État de droit qui implique l'adhésion à un ensemble de principes et de valeurs.

Les avancées sont enregistrées dans la mise en œuvre des volets infrastructures de nombreux projets FED, en dépit de l'émergence de

difficultés d'ordre exogène qui en ont inhibé le rythme d'exécution.

L'exécution du projet de construction d'une académie de police de Kinshasa a avancé de manière satisfaisante jusqu'à l'émergence de difficultés d'ordre exogène qui ont ralenti le rythme de mise en œuvre.

Ces difficultés constituent, au demeurant, des situations porteuses d'enseignement pour le maître d'ouvrage à considérer dans l'architecture des futurs programmes et projets d'appui institutionnel.



## PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DE LA JUSTICE (PARJ)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
30.230.000 €	29/04/2010	29/04/2016	Ordonnateur national
Maître D'oeuvre	Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre operationnelle	
Ministère de la Justice et droits humains	Partiellement décentralisé	29/04/2019	
Date limite d'exécution	Objectif global		
29/04/2021	Contribuer à la réforme de la justice en améliorant la gouvernance de l'appareil judiciaire.		

L'année 2018 est une année transitoire dans le cadre des efforts de planification de la réforme de la politique sectorielle en cours. Dans l'attente de la programmation des activités prévues pour le 11e FED et afin de sauvegarder les dynamiques positives engagées, elle se focalise sur la consolidation des acquis de la réforme, en ouvrant de nouvelles perspectives indispensables à sa mise en œuvre ; l'augmentation du budget du

secteur de la Justice, constituant à cet égard un axe fondamental. Ainsi, la contribution de missions d'appui institutionnel successives ont permis au Groupe thématique Justice et Droits humains d'aboutir à la production et à la validation d'un document de politique nationale sur la réforme de la Justice (PNRJ 2018-2022) en mai 2017, d'un système de suivi évaluation et d'un Plan d'actions prioritaires (PAP 2018-2020) en

février 2018. Ce dernier est appelé à intégrer la loi de programmation du secteur de la Justice, à soumettre au vote du Parlement, dans un proche avenir. L'atteinte de ces résultats, la régularité du fonctionnement du groupe thématique et la qualité des livrables produits ont conduit le maître d'œuvre à solliciter, en septembre 2018, l'appui d'une nouvelle mission d'assistance technique pour accompagner cette structure dans la mise en œuvre de ces nouveaux instruments. Un des segments majeurs de la mission sera d'accompagner la division actuelle du budget du ministère de

la Justice et la cellule budget du Conseil supérieur de la magistrature dans la planification et le suivi budgétaires, conformément à la programmation du PAP. Le processus de contractualisation et de mobilisation des experts, pour une durée de 18 mois s'achèvera dès le début de l'année 2019.

Le volet infrastructures du programme se caractérise par i) la réception définitive des travaux de construction du tribunal de grande instance de Kananga et de l'Institut national de formation judiciaire, en mars et octobre 2018 ; ii) la réception provisoire des travaux de réhabilitation de la prison de Luzumu dans le Kongo Central, en octobre 2018 ; et iii) une progression lente des travaux de construction du tribunal de grande instance de Tshikapa. Ce ralentissement a eu des répercussions notamment sur les délais de la mission de contrôle dont le contrat s'est achevé en septembre 2018. Pour remédier à toute carence dans le suivi de l'exécution de ces travaux et faciliter les opérations de réception définitive des travaux de réhabilitation de la prison de Luzumu, un nouveau contrat de surveillance a été signé au mois de décembre.

## PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DE LA POLICE NATIONALE CONGOLAISE (PARP)

Montant	Date de signature
16.000.000 €	12/08/2010
Maître D'oeuvre	Maître d'ouvrage
Ministère de l'Intérieur	Ordonnateur National
Date limite de signature des contrats et DP	Date limite de mise en œuvre opérationnelle
09/07/ 2016	12/08/2019
Mode de gestion	Date limite d'exécution
Partiellement décentralisée	12/02/2021
Objectif global	
Contribuer à la réforme de la Police nationale congolaise (PNC).	

La première phase de construction de l'Académie de Police s'est poursuivie tout au long de l'année en dépit de contraintes rencontrées. Certaines de ces contraintes ont été assez persistantes malgré la mobilisation constante des parties prenantes au projet pour pallier ces difficultés.

Cette situation a des incidences sur le planning des travaux, dans la mesure où la réalisation de certains postes reste tributaire d'un réseau électrique

fonctionnel sur le site et d'un réseau primaire de raccordement et de distribution d'eau achevé. Les travaux de finition des ouvrages et de construction de la voirie intérieure ont démarré et se poursuivront au premier semestre de l'année 2019. Pour ce faire, des ajustements contractuels sont rendus nécessaires pour intégrer l'extension de la période de mise en œuvre du contrat des travaux et les ouvrages additionnels précités.

### PROJET D'APPUI AU DÉMARRAGE DE LA DÉCENTRALISATION (PA2D)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
15 000 000 €	20/04/2010	20/05/2016	Ordonnateur national
Maître D'oeuvre	Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre operationnelle	
Ministère de la Décentralisation	Décentralisée, régie indirecte privée	20/05/2018	
Date limite d'exécution	Objectif global		
20/05/2020	Soutenir le démarrage de la mise en œuvre de la décentralisation en RDC		

Mis en route en mars 2011, le projet avait pour objectif de soutenir le démarrage de la décentralisation en RDC, avec pour finalité de rendre le processus de décentralisation plus opérationnel, mieux partagé, et ainsi contribuer à l'amélioration des conditions de vie et réduire en perspective la pauvreté des populations provinciales.

Sur le plan national, le projet visait à rendre plus opérationnel le dispositif de pilotage, de coordination et de suivi du processus de décentralisation aux côtés des autres partenaires techniques et financiers.

Sur le plan provincial, le renforcement des capacités fut une des activités majeures. Ceci a concerné

l'administration de la ville de Kinshasa et de la province du Nord-Kivu, les administrations transversales, telles que la fonction publique, les finances et le budget ainsi que les administrations sectorielles en charge des services de base, en particulier dans les secteurs à compétence provinciale exclusive.

Depuis le premier semestre de l'année 2015, l'assistance technique a clôturé sa mission de gestion, et plus particulièrement des appuis institutionnels, en renforcement des capacités aux organes publics cibles, tant aux niveaux central que provincial (Kinshasa et Nord-Kivu).

C'est ainsi que le volet réhabilitation et construction des édifices publics est poursuivi par la COFED. Les travaux de construction de deux bâtiments à Kinshasa, à savoir, l'Assemblée provinciale de Kinshasa et le bâtiment destiné au ministère de la Décentralisation ont été réceptionnés et les ouvrages remis aux bénéficiaires. Toutefois, les immeubles remis restent encore sous la supervision des entreprises durant une année pour observation des éventuels vices ou malfaçons, selon les accords de garantie contractuelle. Il sied de noter que les fournitures (mobilier et matériel informatique) destinées à équiper ces édifices ont

été réceptionnées et installées. Les constructions de la province du Nord-Kivu, à ce jour au niveau des élévations en maçonnerie, ont rencontré des difficultés au niveau de la mise en œuvre. Au vu des retards importants enregistrés, les travaux ont été arrêtés. Des dispositions et modalités nouvelles ont été convenues pour une meilleure prise en charge des chantiers. Les mesures correctives devraient permettre la reprise des travaux au courant du premier trimestre 2019.





Route vers l'Académie de Police



## PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DE LA JUSTICE À L'EST - PARJE UHAKI SAFI

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maitre d'ouvrage
18.786.766 €	27/07/2012	26/07/2017	Ordonnateur national
Maitre D'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre operationnelle
MJDH		Partiellement décentralisée	26/07/2019
Date limite d'exécution	Objectif global		
26/07/2021	Contribuer à la consolidation de l'État de droit en luttant contre l'impunité ordinaire et de guerre dans le Nord et Sud-Kivu et le district de l'Ituri, qui sont encore des régions troublées.		

La période de mise en œuvre opérationnelle du programme d'appui au renforcement de la Justice à l'est de la RDC tend progressivement vers son échéance prévue le 26 juillet 2019. La construction du Palais de Justice de Goma demeure l'activité résiduelle du programme. Le site de construction est situé dans la commune de Goma, avec une superficie d'environ 4 100 m<sup>2</sup>. Les gros œuvres se sont achevés et quelques travaux de finition sont en cours (enduits intérieurs et extérieurs, mastic, carrelage, huisseries métalliques, etc.). Lancé le 23 février 2017, pour une période de 12 mois, le chantier accuse à ce jour un retard considérable susceptible d'entraîner une prolongation de la période de mise en œuvre opérationnelle.



Vue du Palais de Justice de Goma.



## PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ (PROGRESS)-VOLET DÉFENSE

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maitre d'ouvrage
16 000 000 €	30/04/2015	29/04/2019	Ordonnateur national
Maitre D'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre operationnelle
Ministère de la Défense nationale, anciens combattants, et réinsertion		Gestion indirecte	31/05/2021
Date limite d'exécution	Objectif global		
31/05/2023	Assister les autorités civiles et militaires congolaises dans la conception et la conduite du processus de réforme de la sécurité (volet défense), notamment en matière d'administration et de gestion, afin de renforcer la gouvernance et l'État de droit, de lutter contre l'impunité et de promouvoir une paix juste et durable en RDC		

Les appuis portés par l'assistance technique ont été déployés auprès des différents services du ministère de la Défense nationale et de l'État-major des forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Des avancées notables ont été actées dans certains volets, en dépit des contraintes qui en ont jalonné d'autres. Le dialogue institutionnel a été maintenu de manière étroite malgré l'absence des réunions statutaires prévues par la convention de financement, au premier rang desquelles le comité de pilotage.

Il s'est tenu en février 2018 une réunion du Comité technique de suivi du programme qui a permis de faire le bilan partiel des activités réalisées, et des grandes lignes des activités prévues, ayant fait l'objet d'échanges préalable entre les assistants techniques et les différents points focaux. Cette réunion statutaire a permis de tirer des leçons de la première phase d'activités du premier devis-programme (DP1) afin

d'améliorer le taux d'exécution de la seconde phase (DP2), en mettant en œuvre les activités programmées, conformément au chronogramme. De même, la coordination entre parties prenantes est appréciée, notamment avec le point focal du programme situé au sein du MDNAC-R, qui est en contact régulier avec les gestionnaires du projet.

Sur le même registre, le démarrage effectif de la subvention au Réseau pour la réforme du secteur de sécurité et Justice (RSSJ) a donné un relief particulier aux ambitions affichées, notamment dans le rapprochement armée-population, dans la perspective de consolider la redevabilité de l'armée vis-à-vis de la population.

Il s'agit, à titre de rappel, d'une subvention complémentaire aux activités de PROGRESS.

Un mécanisme de suivi concerté est mis en place entre le RSSJ et l'assistance technique ; et une feuille de route est élaborée, au titre des synergies entre les deux organes de mise en œuvre.

Les recommandations de l'évaluation à mi-parcours du PROGRESS au début de l'année 2018 ont marqué le départ d'une réflexion stratégique, menée en vue d'un recadrage des interventions du programme, de manière à assurer l'atteinte des résultats. Cette réflexion devrait culminer grâce aux orientations précises du Comité de pilotage.

La composition de l'équipe d'assistants techniques n'a pas varié, dans la mesure où les postes des experts ressources humaines (AT4) et de l'expert redevabilité interne (AT9) n'ont pas été pourvus. Cette situation met un frein à l'élan positif amorcé dans l'exécution du projet, en considérant que les questions de ressources humaines constituent le

cœur de la réforme, le plan de réforme de l'Armée (PRA) plaçant l'homme au centre de ce processus.

En matière d'équipement, un lot de 35 kits biométriques a été acquis en remplacement du parc biométrique existant, de même que du matériel informatique. Tous les matériels et logiciels ont été déclarés conformes par le bénéficiaire. Cette acquisition participerait à la modernisation de l'administration du MDNAC-R et des FARDC.

Le volet infrastructures a pris du retard par rapport au chronogramme initial. Les parties prenantes ont été sensibilisées sur la question. Aussi le bureau d'études s'emploie, pour le projet de construction/extension du siège du MDNAC-R, à finaliser les dossiers techniques, avant que le dossier d'appel d'offres ne soit lancé, à l'horizon du premier semestre 2019.



## PROGRAMME D'AIDE AU COMMERCE (AIDCOM)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
16 000 000 €	29/04/2010	29/04/2015	Ordonnateur national
Maître D'oeuvre	Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre operationelle	
Ministère du Commerce extérieur	Décentralisée, régie indirecte privée	29/04/2017	
Date limite d'exécution	Objectif global		
31/05/2023	Appuyer le Gouvernement de la RDC dans ses efforts pour rendre l'économie plus compétitive sur le plan du marché intérieur, régional et international et pour préparer son intégration à l'économie mondiale dans le cadre des Accords de partenariat économique (APE).		

La COFED a assuré la clôture des activités résiduelles du projet. Il s'agit principalement des travaux de réhabilitation/construction des tribunaux de commerce ainsi que de leurs équipements en matériels et mobiliers de bureaux. Les réceptions

définitives de ces bâtiments et équipements ont été prononcées, notamment celles des tribunaux de commerce de Butembo et Kolwezi.

### PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DES FINANCES PUBLIQUES (PAMFIP)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
10 000 000 €	20/05/2010	20/05/2016	Ordonnateur national
Maître D'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre operationnelle
Ministère des Finances		Décentralisée, régie directe	20/05/2017
Date limite d'exécution	Objectif global		
20/05/2018	Appuyer le Gouvernement de la RDC dans la mise en œuvre de son plan d'action de réforme des finances publiques et contribuer ainsi à améliorer la gouvernance en RDC		

Le contrat d'assistance technique au PAMFIP est arrivé à échéance au mois de décembre 2017. Les activités ont porté essentiellement sur la poursuite des travaux de construction des bâtiments amenés à abriter les services de la Direction générale des recettes administratives et domaniales (DGRAD) et des divisions provinciales des Finances à Mbandaka, Kisangani et Kananga.

C'est dans ce cadre que la COFED a procédé à la réception provisoire des bâtiments de la DGRAD à Kisangani et de la division provinciale des Finances à Kananga.

La COFED a également procédé à la réception définitive des matériels informatiques et réseaux fournis à la DGRAD, Direction du trésor et de l'ordonnancement (DTO) et Direction de comptabilité publique (DCP).



### PROJET D'APPUI AUX ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSC)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
4 000 000 €	07/11/2013	NA	Ministre des Finances
Maître D'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre operationnelle
		Décentralisée, subvention	07/11/2018
Date limite d'exécution	Objectif global		
07/11/2020	Promouvoir la gouvernance en concertation avec les organisations de la société civile		

Financé par les ressources du 10e FED, le programme en cours est mis en œuvre par trois ONG internationales dont les activités, au courant de l'exercice, ont porté sur le renforcement des capacités des OSC congolaises en matière (i) de dialogue et de concertation ; (ii) d'analyse, suivi, contrôle et plaidoyer dans le cadre des politiques publiques ; et (iii) d'information et communication.

Consolidation du dialogue entre les OSC et amélioration de la gouvernance interne en RDC

Pour renforcer le dialogue entre les différentes organisations de la société civile et améliorer leur gouvernance interne, diverses activités ont été menées. Un code de déontologie et d'éthique ainsi qu'une charte des principes fondamentaux de gouvernance ont été élaborés. Par ailleurs, une étude sur le diagnostic organisationnel des cadres de concertation provinciaux a été menée, à l'issue de laquelle un plan de leur redressement a été élaboré.



### PROJET DE MISE EN ŒUVRE DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE / FACILITÉS D'AJUSTEMENT COMESA

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
1 372 168,00 €	01/12/2014	NA	Ministre des Finances
Maître D'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre operationnelle
Ministère du Commerce et office congolais de contrôle (OCC)		Décentralisée, régie directe	01/12/2016
Date limite d'exécution	Objectif global		
29/04/2021	Soutenir l'intégration économique de la RDC dans le COMESA grâce à l'accroissement de la facilitation du commerce et l'amélioration de la stratégie commerciale.		

Le projet d'appui à l'intégration régionale a permis à la République démocratique du Congo de réaliser certains indicateurs de performance fixés par le marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). Ces indicateurs constituent des critères de convergence, nécessaires à la mise en place de la Zone de Libre Échange (ZLE) du COMESA.

Les périodes de mise en œuvre et de clôture étant échues, les documents de clôture ont été produits et transmis au COMESA, au courant de l'année sous revue. Il s'agit notamment du rapport narratif et financier final et du rapport d'audit (extérieur).



## PROJET DE MISE EN ŒUVRE DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE / FACILITÉS D'AJUSTEMENT COMESA

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
480 720,00€	05/06/2018	NA	Ministre des Finances
Maître D'oeuvre	Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre operationnelle	
Ministère du Commerce et Office congolais de contrôle (OCC)	Décentralisée, régie directe	05/06/2019	
Date limite d'exécution	Objectif global		
05/09/2019	Soutenir l'intégration économique de la RDC dans le COMESA grâce à l'accroissement de la facilitation du commerce et l'amélioration de la stratégie commerciale.		

La signature du contrat de subvention, d'un montant de 480 720 euros, entre le Marché commun de l'Afrique orientale et Australe (COMESA) et la République démocratique du Congo est intervenue au courant du mois de juin 2018 ; et la cérémonie de lancement s'est déroulée en présence du ministre des Finances et du secrétaire général du COMESA.

Le projet vise à renforcer les capacités pour l'intégration régionale de la RDC dans le COMESA. Il s'agit de renforcer les capacités de l'OCC dans la mise en place d'une infrastructure de qualité du ministère de Commerce et dans la mise en œuvre du régime commercial simplifié (RECOS) destiné aux petits commerçants. Il

concerne également la Direction générale des douanes et accises (DGDA) dans la mise en place de la Zone de Libre Échange (ZLE) du COMESA.

Au cours de l'année sous revue, le plan de travail des activités prévues pour les six (6) premiers mois a été élaboré. Il a été approuvé par les parties prenantes au cours de la première réunion du Comité technique. Après approbation du plan de travail, différentes activités ont été menées. Elles concernent notamment la sensibilisation et la formation des agents de la DGDA et de certains opérateurs économiques aux règles d'origine et tarifs préférentiels du COMESA.



## FACILITÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE (TCF V)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
10 000 000 €	30/04/2015	29/04/2018	Ordonnateur national
Maître D'oeuvre	Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre operationnelle	
Ordonnateur national	Décentralisée, régie directe	29/04/2019	
Date limite d'exécution	Objectif global		
29/04/2021	Poursuivre l'appui apporté à l'exécution de la stratégie de développement du gouvernement par le biais de programmes de développement pertinents financés par le FED ainsi qu'une meilleure maîtrise des questions de développement par les acteurs en RDC.		

La Facilité de coopération technique (TCF) est un instrument de financement développé par l'Union européenne en vue d'appuyer, entre autres, la programmation, l'identification et la mise en œuvre des ressources du Fonds européen de développement (FED) dans les pays bénéficiaires. Cette facilité a pour objectif global de garantir la mise en œuvre du processus de programmation et de formulation du programme indicatif national (PIN) du 11e FED. Hormis les études et formations qu'elle finance, la TCF prend en charge l'organisation des conférences, séminaires et manifestations culturelles en lien avec le développement. Elle assure, dans la mesure du possible,

les évaluations et audits qui s'avèrent nécessaires pour d'autres projets et dont le financement ne peut pas être assuré par ces mêmes projets.

Afin de garantir la poursuite des principales actions programmées, un second budget (devis-programme) allant du 26 juin au 7 décembre 2019 est prévu.

Au cours de l'année 2018, le projet a financé plusieurs actions parmi lesquelles la 8e édition du festival Amani, une formation master class OHADA dispensée par l'Université protestante du Congo (UPC), etc.



## PROJET D'APPUI À L'ORDONNATEUR NATIONAL DU FED (PAON)

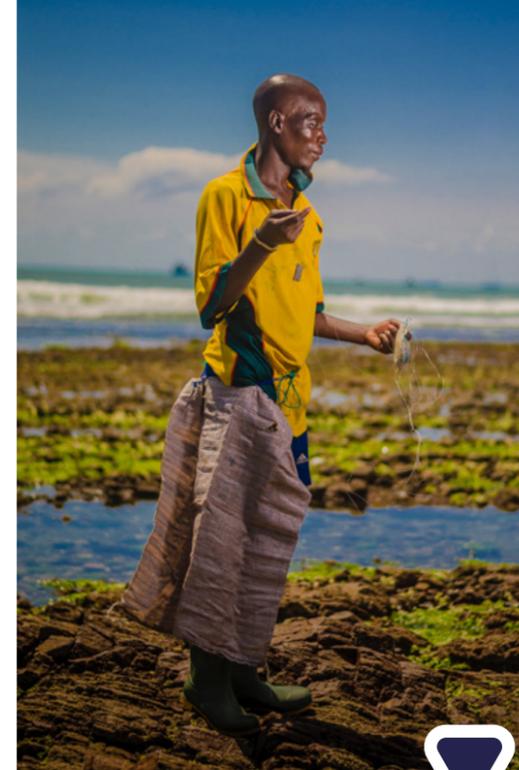
Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
8 000 000,00 €	13/02/2015	12/02/2018	Ordonnateur national
Maître D'oeuvre	Mode de gestion		Date limite de mise en oeuvre operationnelle
Ordonnateur national	Décentralisée, régie directe		12/02/2019
Date limite d'exécution	Objectif global		
12/02/2021	Renforcer l'efficacité de la coopération entre l'UE et la RDC, en mettant un accent sur les principes qui régissent la Déclaration de Paris, à savoir : l'appropriation, l'alignement, les résultats et la responsabilité mutuelle.		

L'Union européenne maintient son appui à l'Ordonnateur national (ON) du FED à travers la COFED, dans le cadre du programme d'appui à l'ON du 11e FED. Ce programme qui couvre une période de 48 mois (pour sa première phase) arrive à la fin de son cycle. Il vise la consolidation du fonctionnement de la cellule et l'appropriation de son rôle, notamment celui de maîtrise d'ouvrage.

Allant du 1er octobre 2017 au 31 mars 2019, le troisième devis-programme qui est celui de clôture s'inscrit dans la continuité des actions déjà entamées dans le précédent budget. L'année 2018 sous revue est

donc marquée par la mise en œuvre des activités qui concourent à l'objectif de permettre à la R.D. Congo, à travers l'Ordonnateur national du FED, d'assurer pleinement le rôle qui lui est imparti dans le cadre de l'Accord de partenariat de Cotonou en matière de programmation, identification, formulation et mise en œuvre des programmes et des projets financés par le FED.

Au cours de cette année 2018, les activités mises en œuvre ont contribué à l'atteinte des résultats attendus du projet, à savoir :



- la capacité de maîtrise d'ouvrage par les services de l'ON est consolidée ;
- les capacités des maîtres d'œuvre des ministères techniques sont renforcées ;
- les enjeux de la coopération UE - RDC ainsi que la mise en œuvre de l'Aide par les partenaires et autres bénéficiaires sont améliorés.

Conformément aux principales recommandations formulées lors des missions d'évaluation précédentes, la COFED a bénéficié, ces dernières années, d'une réorganisation et d'un renforcement de ses effectifs. Un encadrement et une série de formations sur les procédures ont donc été nécessaires pour les nouvelles recrues qui font actuellement partie de l'équipe des experts confirmés. Évalué sur une base annuelle, l'ensemble du personnel a été soumis, une fois de plus, à cet exercice, grâce aux outils d'évaluation revisités en 2016.

Dans le cadre de la communication et visibilité des actions financées par l'Union européenne, l'enveloppe engagée en octobre 2017 a exécuté, tout au long de cette année 2018, les activités suivantes :

- Production d'un film-fiction relatif à la route nationale n°1 ;
- Conception et production du rapport annuel 2017 de la COFED ainsi que quelques supports de communication ;
- Animation du stand du festival AMANI ;
- Production d'un reportage sur les infrastructures financées par le FED ;
- Conception d'un nouveau site internet pour la COFED ;
- Appui à l'organisation des comités de pilotage des projets et autres événements ;

- Conception et production de quelques supports de communication et visibilité.

La cellule poursuit ses efforts d'intervention de manière active durant tout le processus des audits tout en prenant soin de capitaliser les recommandations des auditeurs et d'en faire large diffusion auprès des différents projets.

Aussi, les équipes techniques et financières de la COFED ont maintenu leurs appuis auprès de l'ensemble des acteurs impliqués dans la gestion des projets et programmes financés par le FED en fournissant des instructions, des clarifications sur les procédures, des modèles de tableaux de bord et des appuis techniques et juridiques.

Ce troisième devis-programme clôture la première phase de l'enveloppe du 11e FED dès février 2019. Dès lors, le projet d'appui à l'Ordonnateur national du FED bénéficie, pour la poursuite de ses activités, d'une nouvelle convention de financement n° RDC/FED/040-896 de l'ordre de 2,5 M€, d'une durée de mise en œuvre opérationnelle de douze mois, signée le 14 décembre 2018, qui marque ainsi la deuxième phase du 11e FED.

Cette dernière consacre le mode de gestion par contrat de subvention de fonctionnement à partir du 14 février 2019.

# INFRASTRUCTURES



vec ses 153.209 km de route, ses 15.000 km de voies navigables et ses 4.000 km de chemins de fer, le secteur du transport de la RDC repose sur un réseau multimodal combinant transports

fluvial, routier, ferroviaire, aérien et maritime. Ce secteur pose d'énormes problèmes et défis tant sur les plans des infrastructures, organisationnels que financiers.

De plus, au défi lié à la réhabilitation et/ou construction des infrastructures de transport, se superpose la problématique de la pérennisation des acquis en termes d'entretien des infrastructures existantes, mais aussi de financement de nouveaux tronçons.

Le projet de transport multimodal (PTM) initié par le gouvernement de la RDC est entré en exécution en avril 2011 et s'est clôturé durant le second semestre de l'année 2018. Il poursuivait plusieurs

objectifs, à savoir : améliorer la connexion des modes de transport, rétablir la viabilité financière et opérationnelle de la Société nationale des chemins de fer (SNCC), renforcer les performances opérationnelles, améliorer la gouvernance des entreprises publiques de transport et simplifier les procédures du commerce international de la RDC.

C'est dans ce contexte de clôture du PTM que nous avons connu durant l'année 2018 d'une part, l'aboutissement du projet routier Batshamba - Pont Loange sur la route nationale 1 - et, d'autre part, des échanges sur les actions de pérennisation en prévision de la fin du programme d'appui à l'amélioration de la navigation des voies fluviales et lacustres en RDC (PANAV), prévue pour le second semestre de l'année 2019.

Ainsi, il apparaît opportun d'initier une réflexion sur le bilan du PTM, mais aussi sur les actions des partenaires techniques et financiers actifs dans le secteur afin d'évaluer leur efficacité et, éventuellement, susciter une meilleure synergie dans les actions.

## RÉHABILITATION DE LA ROUTE NATIONALE N°1 ENTRE BATSHAMBA ET TSHIKAPA ET ÉTUDES NÉCESSAIRES POUR LA RÉHABILITATION DE L'AXE GOMA-WALIKALE-LUBUTU-KISANGANI

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maitre d'ouvrage
113 700 000 €	13/03/2012	15/03/2018	Ordonnateur national
Maitre D'oeuvre	Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre operationnelle	
Office des routes	Partiellement décentralisé	13/03/2021	
Date limite d'exécution	Objectif global		
13/03/2023	Lutter contre la pauvreté d'une partie de la population congolaise en contribuant au rétablissement des infrastructures de transports nécessaires à la relance socioéconomique et à l'accès aux marchés et aux services sociaux et administratifs		



L'année sous revue a été essentiellement marquée par la réception provisoire des travaux et la remise officielle du projet au ministère des Infrastructures, Travaux publics et Reconstruction, en date du 31 octobre 2018.

Au cours des dernières phases du projet, deux problèmes majeurs ont été traités, à savoir : la révision des prix du contrat des travaux, qui a pris en compte de nouveaux indices de prix mieux adaptés aux conditions de réalisation du projet, et la réparation des dégradations survenues sur le pont Lubue au PK 27.

Quelques ajustements ont été nécessaires sur le revêtement du pont Lubue (PK 27), afin de réparer une dégradation située au niveau des appuis, due à une mise en œuvre non conforme de la membrane d'étanchéité. Ces réparations ont été effectuées au cours du premier trimestre sous la supervision de la mission de contrôle. À l'issue de ces travaux de réparation, l'épreuve du pont a été réalisée à la grande satisfaction du gestionnaire du réseau routier.

Le dernier comité de pilotage du projet s'est tenu en début d'année. La dégradation de la route sur le tronçon Kikwit – Batshamba (entretien de l'existant) a été abordée ainsi que le problème du PK 72+900 nécessitant la construction d'une glissière pour la gestion des eaux de ruissellement causant des érosions au pied du remblai.

Dans le cadre de l'achèvement des 8 kilomètres situés

au-delà du PK 104, une requête de l'Ordonnateur national, sollicitant la prise en charge des travaux confortatifs d'assainissement sur ce tronçon, a été soumise à la DUE au cours du dernier trimestre. Pour rappel, ce tronçon avait été confié à la BAD et notifié à la mission de contrôle des travaux en mai 2017. Une mission technique s'est rendue sur le terrain pour une évaluation des coûts en vue d'une planification des travaux additionnels prévus au courant du premier trimestre de l'année 2019.

Quant à l'actualisation des études pour la réhabilitation du bitumage de l'axe Tshikapa – Mbuji-Mayi, sur le tronçon Kamuesha – Kananga, les rapports techniques et de formulation ont été transmis par le bureau de contrôle. Ces rapports devront être validés en commission. À l'issue de cette étape, le bureau soumettra les APD et les DAO devant servir au recrutement des entreprises pour la réalisation des travaux.

## RÉHABILITATION DES VOIRIES À GOMA

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maitre d'ouvrage
28 500 000 €	13/03/2012	13/03/2015	Ordonnateur national
Maitre D'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre operationnelle
Ministère de l'Aménagement du territoire, Urbanisme, Habitat, Travaux publics et Reconstruction (Cellule infrastructures)		Partiellement décentralisé	13/03/2018
Date limite d'exécution	Objectif global		
13/03/2020	Lutter contre la pauvreté d'une partie de la population congolaise en contribuant au rétablissement des infrastructures de transports nécessaires à la relance socioéconomique et garantissant l'accès aux marchés et aux services sociaux et administratifs.		

La réhabilitation des voiries de Goma, initiée en 2010, couvrait initialement 38 km de voiries et un tronçon de la RN2 entre Goma et Sake, en rase campagne. Elle prévoyait également une tranche conditionnelle.

La pose de la première pierre qui a marqué le démarrage effectif des travaux a eu lieu en février 2014 pour une période initiale d'exécution de 24 mois.

À la fin de la période sous revue, l'entreprise titulaire du contrat a achevé l'exécution des travaux sur les avenues du Lac (7510km), Kibarabara (3141km), Katoyi (2 750km), Géomètres (442m) et des Grands ronds-points (1200km).

Le projet a cependant été confronté à des difficultés d'ordre administratives qui ont abouti à un ralentissement des travaux. Ceux-ci devraient reprendre en début d'année 2019.

La cession partielle du marché reprend une partie de l'axe Goma-Sake d'une longueur de 4,5km ainsi qu'une partie du réseau urbain (l'avenue Résidence, seule route de la tranche conditionnelle qui avait été retenue).

Cette situation correspond à la réhabilitation d'un linéaire total d'environ 8,2 km (voirie + axe interurbain) soit 4,5 km de l'axe Goma – Sake et 3,7 km de voiries urbaines. À cela s'ajoute, au niveau de l'assainissement, la construction d'émissaires à travers des propriétés privées vers l'exécutaire

(le lac Kivu) et la réalisation d'un ouvrage plus important sur le cours d'eau de Chabiringa, à Sake.



Réhabilitation Des Voiries À Goma

Dans l'ensemble, la situation de ce projet pendant la période sous revue se présente comme suit :

## SITUATION GÉNÉRALE DES TRAVAUX

	Longueur totale (m)	Observations
Avenue KIBARABARA	3104	Travaux routiers achevés
Avenue KATOYI	2750	Travaux routiers achevés
Avenue Géomètres	442	Travaux routiers achevés
Avenue du Lac	7510	Travaux routiers achevés
Avenue des Grands ronds-points	1 200	1 180 mètres linéaires de travaux routiers achevés et ; 20 mètres linéaires en attente du raccordement du tronçon des axes transfrontaliers au rond-point des parquets et déplacement du monument situé au rond-point des parquets.
Avenue Résidence	3700	Travaux routiers à exécuter sur tout le linéaire
Route nationale 2	14800	10300 mètres linéaires de chaussée achevés ; 4 500 mètres linéaires des travaux à exécuter

Les travaux restants devraient reprendre au courant des premiers trimestres de l'année prochaine.

## PROGRAMME D'APPUI À L'AMÉLIORATION DE LA NAVIGABILITÉ DES VOIES FLUVIALES ET LACUSTRES EN RDC (PANAV)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
60.000.000 €	01/12/2010	01/12/2017	Ordonnateur national
Maître D'oeuvre	Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre operationnelle	
Ministère des Transports et Voies de Communication	Centralisée, régie directe	30/11/2019	
Date limite d'exécution	Objectif global		
01/12/2021	Lutter contre la pauvreté d'une partie de la population congolaise en contribuant au rétablissement des infrastructures de transports nécessaires à la relance socioéconomique et garantissant l'accès aux marchés et aux services sociaux et administratifs.		



La période sous examen a été l'occasion de redéfinir les résultats à atteindre durant les derniers mois de mise en œuvre du PANAV.

Pour ce faire, différentes activités d'échange, visant à confronter les objectifs du projet aux résultats attendus, ont été organisées et ont connu une participation effective des parties prenantes du projet. Il s'agit principalement de :

- L'atelier avec les armateurs en avril 2018 a permis de récolter les avis sur les priorités et les besoins urgents du secteur.
- La mission de terrain en septembre 2018 : elle a consisté en une inspection et un test en grandeur nature des travaux de balisage fixe. Elle a aussi permis la sensibilisation des autorités provinciales, locales et les populations riveraines de la rivière Kasai sur la protection de l'infrastructure du balisage.
- L'atelier sur la production des albums de navigation et sur le plan d'action stratégique pour la pérennisation de la navigabilité des voies fluviales et lacustres en RDC (novembre 2018).

De ces rencontres, se sont dégagés des orientations prioritaires parmi lesquelles : la production des cartes de navigation de la rivière Kasai et du fleuve Congo et l'aménagement des routes de navigation, en assurant une remise en état du réseau de signaux de rive et balises (fixe et mobile) au niveau des passes rocheuses.

Les années précédentes ayant permis la mobilisation et la préparation des moyens tant humains que matériels devant contribuer à l'atteinte des objectifs du projet, les activités de campagnes mixtes de bathymétrie, d'hydrologie, de balisage ainsi que de cartographie se sont poursuivies durant l'année sous examen.

### Volet 1 : hydrographie et l'hydrologie

Les activités d'installation des échelles limnographiques se sont achevées au cours de l'année en cours. En effet, une visite d'inspection, initiée par le ministère des Transports, en septembre, a permis de valider les prestations ainsi que les réalisations au regard des

prescriptions contractuelles.

Il est à noter durant cette période, la poursuite des campagnes de densification de la bathymétrie des passes prioritaires sur la rivière Kasai, au niveau de la passe de Kandolo et sur le fleuve Congo au niveau des passes de Sandy Beach, de Cinq Tonneaux, de Lisala et de Yoalimela avec les baliseurs Kauka, Congo et Lomela.

### Volet 2 : Aménagement et entretien des voies navigables

La dernière prestation relative aux prises de vues aériennes, optiques et Lidar, a consisté à former le personnel de la RVF en octobre 2018. Le Centre de traitement des données (CTD) a poursuivi ses prestations en produisant les cartes de base des passes potentielles de navigation sur la rivière Kasai et le fleuve Congo.

Signalons que pendant les campagnes de bathymétrie et d'hydrologie, les baliseurs Kauka, Lomela et Congo ont poursuivi les travaux de balisage sur les deux cours d'eau.

À propos du balisage des passes rocheuses, les travaux d'installation des alignements et quelques signaux connexes ont été réalisés, conformément au cahier des charges. Quant aux prestations confiées à la RVF, le mouillage des bouées de délimitation des passes de navigation notamment, la pose de la plupart des signaux de rive et la réhabilitation des balises en maçonnerie, elles ont été programmées au courant de la période des petites basses eaux au 1er trimestre 2019.

Concernant la fourniture des bateaux multifonctions, les conteneurs aménagés prévus dans le lot 3 ont été réceptionnés.

Quant au lot 1 pour la fabrication de deux baliseurs-poussoirs, les travaux sont en cours et la date de mise en service est prévue le 29 juillet 2019.

### Volet 3 : Infrastructures portuaires

La contractualisation des différents marchés a permis le redémarrage progressif de la plupart des travaux qui accusaient un retard d'ordre administratif.



**Volet 4 : Formation et appui institutionnel**

La CICOS bénéficiait d'un contrat de subvention pour la réalisation d'une première phase d'activité de formation d'une durée initiale de 18 mois. Cette phase de l'action s'est terminée fin octobre 2017 et les rapports

d'activités ont été régulièrement transmis et validés. Un avenant de durée a été signé le 11 juillet 2018 afin de prolonger la période de mise en œuvre de l'action de 10 mois.

**PROJET D'ENTRETIEN ET DE RÉHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES EN RDC ET D'AMÉLIORATION DE L'ASSAINISSEMENT URBAIN À KINSHASA (PARAU)**

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maitre d'ouvrage
110 000 000 €	16/06/2010	16/06/2013	Ordonnateur national
Maître D'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre operationnelle
Cellule de gestion du projet		Centralisée, régie directe publique	16/11/2015
Date limite d'exécution	Objectif global		
16/11/2017	Lutter contre la pauvreté d'une partie des populations congolaises en contribuant, d'une part, à améliorer les conditions de vie et de santé des populations vulnérables des quartiers de la ville de Kinshasa et, d'autre part, au rétablissement et à la préservation durable des infrastructures de transport pour garantir l'accès aux marchés et aux services sociaux et administratifs, nécessaires à la relance socioéconomique et la réintégration du pays.		

Le programme a été exécuté, en grande partie, durant cinq années entre le premier trimestre 2011 et juin 2016. Les deux composantes du projet - le secteur Eau et assainissement urbain et le secteur Routes - ciblaient respectivement une partie de la ville de Kinshasa pour le premier volet et les anciennes provinces du Bandundu, de l'Équateur et du Kasai occidental.

La fin de la mise en œuvre des principales activités a été caractérisée par la remise définitive du matériel acquis dans le cadre du projet aux administrations bénéficiaires des ouvrages que sont l'Office des routes (OR) et la Régie d'assainissement et des travaux publics de Kinshasa (RATPK).

Toutefois, certaines activités résiduelles sont en cours d'exécution. Cela concerne l'achèvement des travaux d'aménagement d'un tronçon du canal de la rivière

Gombe, par revêtement des berges et bétonnage du lit.

**Volet assainissement urbain et eau potable**

L'aménagement d'un tronçon de la rivière Gombe est en cours depuis septembre 2017.

Les travaux en cours d'exécution ont atteint un taux de réalisation de 80%. Les principales activités qui demeurent sont les suivantes :

- Le déplacement des câbles de la SNEL présents sur certaines sections de la rivière ;
- La construction d'un nouveau bloc sanitaire ;
- La construction d'une borne-fontaine ;
- La plantation de gazons et d'arbres.

**PROGRAMME INDICATIF RÉGIONAL AFRIQUE CENTRALE 10E FED : AXES TRANSFRONTALIERS ET VOLET ÉNERGIE DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES PAYS DES GRANDS LACS (CEPGL)**

Travaux des axes transfrontaliers Goma-Gisenyi, Bukavu-Cyangugu (petite et grande barrière) et Uvira-Bujumbura.

mobilisation de ressources additionnelles a été jugée indispensable. Une nouvelle enveloppe estimée à 5 millions d'euros servira au renforcement des fonds encore disponibles, principalement pour les travaux de l'axe Uvira.

Travaux d'aménagement de la route d'accès aux sites du barrage et de la centrale Ruzizi III

Le contrat signé avec l'entreprise des travaux ayant été résilié au premier trimestre, une étude nouvelle est envisagée avec comme objectif principal de permettre la construction de la route d'accès au site du barrage Ruzizi III dans le respect de la qualité requise, du coût



Le montage institutionnel du projet relatif aux travaux de construction des routes de connexion entre les trois pays de la CEPGL (RDC, Rwanda et Burundi) prévoyait une cogestion des activités par les trois États et la Commission européenne. À la suite de la résiliation du contrat initial, un réaménagement de la convention de financement s'est avéré nécessaire afin de confier la gestion de chaque composante aux États concernés.

En vue de la relance des travaux de réhabilitation des axes transfrontaliers CEPGL au niveau de la RDC, une

alloué au projet et des délais retenus. Pour ce faire, cela suppose pour la RDC :

- l'achèvement du pont mixte (construit à 80%) ;
- la réactualisation de l'étude de faisabilité sur les 2.4 km initialement prévus (y compris quantités);
- la réalisation du second pont sur le tracé de la route d'accès.



# SANTÉ



alignée sur les trois axes de la stratégie d'intervention du Plan national de développement sanitaire, 2016-2020, la progression du secteur au cours de l'année est appréciable. Elle met en évidence le travail quotidien du maître d'œuvre pour l'appropriation des résultats programmés en vue de i) développer les zones de santé couvertes ; ii) appuyer le développement de ces zones notamment en matière d'infrastructures construites ou réhabilitées ; iii) renforcer la gouvernance et le pilotage du secteur. Dans les faits, la politique de l'Union européenne au travers du programme de renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé (PRO-DS), engagé sous le 11e FED, poursuit les efforts du gouvernement pour l'amélioration de la santé de la population. Au courant de l'année, ce programme est entré en période de croisière : déploiement de l'assistance technique, deuxième vague de subventionnement des soins de santé via l'appui porté aux établissements d'utilité publique Fonds d'achat de soins de santé (EUP-FASS), amélioration de la qualité des soins, renforcement des capacités du personnel sanitaire (ONG), mise à disposition de médicaments

certifiés, renforcement de la chaîne d'approvisionnement (SNAME). Plus globalement, les acquis du FED précédent sont indéniables dans la mesure où ils ont permis de contribuer à l'augmentation du taux d'accès de la population à des soins de santé, à l'amélioration constante de la qualité des services, à l'accompagnement de la décentralisation du secteur. À ce jour, un rythme de mise en œuvre plus lent caractérise les programmes entamés sous le 10e FED (PA-PNDS et PAP-OMD 4&5). En effet, le programme d'appui au plan national de développement sanitaire (PA-PNDS) et le programme d'accélération des progrès vers les objectifs du millénaire pour le développement 4 et 5 (PAP-OMD 4&5) s'achèment tous deux progressivement vers l'échéance de leurs périodes respectives de mise en œuvre opérationnelle. Quelques fonds résiduels ont néanmoins permis au cours de l'année 2018 de poursuivre la mise en œuvre de certains projets d'infrastructure, en engagement spécifique.

Mise en œuvre du 11e FED

## PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'OFFRE ET DÉVELOPPEMENT DE L'ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ - PRO-DS

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
180 300 000 €	26/09/2016	29/09/2020	Ordonnateur national
Maître D'oeuvre	Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre operationnelle	
Ministère de la Santé	Centralisée, régie directe publique	26/09/2023	
Date limite d'exécution	Objectif global		
26/09/2015	Contribuer, dans le cadre du plan de développement sanitaire (PNDS) et dans le contexte de lutte contre la pauvreté, à l'amélioration de la santé de la population de la RDC		



Les activités du premier trimestre 2018 ont consisté essentiellement au suivi de la clôture des premières subventions octroyées aux EUP-FASS et à la préparation de la subvention à accorder à l'EUP-FDSS pour l'appui à la coordination, à la réforme institutionnelle et à la décentralisation du secteur de la santé en RDC. Ce contrat est conclu pour une période de 47 mois, avec effet rétroactif au 1er février 2018. Les contrats de subvention octroyés aux EUP FASS du Nord-Kivu et du Kasai Oriental ont été signés

au cours du mois de juin. Il est à noter, concernant les activités des ONG, le lancement officiel de l'action conduite par l'ONG Save the Children dans les provinces du Kasai Oriental et de Lomami les 23 et 24 mars, aux côtés de la COFED, de la DUE et du ministère technique. Pour rappel, cette action qui s'inscrit dans le cadre du PRO-DS a l'ambition d'améliorer la qualité des soins de santé primaire dans les provinces du Kasai Oriental et Lomami. Dans la province du Kongo Central, une mission de réévaluation des performances de la mutuelle de santé de Kisantu a été conduite afin de confirmer les tendances rapportées par l'ONG Memisa. Cette mission conforte, dans une très large mesure, la première évaluation COFED menée en 2017, laquelle avait abouti à déléguer une assistance technique à la mutuelle.

Des besoins sanitaires complémentaires ont également jalonné la mise en œuvre du programme. En ce sens, l'avenant n°1 à la convention de financement augmente de 10 millions d'euros les ressources affectées au programme dans la province du Kasai Occidental pour la stabilisation post-urgence des effets de la crise dans cinq zones

de santé. Le processus de sélection engagé envisage l'octroi direct d'une subvention d'un montant de 5.500.000 euros à l'EUP-FASS et la différence à une ONG dont l'expertise est avérée dans la prise en charge nutritionnelle des populations. Il est prévu que ces deux subventions démarrent au premier trimestre de l'année 2019.

À la suite de la revue 2018 du PIN, un montant supplémentaire de 20 millions d'euros a été dégagé en faveur du programme. Un deuxième avenant a ainsi été signé le 14 décembre 2018, portant ainsi son montant global à 180.300.000 euros, en vue de développer davantage le volet lutte contre la malnutrition modérée et sévère, et de renforcer l'accès aux soins de santé de qualité.

Le volet infrastructures et équipements du programme s'inscrit, lui aussi, dans une perspective globale et progressive d'appui à l'ensemble du système de santé. Dans une certaine mesure, ce volet contribue à l'amélioration de la qualité de l'offre de soins. Au cours de l'année, des marchés de travaux ont été contractualisés, d'autres sont en cours de passation. Il s'agit notamment des hôpitaux généraux de référence (HGR) de Makota, Kasansa et Ngandajika. Le lancement des marchés de travaux de l'Hôpital provincial de Goma et de la Centrale de distribution régionale (CDR) de Bunia (CADIMEBU) marquera l'année 2019.

Etant donné que la qualité des soins dépend en grande partie de la disponibilité des médicaments essentiels et génériques, une subvention a été octroyée à la FEDECAME en vue de contribuer au renforcement des fonds de roulement des centrales de distribution régionale et à la promotion d'une gestion de la clientèle au sein de ces mêmes centrales.

En dépit du contexte général marqué par la crise sécuritaire dans la partie centrale du pays et l'épidémie du virus Ebola dans la partie nord-est, le programme de renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé (PRODS) présente une progression appréciable au cours de l'année 2018.

En effet, le contrat d'assistance technique au programme, signé le 22 janvier, vise à : (i) pérenniser l'accessibilité aux soins de santé de qualité, en particulier pour les populations vulnérables ; et (ii) améliorer la capacité institutionnelle du ministère de la Santé au niveau central et provincial (DPS).

Dans ce cadre, la mobilisation des assistants techniques s'est faite progressivement. Au dernier trimestre de l'année, elle est quasiment achevée avec le déploiement de 11 experts sur 12 affectés au niveau central et dans les provinces du Nord-Kivu, du Kasai-Oriental et de la Lomami. La mission de l'assistance technique renforce les capacités d'analyse et d'opérations du maître d'œuvre sur terrain. Elle garantit la cohérence globale de l'action des ONG et des établissements d'utilité publique (EUP) impliqués. En ce sens, elle concourt à l'atteinte

des résultats de l'objectif spécifique n°3 consacré aux activités d'appui institutionnel, aux réformes en cours y compris la capitalisation des acquis visant à nourrir les politiques nationales et le dialogue sectoriel. Il sied de rappeler que le déploiement de l'assistance technique au cours de cette année est quasi concomitant de l'arrivée à terme du contrat d'accompagnement « coaching » des EUP-FASS (le 22 mars 2018), engagé sous le PA-PNDS.

Concrètement, un accent particulier a été porté sur i) la régularité du subventionnement des soins dans les centres de santé et hôpitaux généraux de référence sous contrat (tarification forfaitaire) notamment grâce au démarrage rétroactif des subventions accordées aux EUP-FASS ; ii) l'appui et l'encadrement des activités de pilotage et de coordination de l'action sanitaire, menée par les divisions provinciales de la santé et les équipes-cadre de zone de santé, assurée à la fois par les EUP-FASS et l'assistance technique après son déploiement dans les provinces concernées; iii) le renforcement de la capacité institutionnelle des divisions provinciales de santé (DPS) et des équipes-cadres de zone de santé (ECZS) à la fois par les ONG sélectionnées et l'assistance technique.

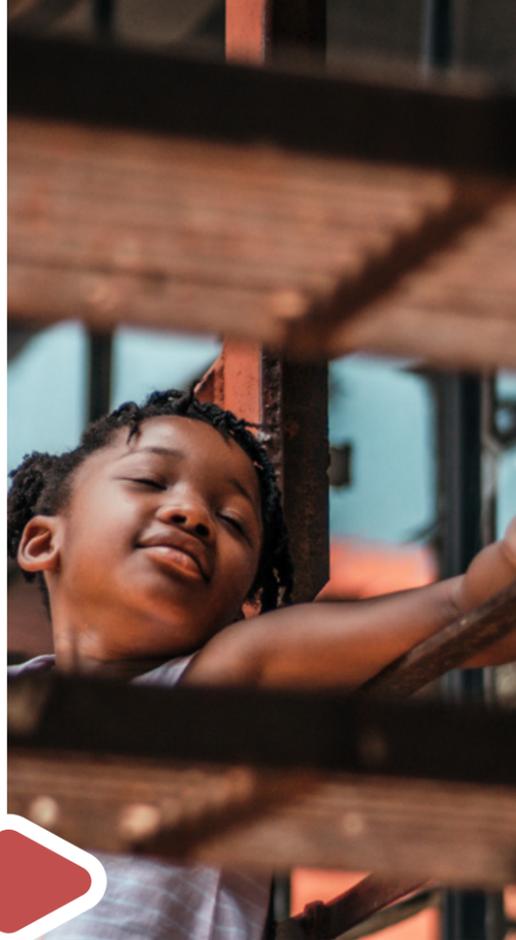
## PROJET D'APPUI AU PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT SANITAIRE (PA PNDS)

Montant	Date de signature
151.000.000 € + 2.857.442 €	09/07/2010
Maître d'oeuvre	Maître d'ouvrage
Ministère de la Santé	Ordonnateur National
Maître d'oeuvre délégué	
Cellule d'appui à la gestion (CAG)	
Date limite de signature des contrats et D-P (D+6)	Date limite de mise en œuvre opérationnelle
09/07/ 2016	09/07/ 2018
Mode de gestion	Date limite d'exécution
Décentralisée, régie directe publique	09/07/2020
Objectif global	
Contribuer à l'amélioration de l'état de santé de la population dans le contexte global de la lutte contre la pauvreté	

Compte tenu de la fin de la mise en œuvre opérationnelle du projet en juillet 2018, le suivi des activités résiduelles constitue les seules actions qui ont ponctué le cours de l'année.

Il s'agit du suivi des contrats de fournitures d'équipements biomédicaux et autres ainsi que la surveillance et le contrôle des infrastructures.

À ce propos, il convient de signaler qu'à la suite des délibérations convenues par le maître d'œuvre, un nouvel avenant à la convention de financement autorise, par le biais d'un réaménagement budgétaire, la couverture des travaux restant et notamment l'achèvement de la pédiatrie de l'HGR TSHILENGE et l'étude du réseau d'adduction d'eau dans l'enceinte de l'hôpital. Pendant ce temps, l'hôpital général de référence (HGR) de Kabinda dans la province de LOMAMI a fait l'objet de la réception définitive de sa pharmacie zonale le 12 juin.



Aussi, l'HGR de MIKALAYI, la division provinciale de santé (DPS) de Mbuji-Mayi et le site de CADIMEK ont été réceptionnés provisoirement et remis au ministère de la Santé.

Concernant l'HGR de Masereka, le pouvoir adjudicateur, après rappel à l'entreprise notifiée, est toujours en attente d'une garantie de bonne exécution conforme au modèle en vigueur.

Les livraisons et les installations d'équipements biomédicaux ainsi que la formation des utilisateurs des neuf HGR des provinces de Lomami, Kasai Oriental, Kasai Central, Nord-Kivu et de l'Ituri, ont été effectuées. Une équipe technique s'est rendue pour la maintenance des équipements biomédicaux sur tous les sites du pool Ouest au mois de juillet.

Le contrat de fourniture de médicaments essentiels et génériques, exécuté par la FEDECAME, est destiné au renforcement des fonds de roulement de 21 zones de santé et 4 centrales de distribution régionales (CDR) des provinces du Kasai Oriental et Occidental, du Nord-Kivu et de la Province Orientale.

Cependant, l'ONG éprouve quelques difficultés financières, lesquelles impactent le délai de fourniture. Bien que le contrat soit arrivé à échéance depuis le mois de février 2018, la livraison effective des médicaments est envisagée pour le premier trimestre de l'année 2019.

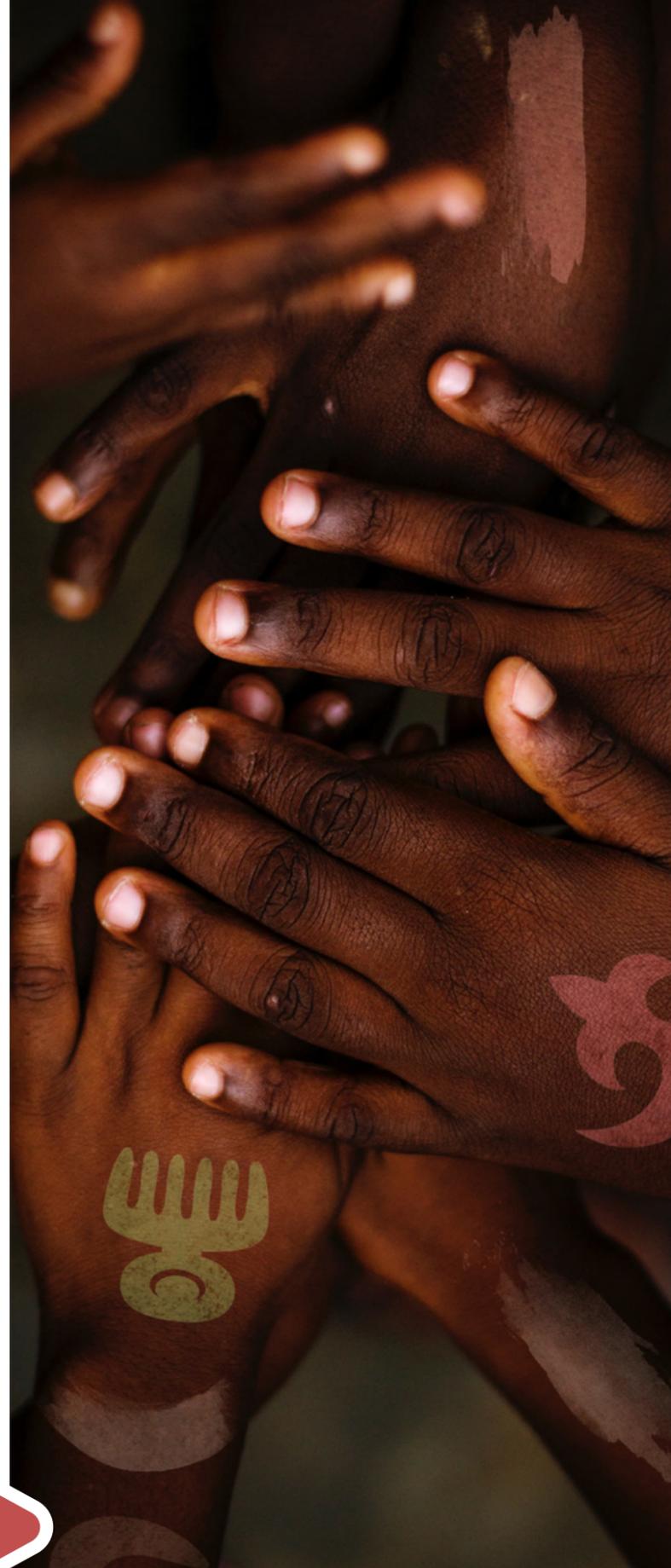
## PROJET D'ACCÉLÉRATION DES PROGRÈS VERS LES OBJECTIFS 4 ET 5 DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT - PAP-OMD 4&5

Montant	Date de signature
40.000.000 €	23/05/2013
Maître d'oeuvre	Maître d'ouvrage
Ministère de la Santé	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre délégué	
Cellule d'appui à la gestion (CAG)	
Date limite de signature des contrats et DP	Date limite de mise en œuvre opérationnelle
25/05/ 2016	22/05/ 2021
Mode de gestion	Date limite d'exécution
Partiellement décentralisée et gestion conjointe avec l'Unicef	22/05/2023
Objectifs globaux	
Contribuer à réduire la mortalité maternelle de 549 à 322 décès maternels pour 1.000 naissances vivantes d'ici 2015. Contribuer à réduire la mortalité infanto-juvénile de 148 à 60 décès pour 1.000 naissances d'ici 2015.	

2018 constitue une année charnière pour le programme marqué premièrement par le départ de la mission d'assistance technique dont le rapport final d'activité a été validé au courant du mois de mai. La mission d'assistance a été d'une importance cruciale pour assurer le tuilage des activités du PA-PNDS et du PAP-OMD 4&5 ainsi que le démarrage des activités du PRO-DS. Il convient d'en retenir principalement l'amélioration continue de la qualité des soins par l'instauration de processus d'évaluation continue et d'assurance qualité au niveau des structures sanitaires.

L'accompagnement et le coaching des EUP-FASS ont également pris fin au cours de la période. Les EUP-FASS bénéficiaires ont vu leurs capacités internes renforcées en matière de tenue de la comptabilité et du fonctionnement des ressources humaines. Des outils ont été mis à leur disposition, tel un manuel de procédures harmonisé qui devrait être adopté en Conseil d'administration.

Le programme est actuellement dans une phase consacrée au suivi des projets en engagement spécifique par le maître d'ouvrage, en partenariat étroit avec le ministère technique en tant que maître d'œuvre du programme. Ainsi, dans la perspective principalement de garantir l'achèvement harmonieux des hôpitaux généraux de référence de Masuika et Tshibala, dans le Kasai central, dont les travaux ont démarré le 16 mars, un troisième avenant à la convention de financement a été signé en mars 2018. Celui-ci autorise la prolongation des périodes de mise en œuvre opérationnelle et d'exécution de la convention respectivement jusqu'à mai 2021 et mai 2023. Le contrat de service pour la surveillance et le contrôle des travaux a également fait l'objet d'un avenant de prolongation pour assurer le suivi de la qualité desdits travaux.



## PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE (VBG) EN RDC : FEMMES ET HOMMES, PROGRESSONS ENSEMBLE

Montant	Date de signature
20.000.000 €	07/11/2013
Maître d'oeuvre	Maître d'ouvrage
Ministère du Genre	DUE
Maître d'oeuvre délégué	
DPG	
Date limite de signature des contrats et DP	Date limite de mise en œuvre opérationnelle
07/11/ 2016	07/11/ 2017
Mode de gestion	Date limite d'exécution
Centralisée	07/11/2019
Objectifs global	
Appuyer le gouvernement congolais et les populations locales à adopter une nouvelle approche des relations hommes / femmes visant à une société congolaise plus harmonieuse et prospère afin de lutter efficacement contre les violences basées sur le genre (VBG).	

L'Union européenne a commandé un rapport d'évaluation du programme, « Femmes et Hommes, progressons ensemble ». Elle a également commandé l'évaluation de la période 2005-2017 d'une partie de l'étude nationale sur les programmes portant sur les violences basées sur le genre (VBG) et les violences sexuelles (VS), simultanément. Cette seconde partie de l'évaluation se concentrera sur la programmation dans les provinces du Bandundu et du Maniema (« l'étude globale »).

Le modèle du programme vise à réaliser l'égalité entre les sexes, au travers de quatre interventions qui tentent d'examiner et d'améliorer les causes profondes des actes de violence à caractère sexiste au Bandundu, au Maniema, et à Kinshasa :

**Intervention 1 :** Contribuer au changement des normes sociales et des comportements individuels et collectifs pour favoriser une nouvelle perception de la masculinité et de la féminité à Kinshasa et au Bandundu (depuis 2015, Kwilu et Kwango)

**Intervention 2 :** Contribuer à une meilleure répartition du pouvoir économique et social du rôle des hommes et des femmes dans les zones ciblées des provinces de Kinshasa et du Bandundu (en partenariat avec l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture de la FAO).

**Intervention 3 :** Renforcer les acteurs opérant dans la lutte contre les VBG (État et société civile) et les structures de coordination à Kinshasa et au Bandundu.

**Intervention 4 :** Appuyer les secteurs sécuritaire (police) et judiciaire afin d'offrir un cadre protecteur amélioré pour les victimes de violences (femmes, hommes et enfants), dans les provinces de Kinshasa, du Bandundu et du Maniema.

# ENVIRONNEMENT

La 24e Conférence des Parties (COP24) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui s'est tenue en décembre 2018 à Katowice (Pologne), avait pour but de marquer l'aboutissement de deux processus clés prévus par l'Accord de Paris, à savoir, l'adoption des règles de mise en œuvre de l'accord, et un premier bilan de l'action collective dans le cadre du dialogue de facilitation.

L'Accord de Paris fixe non seulement un objectif commun à l'action climatique internationale – limiter le réchauffement climatique bien en dessous de +2°C et poursuivre les efforts pour le contenir à +1,5°C – mais organise aussi une dynamique politique permettant de réduire progressivement l'écart entre les actions individuelles des États et l'objectif collectif qu'ils se sont fixés.

Comme plusieurs fois par le passé, lors de cette COP, la question des financements climat a retenu une attention toute particulière. En effet, les pays en développement ont bien voulu s'assurer que les flux financiers prévus pour transformer progressivement les modes de développement croissent de façon compatible avec l'objectif que se sont fixé les pays développés à Copenhague de mobiliser 100 milliards de dollars par an. Aussi, ils attendent des signaux très clairs quant à la poursuite et à l'accroissement de ces flux.

Compte tenu de la timide implication de plusieurs États à la thématique du changement climatique, le rôle de l'Union européenne est essentiel dans l'enclenchement une dynamique internationale.

Les efforts menés par l'Union européenne dans les financements des projets en RDC concourent à la limitation du réchauffement climatique dans le seuil prévu par l'Accord de Paris.

## PROJET D'APPUI À LA POLITIQUE NATIONALE DE CONSERVATION ET GESTION DE LA FORÊT ET DE LA BIODIVERSITÉ

La mise en œuvre opérationnelle du projet est arrivée à terme au dernier trimestre 2016. La quasi-totalité des contrats de subvention a clôturé les activités liées au 10e FED.

Les différentes contraintes d'ordre logistique et sécuritaire ont entraîné la prolongation de la période de mise en œuvre du contrat « formation et professionnalisation des gardes de l'ICCN au Parc national des Virunga » issu de ce projet ; ceci dans le but de couvrir les activités entreprises trois mois avant la signature du contrat à la suite des différentes contraintes dans la zone d'intervention du projet.

## ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE POUR LA SAUVEGARDE DES SITES BIOLOGIQUES PRIORITAIRES DE LA RDC

Le programme environnement et agriculture durable dont l'un des objectifs est de stimuler le développement agricole et socioéconomique de cinq aires protégées au bénéfice des populations exécuté dans sa phase de croisière.



La province du Nord-Kivu où se développent plus de 70% des activités de la convention de financement a été sévèrement affectée par les conflits armés répétitifs. Cette situation qui occasionne l'absence d'alternatives de promotion d'énergie durable incite la population riveraine à exercer une forte pression sur les parcs. À la suite de la revue du programme indicatif national, organisée au premier trimestre de l'année 2018, les fonds résiduels dégagés dans les domaines de la gouvernance politique et de la justice ont permis d'adresser une requête pour une augmentation du budget de la convention de financement.

L'objectif de cet avenant est de répondre au besoin supplémentaire exprimé par les parties prenantes, en vue de consolider les efforts liés à la réduction de la pression sur les ressources naturelles du parc, en proposant une énergie de substitution aux bois de chauffe.

Cet apport additionnel, d'un coût total de 25.000.000 d'euros devrait permettre, en particulier, le renforcement des activités de développement socioéconomique sur l'hydro-électricité en périphérie du Parc national des Virunga (20.000.000 euros) et des activités de développement de l'agriculture, de l'énergie renouvelable et d'alternatives durables à l'orpaillage artisanal en périphérie du Parc national de la Garamba (5.000.000 euros).

La deuxième session du comité de pilotage tenue à la fin de l'année a permis de rendre compte du niveau de mise en œuvre du système intégré de planification-suivi-évaluation par les projets qui implémentent les activités de ce vaste programme du 11e FED ainsi

que sa mise en œuvre à l'échelon supérieur ou central.

## PROJET AGRICOLE RURAL DE CONSERVATION DU PARC NATIONAL DE LA SALONGA (PARCCS)

Le Parc national de la Salonga (PNS) représente la plus grande étendue de forêt dense humide et le deuxième plus grand parc national de forêt tropicale dans le monde avec une biodiversité considérable.

En raison de sa superficie et son état de conservation peu perturbée, il représente un trésor environnemental dans la mesure où les services rendus par ces écosystèmes aux communautés humaines sont primordiaux à l'échelle locale, régionale et mondiale en termes de stockage de carbone, de régulation du climat, de réservoir de la biodiversité et d'eau douce. Grâce à sa valeur écologique remarquable, le PNS est inscrit, depuis 1984, sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, mais depuis 1999, il figure sur la liste du patrimoine mondial en péril.

Les stratégies développées par les partenaires de mise en œuvre (dont WWF) ainsi que les activités menées, s'inscrivent dans la logique d'amélioration des indicateurs qui permettront de sortir ce parc sur la liste du patrimoine mondial en péril.

## AU COURS DE LA PÉRIODE SOUS REVUE, LES ACTIVITÉS SUIVANTES ONT ÉTÉ RÉALISÉES :

- Organisation de séances de travail sur la révision et l'harmonisation du plan opérationnel 2018. Ces travaux ont connu la participation des chargés de projets de la banque Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), de l'Union européenne et de WWF Allemagne, en mission à Kinshasa.
- Organisation de la mission conjointe entre la COFED et la cellule d'audit technique et de coopération des interventions du programme environnement durable (CATCO), au quartier général du Parc national de la Salonga, dans le cadre du diagnostic général des interventions prévues dans le cadre de la convention de financement environnement et agriculture durable. La mission s'est davantage penchée sur les activités de développement des communautés locales.
- Début de la Mission de collecte sur la stratégie de conservation communautaire
- La COFED a reçu une équipe de WWF pour évaluer l'avancement des activités et présenter le nouveau coordonnateur national intérimaire, en attendant l'aboutissement du processus d'un nouveau recrutement.

Du point de vue du financement et de la gestion de l'intégrité du parc, la mise en œuvre du plan de passation des marchés se poursuit avec l'acquisition des équipements des écogardes ainsi que l'analyse de l'opportunité d'acquiescer un avion pour la surveillance du parc.

Il convient de souligner l'organisation de la troisième réunion du comité de pilotage du Parc national de la Salonga, à Kinshasa avec, entre autres, comme points: (i) la présentation des résultats de 2017 et du premier semestre 2018, bilan des trois années de travail ; (ii) la présentation sur la lutte anti-braconnage et le mécanisme de gestion des plaintes et recours ; (iii) la présentation sur la communication et la sensibilisation; (iv) le développement rural, etc.





## CONSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE DU COMPLEXE DES AIRES PROTÉGÉES DE LA GARAMBA

Situé au nord de la RDC, le Parc national de la Garamba est l'un des plus anciens parcs d'Afrique. African Parks, en partenariat avec l'Institut congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN), a pris en charge la gestion de ce parc de 5.133 km<sup>2</sup> en 2005. Le Parc national de la Garamba continue à œuvrer pour que les éléphants de la Garamba et les girafes du Kordofan, localement menacés, bénéficient de la protection nécessaire pour assurer leur avenir à long terme.

Les grands axes des activités réalisées sont :

- la finalisation des études sur l'orpaillage, la filière développement agricole, le petit élevage, l'agroforesterie ;
- la sélection et formation des nouveaux gardes ;
- l'appui aux groupes de soutien selon les enjeux spécifiques ;
- l'organisation d'un monitoring continu de la population d'éléphants et de girafes ;
- la construction du pont sur la rivière Kasaï, au nord du parc et le nivellement de la route entre Bawesi, nouvellement construite, le long de la frontière avec le Soudan ;
- l'achèvement de la formation de base de 50 recrues de gardes et de 12 agents de sécurité ;
- le rétablissement des relations entre le Parc national de la Garamba et le Parc national de Lantoto, au Soudan du Sud, par la signature d'un protocole

dans le but de garantir un meilleur reporting des informations et une mise à jour du système de sécurité locale ;

- la sensibilisation de la société civile ainsi que de toute la communauté pour (i) l'atténuation du risque de l'épidémie d'Ebola ; (ii) le plan d'utilisation des terres ; et (iii) la formulation d'un premier plan de zonage ;
- le recensement de la population d'éléphants et de girafes ainsi que l'approbation, aussi bien par l'ICCN que par le siège d'APN de la stratégie nationale et du plan d'action pour les girafes (2018-2020).

Le conseil d'administration du parc, tenu au mois de novembre, a échangé notamment sur la stratégie de développement durable conçue sur base des résultats des études finalisées au cours des douze derniers mois de l'année 2017. Les trois principales composantes de la stratégie sont i) l'agroécologie ; ii) la lutte contre l'orpaillage illégal ; iii) le développement des énergies renouvelables. Ces trois composantes sont sous-tendues par des interventions transversales importantes que sont l'élaboration du Plan d'utilisation des terres, le programme d'éducation à l'environnement et le développement des infrastructures (pistes et infrastructures sociales de base – santé, éducation, eau potable).

## RESTAURATION DES ÉCOSYSTÈMES DU PARC NATIONAL DES VIRUNGA ET VALORISATION DURABLE DE SES RESSOURCES NATURELLES

Le Parc national des Virunga, déclaré patrimoine mondial de l'humanité couvre 8.000 km<sup>2</sup>. Quatre millions de personnes vivent à moins d'une journée de marche de ses limites.

L'insécurité et la situation socioéconomique, très variables selon les régions, alimentent un cycle de violence et de pauvreté qui frappe le plus grand nombre des habitants et menace son avenir.

Compte tenu de la situation sécuritaire, les activités touristiques ont été suspendues pour plusieurs mois, le temps de renforcer la sécurité dans l'entièreté de la zone touristique ; ce qui a eu un impact sur la mise en oeuvre de l'action. C'est ainsi que des efforts ont été entrepris pour renforcer les moyens de protection, par l'acquisition d'équipements plus performants et par l'installation d'une clôture électrique.

Au courant de cette année, l'état d'avancement dans les principaux domaines d'intervention est le suivant :

- **Sécurité :** Le parc compte 730 gardes de haut niveau. Il s'agit du nombre le plus important de son histoire, principalement en raison de la situation sécuritaire encore fragile, voire violemment hostile dans plusieurs zones (volcans, Tshabirimu, Lac Édouard, extrême nord). Un effort particulier est entrepris pour renforcer la protection passive (équipement, infrastructures renforcées, clôture électrique). Les gardes assurent également des missions de protection des civils sur le lac Édouard et la route nationale 2 à travers l'organisation de convois protégés.
- **Tourisme :** Un effort est fourni pour la reprise des activités touristiques, suspendues en milieu d'année à la suite de la montée de l'insécurité dans la zone. Un accent est mis sur la formation des équipes, le peaufinage de la gestion et la rénovation du camp touristique de Bukima. La reprise progressive des activités touristiques est envisagée pour début 2019.
- **Grande faune :** Les résultats sont variables selon les espèces. Les gorilles de montagne sont en croissance. La population des gorilles des plaines

est stable ; et la planification du projet de réintroduction de nouveaux spécimens va de l'avant. Les grands mammifères du secteur centre se portent relativement bien et poursuivent une croissance lente (lions, hyènes, buffles, antilopes, etc.). Un point d'inquiétude est à signaler concernant la menace que sont les trafiquants d'ivoire sur les éléphants. Les récentes opérations menées avec succès sur la rive sud du lac Édouard laissent cependant entrevoir une amélioration de la situation. Les arrestations de braconniers et de pêcheurs clandestins (sur le lac Édouard) sont régulières. Ceux-ci sont remis aux autorités compétentes pour instruction de leur dossier et sanctions le cas échéant. Un effort important est mené devant les cours et tribunaux pour augmenter le taux de condamnations.

- **Intégrité du site :** En dépit des tensions entre populations, générées dans diverses zones (le secteur nord en particulier), les envahissements ne progressent pas et demeurent stables (environ 20% de la surface du parc). Ce résultat satisfaisant est à mettre au crédit des efforts de sensibilisation et des activités de développement conduites dans la périphérie du parc. Les efforts se poursuivent pour faire diminuer ce pourcentage.
- **Sensibilisation et éducation :** Les visites d'école et les participations aux événements locaux sont régulièrement organisées. Elles contribuent à la compréhension du travail des agents du parc et des enjeux du développement durable.

Le Parc national des Virunga continue à bénéficier d'une attention médiatique importante en RDC et à l'étranger. Il jouit aussi du fort soutien des autorités provinciales et nationales.

Au cours de la présente période, la COFED a reçu la proposition de réaménagement de l'action (budget et cadre logique) dans le cadre de la nouvelle stratégie élaborée par le projet.

## PROJET D'ÉLECTRIFICATION RURALE EN TERRITOIRE DE LUBERO

La construction de ce barrage de 12.18 MW est une réponse à la demande importante d'énergie de la part du secteur de transformation agricole, mais aussi des ménages et des infrastructures sociales dans le territoire de Lubero.

Tous les équipements, matériels et matériaux nécessaires à la construction du barrage ont été acheminés sur le site. Le délai d'exécution des travaux devrait être tenu et l'ouvrage serait opérationnel selon les termes du contractuel.

À ce titre, les activités ci-après peuvent être soulignées :

- La finalisation de la construction de l'ouvrage de prise d'eau, la mécanique sera installée au cours du prochain trimestre ;
- La construction du canal est terminée et les terrassements progressent comme prévu ;
- Le canal d'évacuation de la chambre de mise en charge est en cours d'achèvement ;
- Les fondations de l'usine sont en place ;
- Les routes d'accès sont entretenues régulièrement. La fin du chantier est projetée pour mi- 2019.

## PROJET FORMATION, RECHERCHE, ENVIRONNEMENT DANS LA TSHOPO (FORETS)

Le projet de formation, recherche, environnement dans la Tshopo contribue au développement du paysage centré sur la Réserve de biosphère de Yangambi. Ce projet qui s'inscrit dans les interventions de l'Union européenne à travers le 11e FED est en phase avec les priorités nationales de la RDC. Il développe le secteur de l'environnement, de la conservation de la biodiversité ainsi que de l'agriculture durable.

Au courant de la période sous revue, le programme a organisé un atelier sur les orientations opérationnelles du projet Forêts, dont voici les principales résolutions :

- L'INERA, l'IFA, la MAB, la SOCIYA ainsi que les populations locales sont des partenaires incontournables du projet dans la gestion du paysage de Yangambi ;
- La collaboration avec l'université de Kisangani se poursuit selon la planification conjointe projet-UNIKIS ;
- Le partenariat avec les institutions cibles sera établi sur la base de contrats de performance ;
- L'approche par appel d'offres, appel à manifestation d'intérêt, appel à proposition sera privilégiée avant le financement des activités ;
- Le projet accompagnera les partenaires pendant l'exécution des contrats et toutes les prestations seront auditées techniquement et financièrement.



## PROJET AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN PÉRIPHÉRIE DU PARC NATIONAL DES VIRUNGA

Ce contrat, dont la signature est intervenue en janvier 2018, se situe au carrefour des autres interventions portées par le parc : sécurité, tourisme, électricité et entrepreneuriat. Sa programmation allie à la fois les activités dans la périphérie du parc et la nécessité de combiner une stratégie basée sur les chaînes de valeur. Plusieurs projets-pilotes se développent après une mission d'étude de cas entreprise par la Commission européenne :

### 1. Huile de palme dans la région de Mutwanga

La production d'huile de palme est en lien avec la fabrication de savon, et à terme le raffinage d'huile de table. Un projet complet est en cours d'élaboration. Il prévoit le renouvellement du matériel végétal, l'appui technique et la mécanisation de la production.

### 2. Café dans le territoire de Lubero

La production potentielle de café est importante. Plusieurs contacts sont établis pour regrouper les producteurs au sein des coopératives. Le label « Parc national des Virunga » contribuera, d'une manière significative, à augmenter le prix de la vente. L'appui technique est prévu pour la construction de stations de lavage et de routes de desserte agricole.

### 3. Poisson dans la pêcherie de Vitshumbi

Le projet prévoit d'établir la chaîne de froid entre Vitshumbi et Goma par la mise en service d'une usine à glace et l'acquisition de containers frigorifiques. Seuls les acteurs de la filière qui respectent la réglementation seront éligibles au financement.

Au niveau de la mise en œuvre, beaucoup d'efforts sont fournis pour structurer les activités présentes et futures. Ils portent sur plusieurs niveaux :

- Les filières supportées par le programme dans les différentes zones d'intervention sont en cours de sélection. Celle-ci est menée sur base

de critères pertinents au regard des objectifs du programme. Pour les années 2019-2020, les filières suivantes sont envisagées : maïs dans le Rutshuru, produits maraîchers dans le Nyiragongo, café dans le Lubero, huile de palme dans le territoire de Beni et activités d'innovation sur des produits agricoles à haute valeur ajoutée. L'analyse fera bientôt l'objet d'échanges et d'enrichissements avec les autorités compétentes dans les zones d'intervention.

- Un grand exercice de recrutement est en cours pour des positions d'agronomes senior et junior. Il est mené dans les différentes zones de la province du Nord-Kivu. Les embauches des premiers lauréats ont été effectuées durant le mois de décembre 2018.
- Des partenariats sont prévus avec des organisations qui disposent d'une expertise avérée pour chaque filière sélectionnée. Plusieurs missions de terrain ont déjà été menées. La structuration des interventions est en cours.
- Les routes de desserte agricole qui seront construites/rénovées sont identifiées. Les rapports d'analyse technique débiteront sous peu.

## PARC NATIONAL DE L'UPEMBA (COMPLEXE UPEMBA-KUNDELUNGU)

La convention de financement environnement et agriculture durable du 11e FED a prévu, dans le cadre d'un soutien des efforts de mise en œuvre des activités de conservation, une allocation au Parc national de l'Upemba, en vue de redynamiser les activités qui ont également bénéficié d'un financement d'un autre partenaire. Pour ce faire, une expertise a été mobilisée, avec comme objectif d'effectuer une analyse de la situation existante et d'identifier les interventions urgentes à mettre en œuvre.

La contractualisation devrait intervenir au premier trimestre de l'année 2019.

## CELLULE DE COORDINATION DES ACTIONS DU 11E FED

Une des leçons tirées de l'expérience du 10e FED Environnement - RDC a été que lors de l'élaboration des projets, une attention particulière n'a pas été accordée au contexte d'intervention permettant de fixer des objectifs quantifiables et réalistes lors de la planification.

Dans le cadre de la mise en place des initiatives pour le PIN 11e FED Environnement et Agriculture en République démocratique du Congo, ces difficultés ont été identifiées et prises en compte dans la planification des projets pour en minimiser les impacts.

À ce titre, une cellule de coordination a été mise en place avec pour mission d'assurer le suivi des activités et des réalisations du programme en lien avec le système PSE - DSS.

En sa qualité de secrétaire du comité de pilotage, la cellule a organisé deux sessions du comité de pilotage de la convention de financement.



## ÉLECTRIFICATION URBAINE, SEMI-RURALE ET RURALE DE LA VILLE DE GOMA, DU TERRITOIRE DE LUBERO ET DU TERRITOIRE DE RUTSHURU EN PÉRIPHÉRIE DU PARC NATIONAL DES VIRUNGA

L'objectif spécifique de cette action est de permettre à la population un accès à une électricité non polluante et de bonne qualité, de connecter à l'électricité les principaux services (hôpitaux, écoles, éclairage public), appuyer l'entrepreneuriat et inciter à la conservation des ressources naturelles du parc national des Virunga.

L'action entend faciliter la distribution d'électricité dans la ville de Goma, les territoires de Lubero et de Rutshuru. Elle prévoit l'exploitation accrue des centrales existantes en élargissant la distribution de l'électricité déjà produite ainsi que la construction d'une ferme solaire dans la localité de Nyamilima.





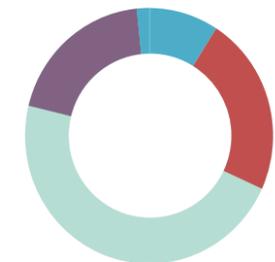
## ▶ PASSATION DE MARCHÉS

L'une des missions de la COFED, service technique de l'Ordonnateur national du FED, est de veiller en permanence à ce que les marchés mis en œuvre soient en totale conformité avec les procédures contractuelles et financières du Fonds européen de développement (FED). Dans ce contexte, la COFED, en sa qualité de maître d'ouvrage, fait de la passation de marchés une activité de haute importance constituant, de ce point de vue, l'épine dorsale d'une gestion plus efficace de l'aide au développement basée sur le principe cardinal de bonne gouvernance.

Au cours de l'année sous revue, un total de seize (16) contrats ont été conclus pour environ 60 millions d'euros. Ces contrats sont liés aux marchés de services, fournitures et travaux, et concernent également les subventions octroyées en attribution directe sans appel à propositions. Les subventions représentent une part importante de l'activité de passation de marchés cette année, 44% de l'ensemble des marchés adjugés, un taux en nette augmentation.

Attribution des  
contrats par type  
de marché

- Fournitures 12 %
- Travaux 6%
- Services 38%
- Subventions 44%



## PASSATION DE MARCHÉS

# PASSATION DE MARCHÉS

Les contrats attribués au 31 décembre 2018 répartis par provinces bénéficiaires et par programme :

	PROGRAMME								TYPE DE MARCHÉS				TOTAL CONTRATS ATTRIBUÉS	
	EAD	PARAU	RN3	RN2	RN1	PROGRESS	PRODS	PARJ/TCF	PAMFIP/TCF	TRAVAUX	FOURNITURES	SERVICES		SUBVENTIONS
KINSHASA		1				2	2		1		2	2	2	6
NORD-KIVU	2						2			1		1	2	4
KONGO CENTRAL								1				1		1
KASAI ORIENTAL						1							1	1
KASAI CENTRAL					1		2					1	2	3
PROVINCE ORIENTALE	1											1		1
<b>TOTAL</b>										1	2	6	7	16

## État récapitulatif des marchés en engagements spécifiques et subventions - année 2018

	PROJET	SECTEUR	BÉNÉFICIAIRE	INTITULÉ DU MARCHÉ	PROVINCES BÉNÉFICIAIRES	TYPE	NOMBRE DE CONTRATS ATTENDUS (ALLOTISSEMENT)	NIVEAU DU PROCESSUS AU 31-12-2018	MONTANT DU CONTRAT (EN EURO)
1	RN1	Route	Ministère des Transports	Études nécessaires à la réhabilitation de la route nationale tronçon Kananga – Kamuesha	Kasaï Central	Service	1	Attribué	524 392 €
2	PROGRESS	Défense	Ministère de la Défense	Fourniture, livraison, déchargement, installation, configuration, mise en service et service après-vente des équipements, des matériels de télécommunication et accessoires pour la remise en état opérationnelle et l'extension du réseau FARDC ainsi que des serveurs, logiciels et accessoires informatiques au profit de la Direction informatique du MDNAC-R, et du Service de Communication et Information des Forces armées en RD Congo	Kinshasa	Fournitures	2	Attribué	464 518,82 €
3	EAD	Environnement et agriculture	Ministère de l'Environnement et Agriculture	Mission de la mise en place de la cellule de coordination des interventions prévues dans la convention de financement Environnement et agriculture durable pour la sauvegarde des sites prioritaires de la RDC	Province Orientale Nord-Kivu Sud-Kivu	Service	1	Attribué	2 562 800€
4	EAD	Environnement et agriculture	Ministère de l'Environnement et Agriculture	Projet d'électrification rurale de Lubero en périphérie du Parc national des Virunga au Nord-Kivu, en faveur des communautés locales en contrepartie de la conservation de la nature	Nord-Kivu	Subventions	1	Attribué	3 593 910,54 €
5	EAD	Environnement et agriculture	Ministère de l'Environnement et Agriculture	Assistance technique pour la Cellule de Coordination du programme Est RD Congo (UCPEC)	Nord-Kivu Sud Kivu	Services	1	Attribué	3 388 440€
6	EAD	Environnement et agriculture	Ministère de l'Environnement et Agriculture	Analyse de la situation et identification des interventions urgentes de conservation de développement dans et autour du Parc national de UPEMBA	Nord-Kivu	Services	1	Marché annulé	-
7	PARJ/TCF	Justice	Ministère de la Justice	Recrutement d'une assistance au Maître d'ouvrage pour le suivi des travaux du TGI de Tshikapa et de la prison de Luzumu	Kananga Kongo Central	Services	1	Attribué	80 900€
8	PAMFIP/TCF	Finances publiques	Ministère des Finances	Mission d'appui aux travaux de clôture des opérations d'intégration du progiciel SAP et à l'organisation de l'atelier de clôture du projet PAMFIP	Kinshasa	Services	1	Attribué	79 810 €
9	PARAU/TCF	Assainissement pluvial	Ministère de l'Urbanisme et Habitat	Recrutement d'une mission pour la surveillance et le contrôle des travaux de la rivière Gombe	Kinshasa	Services	1	Attribué	20 000 €
10	PRO-DS	Santé	Ministère de la Santé	Travaux de construction et d'aménagement de l'HGR de Masereka dans la province du Nord-Kivu	Nord-Kivu	Travaux	1	Attribué	1 302 706€
11	PRO-DS	Santé	EUP FASS Nord-Kivu	Projet d'appui à la demande des soins dans les structures sanitaires des Zones de Santé de Kyondo, Musienene, Masereka, Vuhovi, Biena, Manguredjipa, Rutshuru et Goma	Nord-Kivu	Subventions	1	Attribué	19 540 520,00 €
12	PRO-DS	Santé	EUP FASS Kasaï Oriental	Organisation du financement des structures de soins dans les zones de santé de Kasansa, Miabi, Tshilenge, Tshishimbi dans la province du Kasaï Oriental, Kabinda, Ngandanjika et Tshofa	Kasaï Oriental	Subventions	1	Attribué	16 542 237,00 €
13	PRO-DS	Santé	FEDECAME	Projet de renforcement du réseau d'approvisionnement en médicaments et intrants de santé	Kinshasa	Subventions	1	Attribué	3 000 000,00 €
14	PRO-DS	Santé	EUP FDSS	Appui à la coordination de la réforme institutionnelle et de la décentralisation du secteur de la Santé en RDC	Kinshasa	Subventions	1	Attribué	7 000 000,00 €
15	PRO-DS	Santé	EUP FASS Kasaï Central	Organisation du financement des structures de soins dans les zones de santé de Masuika, Bunkonda, Mikalayi, Tshibala, Tshikula dans le cadre du PRODS	Kasaï Central	Subventions	1	Attribué	5 500 000,00 €
16	PRO-DS	Santé	ONG Malteser	Contribution à l'amélioration de l'état de santé de la population de 5 ZS de la DPS Kasaï Central, dans le cadre du PNDS et dans le contexte global de lutte contre la pauvreté et de post crise	Kasaï Central	Subventions	1	Attribué	4 500 000,00 €
17	PRO-DS	Santé	Ministère de la Santé	Travaux de construction et d'aménagement de l'HGR de NGANDANJIKA dans la province de la Lomami en RDC	Lomami	Travaux	1	En cours	-
18	PRO-DS	Santé	Ministère de la Santé	Recrutement d'une assistance technique pour la préparation et le suivi des infrastructures et équipements à l'Est (PSIE) de la RDC	Nord-Kivu	Services	1	En cours	-
19	PA2D/TCF	Décentralisation	Ministère de la Décentralisation et affaires coutumières	Contrôle et surveillance des travaux de construction du gouvernorat du Nord-Kivu	Nord-Kivu	Services	1	En cours	-
20	PARJ/TCF	Justice	Ministère de la Justice	Assistance technique au groupe thématique Justice et Droits humains (GTJDH)	Kinshasa	Services	1	En cours	-
21	AXES TRASNFRONTALIERS	Route	Ministère des Transports	Travaux d'aménagement des axes transfrontaliers entre les pays de la sous-région de la CEPGL (Rwanda, Burundi et RD Congo)	Nord-Kivu	Travaux	1	En cours	-
22	PROGRESS	Défense	Ministère de la Défense	Travaux de réhabilitation du siège du ministère de la Défense nationale, Anciens Combattants et Réinsertion à Kinshasa	Kinshasa	Travaux	1	En cours	-
23	PAP OMD	Santé	Ministère de la Santé	Travaux de construction et d'aménagement des HGR de Makota dans la province de la Lomami (lot 1) et Kasansa (Lukabala) dans la Province du Kasaï Oriental	Lomami et Kasaï Oriental	Travaux	2	En cours	-



## BILAN FINANCIER DU PROGRAMME INDICATIF NATIONAL

### ► BILAN FINANCIER

”

L'exercice 2018 est caractérisé essentiellement par d'ultimes opérations liées à la contractualisation et aux paiements afférents aux programmes du 10e FED, ainsi qu'à la poursuite de celles portant sur la mise en œuvre du 11e FED, dont le programme indicatif national (PIN) a été signé en juin 2014, pour un montant de 620 M€.

#### PIN 10e et 11e FED au 31/12/2018

Au cours de l'année 2018, les données financières enregistrées présentent une réalisation globale de 96,51 M€ au titre des paiements annuels pour les deux PIN, dont 37,58 M€ pour le 10e FED et 58,93 M€ pour le 11e FED. De ce fait, les décaissements cumulés passent de 703,92 M€ à 800,44 M€ entre 2017 et 2018 soit 13,72 % d'augmentation, sur une enveloppe totale allouée de 1 263,76 M€, pour un taux d'exécution de 63,34 % en 2018, contre 58,53 % en 2017. Cet accroissement de 4,81 % s'explique par la signature de plusieurs contrats relatifs aux conventions de financement « Environnement et agriculture durable » ainsi que « Programme de renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé en RDC ».

#### SITUATION DES DÉPENSES JUGÉES INÉLIGIBLES AU FED

Dans le cadre de la partie régie du budget de l'ensemble des devis-programmes financés par les ressources du Fonds européen de développement (FED), les dépenses encourues sont régulièrement soumises à la vérification d'un auditeur externe.

L'exercice 2018 affiche des paiements par compensation des dépenses considérées comme inéligibles par la Commission européenne, de l'ordre de 0,525 M€, soit moins de 1% des décaissements. La réalisation du plan des audits y afférent s'est poursuivie durant l'année en cours.

# BILAN FINANCIER

Tableau n° 1 : Engagements financiers 10e FED - en euros

N°	CODE COMPTABLE	SECTEUR	LIBELLÉ DE L'ENGAGEMENT FINANCIER	ENGAGEMENTS PRINCIPAUX	CUMUL DES ENGAGEMENTS INDIVIDUELS AU	PAIEMENTS CUMULÉS AU	RÉALISATION 2018	PAIEMENTS CUMULÉS AU	TAUX DE DE-CAISSEMENT
					31/12/2018			31/12/2017	
1	021349	GOUVERNANCE	Programme d'appui aux Parlements	4 685 670,90	4 606 607,16	4 606 607,16	0,00	4 606 607,16	98,31
2	021350		Programme d'appui à la réforme de la Police	17 000 000,00	16 796 132,09	13 463 576,08	191 575,84	13 655 151,92	80,32
3	021351		Projet d'appui à la réforme de la Justice   PARJ	30 227 736,77	29 339 175,00	24 793 014,35	2 262 377,21	27 055 391,56	89,51
4	021352		Projet d'appui à la modern. des Finances pub.   PAMFIP	10 000 000,00	9 914 987,81	8 562 483,97	718 789,14	9 281 273,11	92,81
5	021561		Programme d'appui à la décentralisation en RDC	15 000 000,00	13 553 475,80	10 250 503,23	425 870,68	10 676 373,91	71,18
6	022855		Appui aux élections	41 500 000,00	41 004 898,56	40 695 154,90	302 527,33	40 997 682,23	98,79
Gouvernance				118 413 407,67	115 215 276,42	102 371 339,69	3 901 140,20	106 272 479,89	89,75
7	021511	SANTÉ	Programme d'appui au plan national de développement sanitaire	53 857 442,00	51 863 433,61	45 822 711,35	3 853 546,10	49 676 257,45	92,24
8	023801		Projet d'accélération de l'atteinte des OMD 4 & 5 en RDC	40 000 000,00	38 922 192,76	30 304 760,88	3 062 966,18	33 367 727,06	83,42
Santé				93 857 442,00	90 785 626,37	76 127 472,23	6 916 512,28	83 043 984,51	88,48
9	021535	INFRASTRUCTURE	Projet d'entretien et réhab. des infra. routières & d'amélioration de l'assain. urbain   PARAU	109 410 191,99	107 964 731,07	106 413 552,38	0,00	106 413 552,38	97,26
10	021536		Programme d'appui à la navigabilité des voies fluviales et lacustres en RDC	60 000 000,00	58 843 068,26	35 749 917,84	8 750 461,67	44 500 379,51	74,17
11	022738		Réhabilitation de la voirie de GOMA	28 500 000,00	25 648 303,50	23 612 431,84	415 284,86	24 027 716,70	84,31
12	022739		Route nationale n° 1   RN1	113 700 000,00	108 371 383,00	95 274 994,19	11 828 356,57	107 103 350,76	94,20
Infrastructures				311 610 191,99	300 827 485,83	261 050 896,25	20 994 103,10	282 044 999,35	90,51
13	021032	HORS CONCENTRATION	Politique nationale de conservation et gestion de la forêt et de la biodiversité	39 515 000,00	38 861 378,34	31 671 841,65	3 760 167,39	35 432 009,04	89,67
14	021348		Programme d'aide au Commerce	16 000 000,00	14 135 513,72	13 877 423,67	0,00	13 877 423,67	86,73
15	021425		Programme d'appui à l'Ordonnateur national	6 556 254,94	6 473 888,05	6 473 873,46	0,00	6 473 873,46	98,74
16	021694		Facilité de Coopération Technique — TCF III (*)	2 721 293,26	2 716 004,42	2 736 704,10	-20 699,68	2 716 004,42	99,81
17	022915		Facilité de Coopération Technique — TCF IV	6 551 082,97	6 354 183,64	6 278 177,09	0,00	6 278 177,09	95,83
	022726		Appui aux Organisations de la société civile	4 000 000,00	3 800 000,00	989 236,60	1 020 538,85	2 009 775,45	50,24
Hors Concentration				75 343 631,17	72 340 968,17	62 027 256,57	4 760 006,56	66 787 263,13	88,64
Total enveloppe A				599 224 672,83	579 169 356,79	501 576 964,74	36 571 762,14	538 148 726,88	89,81
18	022623	AIDE NON PROGRAMMABLE / ENVELOPPE B	Projet d'appui au STAREC – Volet santé	4 890 000,00	4 851 839,52	4 851 839,52	0,00	4 851 839,52	99,22
19	022398		PARJE UHAKI SAFI (Programme d'appui à la réforme de la Justice à l'est de la RDC)	18 435 295,90	17 377 590,48	14 314 904,78	841 906,84	15 156 811,62	82,22
20	022551		Projet d'appui à la stabilisation et reconstruction de l'est de la RDC (PASTAR) (*)	20 620 000,00	14 903 050,50	15 447 225,16	-546 342,73	14 900 882,43	72,26
21	021645		Programme d'Appui budgétaire à la Stabilisation économique de la RDC	22 620 000,00	22 620 000,00	22 620 000,00	0,00	22 620 000,00	100,00
22	022389		VFLEX — Appui budgétaire pour atténuer les effets de la crise écon. et financière en RDC	50 000 000,00	50 000 000,00	50 000 000,00	0,00	50 000 000,00	100,00
23	023084		Office d'aide humanitaire ECHO	9 975 000,00	9 975 000,00	9 975 000,00	0,00	9 975 000,00	100,00
	024301	Initiative contre les violences basées sur le genre	20 000 000,00	19 483 950,94	16 825 665,56	51 131,80	16 876 797,36	84,38	
Aide non programmable				146 540 295,90	139 211 431,44	134 034 635,02	346 695,91	134 381 330,93	91,70
TOTAL PROGRAMME INDICATIF NATIONAL				745 764 968,73	718 380 788,23	635 611 599,76	36 918 458,05	672 530 057,81	90,18

(\*) le cumul des réalisations à fin 2018 a subi une correction par rapport à celui de 2017. d'où la différence constatée

Tableau n° 2 : Engagements financiers 11e FED - en euros

N°	CODE COMPTABLE	SECTEUR	LIBELLÉ DE L'ENGAGEMENT FINANCIER	ENGAGEMENTS PRINCIPAUX	CUMUL DES ENGAGEMENTS INDIVIDUELS AU	PAIEMENTS CUMULÉS AU	RÉALISATION 2018	PAIEMENTS CUMULÉS AU	TAUX DE DE-CAISSEMENT
					31/12/2018			31/12/2017	
1	036193	GOUVERNANCE	Programme d'appui à la réforme de la Sécurité - Volet Défense	25 000 000,00	18 285 105,12	6 902 079,20	2 430 596,15	9 332 675,35	37,33
Gouvernance				25 000 000,00	118 285 105,12	6 902 079,20	2 430 596,15	9 332 675,35	37,33
2	033822	SANTÉ	Amélioration de l'état de santé de la population de 7 zones de la Province orientale	5 000 000,00	4 921 717,94	4 393 365,60	528 352,34	4 921 717,94	98,43
3	038165		Programme de renforcement de l'Offre et Développement de l'accès aux soins de Santé en RDC "PRODS"	175 000 000,00	123 468 232,50	18 422 000,92	27 940 781,10	46 362 782,02	26,49
Santé				180 000 000,00	128 389 950,44	22 815 366,52	28 469 133,44	51 284 499,96	28,49
4	038614	INFRASTRUCTURE	Réhabilitation de la Route Nationale n° 1 - Section Tshikapa - Mbuji mayi	150 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Infrastructures				150 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	034686	HORS CONCENTRATION	Programme d'appui à l'Ordonnateur national	8 000 000,00	7 977 029,67	6 051 555,46	1 416 869,18	7 468 424,64	93,36
6	034692		Facilité de Coopération Technique V	10 000 000,00	9 543 793,00	5 305 770,92	1 308 951,48	6 614 722,40	66,15
7	037685		Environnement et agriculture durable	145 000 000,00	131 498 477,00	27 235 286,84	25 307 146,55	52 542 433,39	36,24
Hors Concentration				163 000 000,00	149 019 299,67	38 592 613,22	28 032 967,21	66 625 580,43	40,87
Total enveloppe A				518 000 000,00	295 694 355,23	68 310 058,94	58 932 696,80	127 242 755,74	24,56
Total enveloppe B				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME INDICATIF NATIONAL				518 000 000,00	295 694 355,23	68 310 058,94	58 932 696,80	127 242 755,74	24,56

# BILAN FINANCIER

Tableau n° 3 : Décaissements 2018 par FED et par secteur

SECTEUR	FED 9	FED 10	FED 11	TOTAL PAR SECTEUR EN VALEUR	TOTAL PAR SECTEUR EN %
GOUVERNANCE	0,00 €	3 901 140,20 €	2 430 596,15 €	6 331 736,35 €	6,61%
SANTÉ	0,00 €	6 916 512,28 €	28 469 133,44 €	35 385 645,72 €	36,92%
INFRASTRUCTURES	0,00 €	20 994 103,10 €	0,00 €	20 994 103,10 €	21,90%
HORS CONCENTRATION	0,00 €	4 760 006,56 €	28 032 967,21 €	32 792 973,77 €	34,21%
AIDE NON PROGRAMMABLE	0,00 €	346 695,91 €	0,00 €	346 695,91 €	0,36%
<b>TOTAUX</b>	<b>0,00 €</b>	<b>36 918 458,05 €</b>	<b>58 932 696,80 €</b>	<b>95 851 154,85 €</b>	<b>100,00%</b>

La ventilation de l'ensemble des décaissements réalisés au courant de l'exercice 2018 se présente comme suit : Secteur santé 36,92 % de l'enveloppe globale, les infrastructures et la gouvernance ont respectivement 21,90% et 6,61%, les secteurs hors concentration totalisent 34,21%. Enfin, l'aide non programmable représente 0,36 % des décaissements réalisés.

## Synthèse des décaissements par secteur

SECTEUR	TOTAL PAR SECTEUR EN %
GOUVERNANCE	6,61%
SANTÉ	36,92%
INFRASTRUCTURES	21,90%
HORS CONCENTRATION	34,21%
AIDE NON PROGRAMMABLE	0,36%
<b>TOTAL</b>	<b>100,00%</b>

Graphique n° 1 : Répartition des décaissements par secteur en 2018

- Aide non programmable 0,36%
- Hors Concentration 34,21%
- Infrastructures 21,90%
- Santé 36,92%
- Gouvernance 6,61%

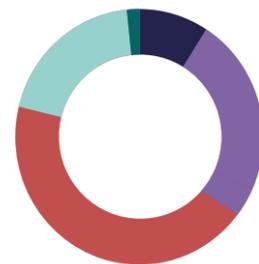


Tableau n° 4 : Volume des décaissements cumulés en millions d'euros

ANNÉE	VOLUME DES DÉCAISSEMENTS EN MILLION D'EUROS	VOLUME DES DÉCAISSEMENTS CUMULÉS EN MILLION D'EUROS
AVANT 2007	207,52	207,52 €
2007	37,00	244,52 €
2008	82,00	326,52 €
2009	168,00	494,52 €
2010	172,00	666,52 €
2011	146,00	812,52 €
2012	78,00	890,52 €
2013	94,30	984,82 €
2014	71,51	1 056,33 €
2015	94,73	1 151,06 €
2016	100,27	1 251,33 €
2017	98,09	1 349,42 €
2018	95,85	1 445,27 €
<b>TOTAUX</b>	<b>1 445,27</b>	

Graphique n°2: Evolution du volume des paiements COFED + DUE (en millions d'euros)

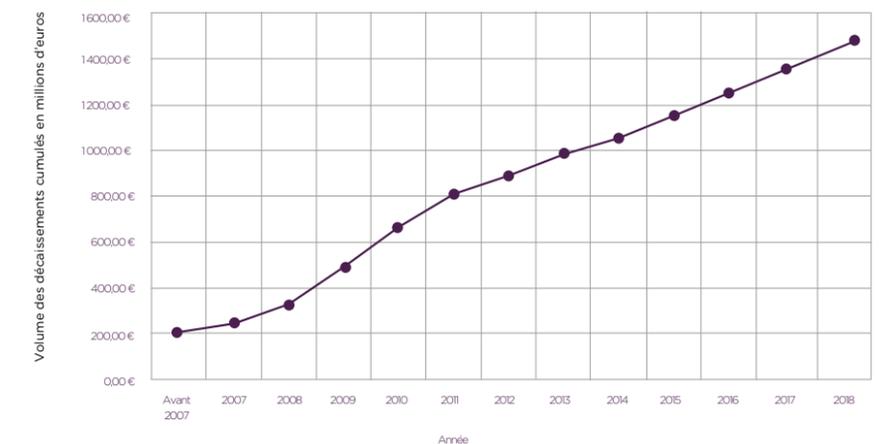


Tableau n° 5 : Tableau de dotations par secteur et par FED

SECTEUR	FED 9	FED 10	FED 11	TOTAL PAR SECTEUR EN VALEUR	TOTAL PAR SECTEUR EN %
GOUVERNANCE	255 984 695,00 €	118 413 407,67 €	25 000 000,00 €	399 398 102,67 €	20,54%
SANTÉ	80 000 000,00 €	93 857 442,00 €	180 000 000,00 €	353 857 442,00 €	18,20%
INFRASTRUCTURES	157 713 048,00 €	311 610 191,99 €	150 000 000,00 €	619 323 239,99 €	31,85%
HORS CONCENTRATION	86 088 709,00 €	75 343 631,17 €	163 000 000,00 €	324 432 340,17 €	16,69%
AIDE NON PROGRAMMABLE	100 654 472,00 €	146 540 295,90 €	0,00 €	247 194 767,90 €	12,71%
<b>TOTAUX</b>	<b>680 440 924,00 €</b>	<b>745 764 968,73 €</b>	<b>518 000 000,00 €</b>	<b>1 944 205 892,73 €</b>	<b>100,00%</b>

# BILAN FINANCIER

Tableau n° 6 : Tableau des inéligibles payés par compensation en 2018

N° CRIS	PROJET	ENGAGEMENT RÉGIE	ENGAGEMENT SPECIFIQUE	DÉPENSES ENGAGÉES ET VÉRIFIÉES (A)	DÉPENSES INÉLIGIBLES (B)	POURCENTAGE DE REJET (C) = ((B)/(A)) X100
2013/322-193	DP2 PANAV (ND n° 4940180180 du 08/02/2018)			1 994 212,91	368 647,01	18,49%
2014/335-663	DP3 EUP FASS KOR (ND n° 4940180331 du 08/05/2018)			1 543 334,00	58 915,09	3,82%
2014/329-825	DP3 CAG (ND n° 4940180322 du 08/05/2018)			295 000,00	36 234,79	12,28%
2014/333-358	DP3 EUP FASS NK (ND n° 4940180340 du 08/05/2018)			2 255 299,00	88,91	0,00%
2014/335-594	DP3 FDSS (ND n° 4940180329 du 14/05/2018)			2 132 970,00	38 740,93	1,82%
2014/335-594	DP3 EUP FASS PO (ND n° 4940180382 du 15/05/2018)			1 318 035,00	4 068,38	0,31%
2014/335-665	DP3 EUP FASS KOCC (ND n° 4940180383 du 15/05/2018)			1 327 839,00	3 827,10	0,29%
2010/241-805	DP1 TCF III (ND n° 4940180554 du 29/08/2018)			280 000,00	6 213,44	2,22%
2011/262-036	DP1 EUP FASS KOCC (ND n° 4940140262 du 29/08/2018)			972 064,25	8 441,96	0,87%
<b>TOTAUX</b>		0,00	0,00	12 118 754,16	525 177,61	4,33%

## Tableaux financiers 10e FED

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**APPUI À LA POLITIQUE NATIONALE DE CONSERVATION ET GESTION DES FORÊTS ET BIODIVERSITÉ**  
 Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 021032  
 Montant Engagé : 39 515 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
219879	Appui à l'UNIKIS. Composante Formation du Programme Xème FED : Appui à la Politique Nationale de Conservation et gestion des forêts	ND	4 220 000,00	0,00	4 220 000,00	0,00
220130	Appui à l'ERAIFT. Composante Formation du Programme Xème FED : Appui à la Politique Nationale de Conservation et gestion des forêts	ND	4 220 000,00	0,00	4 220 000,00	0,00
220963	Projet d'appui à la gestion durable des ressources naturelles du parc national de la Garamba	Subvention	5 000 000,00	4 955 656,54	44 343,46	99,11
220967	Appui à la relance de la gestion du parc national des Virunga	Subvention	10 808 206,00	10 000 000,00	808 206,00	92,52
234897	Projet d'appui à la politique nationale de conservation et gestion des forêts et de biodiversité du parc national de la Salonga	Subvention	3 530 000,00	2 814 633,77	715 366,23	79,73
234946	Projet d'appui à la relance des activités de conservation et de valorisation du Parc National de l'Upemba	Subvention	2 530 000,00	2 440 935,36	89 064,64	96,48
354348	Renforcement de la cellule Environnement du ministère de l'Envi. et Dev. durable (ME&DD)	Subvention	463 985,00	449 217,18	14 767,82	96,82
366239	Formation et professionnalisation des gardes de l'ICCN au Parc national des Virunga	Subvention	350 381,00	350 381,00	0,00	100,00
391518	Projet d'électrification rurale de Lubero en périphérie du Parc national des Virunga	Subvention	3 140 000,00	2 234 150,33	905 849,67	71,15
<b>TOTAUX</b>			34 262 572,00	23 244 974,18	11 017 597,82	67,84

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo

## PROGRAMME D'AIDE AU COMMERCE

Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON-DUE : OP)

Numéro du Projet : 021348

Montant Engagé : 16 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
253629	Contrat de services AT UGP Aide au Commerce	Service	2 062 136,00	1 891 398,76	170 737,24	91,72
259045	DP 0 UGP Aide au Commerce	Devis - Programme	476 000,00	120 631,76	355 368,24	25,34
266115	DP 1 Programme Aide au Commerce	Devis - Programme	1 813 900,00	490 351,37	1 323 548,63	27,03
273234	Formation des Formateurs de la RD Congo aux actes uniformes OHADA	Service	314 037,00	272 737,60	41 299,40	86,85
293146	DP 2 Programme d'Aide au Commerce	Devis - Programme	975 000,00	621 611,44	353 388,56	63,76
295753	Contrat de fourniture de matériels informatiques et bureautiques au profit de la Direction Générale des Douanes et Accises	Fournitures	378 657,73	378 657,73	0,00	100,00
303962	Fourniture de matériels et fourniture de laboratoire au profit de l'Office Congolais de Contrôle (OCC)/laboratoire de Lubumbashi	Fournitures	377 576,34	377 576,34	0,00	100,00
311327	Fourniture matériels de laboratoire au profit de l'OCC - Dir. gén. KIN	Fournitures	708 885,14	708 885,14	0,00	100,00
314649	Construction et réhabilitation de bâtiment pour des tribunaux de commerce à Kananga en RDC (Lot 4)	Travaux	185 262,88	184 880,66	382,22	99,79
314707	Construction et réhabilitation de bâtiment pour des tribunaux de commerce à Boma en RDC (Lot 1)	Travaux	94 018,02	27 339,70	66 678,32	29,08
314710	Construction et réhab. bâtiment tribunaux Cce Kolwezi RDC (Lot 3)	Travaux	195 463,64	128 837,78	66 625,86	65,91
314711	Construction et réhab. bâtiment tribunaux Cce à Butembo RDC (Lot2)	Travaux	253 007,06	215 151,64	37 855,42	85,04
317594	DP 3 Programme d'Aide au Commerce	Devis - Programme	2 276 354,00	1 304 068,60	972 285,40	57,29
317615	Réhabilitation des bureaux de douanes (Lot 1 Kin Aéroport)	Travaux	40 612,72	39 253,72	1 359,00	96,65
317624	Réhabilitation des bureaux de douanes à Kananga (Lot 2)	Travaux	48 497,96	48 494,70	3,26	99,99
317627	Réhabilitation des bureaux de douanes de Mbuji Mayi (Lot 3)	Travaux	36 922,03	36 918,76	3,27	99,99
317660	Réhabilitation des bureaux de douanes de Mwene Ditu (Lot4)	Travaux	35 741,00	35 066,00	675,00	98,11
317705	Réhabilitation des bureaux de douanes de Mokambo (Lot 5)	Travaux	59 324,63	56 930,27	2 394,36	95,96
317706	Réhabilitation des bureaux de douanes de KALEMIE (Lot 6)	Travaux	35 000,00	35 000,00	0,00	100,00
317707	Réhabilitation des bureaux de douanes de Bunia Ville (LOT 7)	Travaux	77 891,70	63 495,16	14 396,54	81,52
340199	Fourniture de matériels informatiques et bureautiques à la direction générale des douanes et accises (DGDA)	Fournitures	228 110,00	228 110,00	0,00	100,00
342576	Travaux de construction de deux bureaux des douanes à Aru et Mahagi (LOT1 ARU)	Travaux	196 478,18	202 534,92	-6 056,74	103,08
342580	Travaux de construction de deux bureaux des douanes à Aru et Mahagi (LOT2 MAHAGI)	Travaux	194 939,73	194 939,73	0,00	100,00
348732	Fourniture équipements informatiques et mobiliers tribunaux de commerce Boma, Butembo et Kananga	Fournitures	21 553,00	21 553,00	0,00	100,00
348735	Fourniture équipements informatiques et mobiliers tribunaux de commerce Boma, Butembo, Kolwezi et Kananga	Fournitures	22 737,00	22 737,00	0,00	100,00
348736	Fourniture équipements informatiques mobiliers pour tribunaux de commerce Boma, Butembo, Kolwezi et Kananga (LOT3)	Fournitures	22 737,00	22 737,00	0,00	100,00
348774	Fourniture équipements informatiques et mobiliers pour les tribunaux de commerce Boma, Butembo, Kolwezi et Kananga (LOT4)	Fournitures	21 852,00	21 852,00	0,00	100,00
348823	Fourniture équipements informatiques, machine à écrire et mobiliers de bureau pour le tribunal de commerce de Boma (LOT5)	Fournitures	21 210,65	21 210,65	0,00	100,00
348824	Fourniture équipements informatiques, machine à écrire et mobiliers de bureau pour le tribunal de commerce de Butembo	Fournitures	26 530,65	26 530,65	0,00	100,00
349097	Fourniture équipements informatiques, machine à écrire et mobiliers de bureau pour le tribunal de commerce de Kolwezi	Fournitures	27 005,65	27 005,65	0,00	100,00
349098	Fourniture équipements informatiques, machines à écrire et mobiliers pour le tribunal de commerce de Kananga	Fournitures	24 535,65	24 535,65	0,00	100,00
353638	Travaux de construction et réhabilitation du tribunal de commerce de Boma	Travaux	176 564,39	44 009,60	132 554,79	24,93
357957	Fourniture de matériel de laboratoire à l'Office Congolais de Contrôle (OCC) en RD Congo	Fournitures	806 377,05	806 377,05	0,00	100,00
<b>TOTAUX</b>			12 234 918,80	8 701 420,03	3 533 498,77	71,12

# BILAN FINANCIER

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo

## PROGRAMME D'APPUI AUX PARLEMENTS

Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 021349

Montant Engagé : 4 685 670,90 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
259789	Contrat d'assistance technique au projet d'appui aux parlements	Services	1 990 875,00	1 916 884,99	73 990,01	96,28
266597	DP0 du Programme d'Appui aux Parlements	Devis - Programme	441 584,00	260 137,05	181 446,95	58,91
279246	DP1 du Programme d'Appui aux Parlements	Devis - Programme	1 408 452,00	1 208 615,52	199 836,48	85,81
318791	DP2 du Programme d'Appui aux Parlements	Devis - Programme	1 198 570,00	1 117 586,18	80 983,82	93,24
<b>TOTAUX</b>			<b>5 039 481,00</b>	<b>4 503 223,74</b>	<b>536 257,26</b>	<b>89,36</b>

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo

## PROGRAMME D'APPUI A LA REFORME DE LA POLICE

Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 021350

Montant Engagé : 17 000 000,00 €

CONTRATS		CONTRATS EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
258597	Support à la réforme de la gestion des ressources humaines de la Police nationale congolaise (PNC), Phase III.	5 500 000,00	0,00	5 500 000,00	0,00
278005	Assistance technique au Projet d'appui à la réforme de la PNC	1 177 020,00	1 154 802,50	22 217,50	98,11
282407	DPO - Programme d'appui à la réforme de la Police (PARP)	153 600,00	119 720,72	33 879,28	77,94
292569	DP1 - PARP	639 750,00	553 280,78	86 469,22	86,48
327955	Travaux d'extension des locaux du Service de Gestion et Entretien des Infrastructures (SGEI)/ Commissariat général de la PNC	164 193,88	158 247,23	5 946,65	96,38
328995	Contrôle des travaux d'extension des locaux du Service de Gestion et Entretien des Infrastructures du Commissariat général de la PNC	14 000,00	11 200,00	2 800,00	80,00
330527	Etudes, surveillance et contrôle des travaux de construction de l'académie de Police à Kimpoko (N'sele)	278 900,00	96 000,00	182 900,00	34,42
342345	Assistance technique au Programme d'appui à la réforme de la PNC (PARP)	3 299 640,00	3 292 103,77	7 536,23	99,77
348378	DP de démarrage PARP II	544 145,00	274 480,60	269 664,40	50,44
353634	DP1 PARP II	1 692 387,58	1 657 680,19	34 707,39	97,95
373132	Travaux de construction de la première phase de l'académie de la police de Kimpoko (ACAPOL)	2 858 520,85	918 055,88	1 940 464,97	32,12
374962	AXCESS-CONGO : Surveillance et contrôle des travaux de construction de l'ACAPOL	370 310,00	256 777,74	113 532,26	69,34
388057	Mission d'appui au Maître d'ouvrage pour le suivi des travaux de construction de l'ACAPOL de Kimpoko (phase1)	69 300,00	35 560,00	33 740,00	51,31
<b>TOTAUX</b>		<b>16 761 767,31</b>	<b>8 527 909,41</b>	<b>8 233 857,90</b>	<b>50,88</b>

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo

## PROJET D'APPUI A LA REFORME DE LA JUSTICE

Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 021351

Montant Engagé : 30 227 736,77 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
270320	Assistance technique au Projet d'appui à la réforme de la justice (PARJ)	Service	8 053 630,00	7 742 013,94	311 616,06	96,13
278134	Programme d'appui à la réforme de la Justice - PARJ - Devis Programme 0	Devis - Programme	166 772,00	50 703,00	116 069,00	30,40
299020	Programme d'appui à la réforme de la Justice - PARJ - Devis Programme 1	Devis - Programme	2 501 000,00	1 457 031,47	1 043 968,53	58,26
302237	Fourniture de materiel informatique et scanner au profit du PARJ	Fournitures	16 577,00	16 577,00	0,00	100,00
306638	Fourniture, mise en service et service après-vente de 10 vehicules de type 4x4 au profit de l'UGP PARP	Fournitures	314 000,00	314 000,00	0,00	100,00
318807	Etude archit. et techn. pour la construction et la réhab. des infra. jud. et pén. (Lot 1) : Etudes relatives à la construction d'un institut national de Formation Judiciaire de Kinshasa	Travaux	44 847,00	17 938,80	26 908,20	40,00
319011	Etude archit. et techn. de construction et réhab. des infra. jud. et pén. (Lot2) : Etude sur la construction TGI Kananga, Tshikapa et Luebo + TRIPAIX	Travaux	41 697,00	16 678,80	25 018,20	40,00
319013	Etude archit. et techn. pour la construction et réhab. des infra. jud. et pén. (Lot3) : Etudes relatives à la réhabilitation prison de Tshikapa	Travaux	18 549,00	7 419,60	11 129,40	40,00
319014	Etude archit. et techn. pour la construction et réhab. des infra. jud. et pén. (Lot 4) : Etudes relatives à la réhabilitation prison de Luebo	Travaux	76 482,00	30 592,80	45 889,20	40,00
319015	Etude archit. et techn. pour la construction et réhab. des infra. jud. et pén. (Lot 5) : Etudes relatives à la réhabilitation de la prison de Boma	Travaux	32 751,00	13 100,40	19 650,60	40,00
319016	Etude archit. et techn. pour la construction et réhab. des infra. jud. et pén. (Lot 6) : Etudes relatives à la réhabilitation de la prison de Matadi et Mbanza	Travaux	27 774,00	11 109,60	16 664,40	40,00
330924	Travaux de réhabilitation bureau, antenne UGP-PARJ-KANANGA	Travaux	44 384,34	27 258,24	17 126,10	61,41
337993	Travaux de réhabilitation du ministère de la Justice et Droits humains, Kinshasa-RDC	Travaux	1 206 158,03	1 317 898,35	-111 740,32	109,26
339046	Fourniture, livraison et mise en service de mobiliers de bureau dans les provinces de Kinshasa, Bas-Congo et Kasai.OCC	Fournitures	58 902,00	58 902,00	0,00	100,00
339049	Fourniture des mobiliers de bureau du nouveau Palais de Justice (Lot 4)	Fournitures	175 002,00	175 002,00	0,00	100,00
339076	Fourniture, livraison et mise en service d'équipements informatiques dans les provinces de Kinshasa, Bas-Congo et Kasai	Fournitures	61 566,27	61 566,27	0,00	100,00
343109	Programme d'appui à la réforme de la Justice - PARJ - Devis Programme 2	Devis - Programme	4 438 232,00	3 746 881,81	691 350,19	84,42
344107	Surveillance et contrôle des travaux de réhabilitation des locaux du MJDH	Services	63 250,00	63 250,00	0,00	100,00
352456	Assistance technique au Secrétariat du GT JDH	Services	98 241,75	98 241,70	0,05	100,00
356872	Visibilité des actions du PARJ et de ses bailleurs de fonds & Impressions des documents et ouvrages à kinshasa, Matadi et Kananga	Services	325 116,88	246 657,88	78 459,00	75,87
359068	Mise à disposition de salles de séminaires et services pour la restauration pour les états généraux de la Justice	Services	140 000,00	140 000,00	0,00	100,00
359371	Travaux de construction d'un institut national de formation judiciaire	Travaux	1 569 392,82	1 634 313,07	-64 920,25	104,14
359679	Fourniture et installation d'un ascenseur au MJDH	Fournitures	64 100,00	54 485,00	9 615,00	85,00
359682	Fourniture, installation et mise en service d'un groupe électrogène au MJDH	Fournitures	52 090,50	52 090,50	0,00	100,00
359828	Rénovation des façades du MJDH	Travaux	161 666,57	143 609,76	18 056,81	88,83
360937	Surveillance et contrôle des travaux de construction de deux TGI et deux TRIPAIX de K.OCC et INFJ Kinshasa	Services	1 269 699,00	1 240 572,52	29 126,48	97,71
361398	Surveillance et contrôle des travaux de renovation des façades du MJDH	Services	17 000,00	17 000,00	0,00	100,00
362296	Construction du tribunal de grande instance de Tshikapa (Lot 2)	Travaux	1 801 939,38	1 353 451,90	448 487,48	75,11
362417	Travaux de construction d'un tribunal de grande instance à Kananga dans la Province du Kasai Occidental (Lot 1)	Travaux	1 620 281,28	1 707 064,53	-86 783,25	105,36
366713	Fourniture et livraison de 50 motos (Lot 3)	Fournitures	163 570,00	163 570,00	0,00	100,00
368430	Assistance technique au Secrétariat du Groupe Thématique Justice et Droits Humains (GT JDH)	Services	193 616,50	193 616,50	0,00	100,00
370781	Fourniture et livraison d'un bus à Kinshasa (Lot 4)	Fournitures	62 400,00	62 400,00	0,00	100,00
370848	Fourniture et livraison de véhicules 4x4, Fourgons cellulaires, Motos, Camion et Bus pour le renforcement du Secrétariat Judiciaire	Fournitures	252 275,00	252 275,00	0,00	100,00

370857	Fourniture et livraison véhicules 4x4, Fourgons cellulaires, motos, camion et bus pour le renforcement du lot 3	Fournitures	102 685,00	102 685,00	0,00	100,00
371581	Travaux de réhabilitation de la prison de Luzumu dans la province du Bas-Congo en RDC	Travaux	3 127 096,27	2 806 910,84	320 185,43	89,76
372470	Fourniture, livraison et mise en service d'équipements informatiques à Kinshasa, à Matadi et à Kananga, (LOT 1)	Fournitures	55 323,10	55 323,10	0,00	100,00
372473	Fourniture, livraison et mise en service du groupe électrogène pour le palais de justice de Kananga (Lot2)	Fournitures	14 667,00	14 667,00	0,00	100,00
372476	Fourniture et livraison de mobiliers de bureaux (Kinshasa, Matadi et Kananga) Lot 3	Fournitures	280 577,92	280 577,92	0,00	100,00
372483	SCCM- Fourniture et livraison de mobiliers de bureau spécifique à Kinshasa, (Lot 4)	Fournitures	13 477,50	13 477,50	0,00	100,00
372909	Fourniture et livraison de 2 véhicules 4x4 tous terrains, 4 véhicules tous terrains pour usage, ... (LOT1)	Fournitures	595 472,00	595 472,00	0,00	100,00
372911	Travaux de rénovation du bureau de l'antenne du PARJ, KANANGA	Travaux	16 510,77	16 510,77	0,00	100,00
373320	PRODIMPEX SA	Fournitures	125 240,00	125 240,00	0,00	100,00
374576	UAC- Livraison et montage de mobilier pour le tribunal de grande instance de Kananga (lot 2)	Fournitures	111 030,00	111 030,00	0,00	100,00
373045	Fourniture et livraison mobiliers de bureau pour l'INFJ à Kinshasa (Lot 1)	Fournitures	99 223,00	91 773,64	7 449,36	92,49
374579	Fourniture et livraison de mobiliers pour la prison de Luzumu (Kongo Central) Lot 4	Fournitures	99 320,24	99 320,24	0,00	100,00
374580	Livraison et montage de literie spécialisée pour la Prison de Luzumu (Kongo Central) Lot 5	Fournitures	245 000,00	245 000,00	0,00	100,00
374581	Fourniture et montage d'équipements de cuisine prison de Luzumu (Lot 6)	Fournitures	31 040,00	31 040,00	0,00	100,00
380789	Reprise des travaux de construction du nouveau Palais de Justice	Fournitures	342 200,00	307 796,36	34 403,64	89,95
<b>TOTAUX</b>			<b>30 391 826,12</b>	<b>27 384 096,81</b>	<b>3 007 729,31</b>	<b>90,10</b>

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo

**PROJET D'APPUI À LA MODERNISATION DES FINANCES PUBLIQUES**

Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 021352

Montant Engagé : 10 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
272406	Assistance technique d'appui au ministère des Finances pour la coordination et l'exécution du Programme d'appui à la modernisation des finances publiques (PAMFIP)	Services	2 681 428,00	2 676 289,76	5 138,24	99,81
272543	Devis-programme n°0 - période de démarrage - PAMFIP	Devis - Programme	297 750,00	178 042,33	119 707,67	59,80
287910	Devis-programme n°1 - période de croisière-PAMFIP	Devis - Programme	1 777 772,00	908 474,67	869 297,33	51,10
328931	Devis-programme de croisière n°2 - PAMFIP	Devis - Programme	1 196 878,00	563 687,18	633 190,82	47,10
338201	AGETIP AT mission de surveillance et contrôle des travaux et réhabilitation des bâtiments de DCP & DGRAD	Services	157 338,00	157 338,00	0,00	100,00
338229	Fourniture matériels informatiques et réseau pour la DGRAD, DCP & DTO	Fournitures	836 092,89	836 092,89	0,00	100,00
340146	Travaux de réhabilitation des bâtiments de la DGRAD à Matadi et Boma et de la division provinciale des Finances à Matadi	Travaux	360 254,09	360 253,54	0,55	100,00
343276	Fourniture d'un progiciel de gestion pour la DGRAD, la DCP et la DTO	Fournitures	315 000,00	236 000,00	79 000,00	74,92
344976	Travaux de réhabilitation et de construction des bâtiments abritant les bureaux de la DCP et de la DGRAD	Travaux	712 893,68	712 893,66	0,02	100,00
352595	Travaux de réhabilitation et construction des bâtiments de la DGRAD et de la division provinciale des Finances à Lubumbashi	Travaux	483 878,59	480 897,13	2 981,46	99,38
356013	Fourniture équipements et mobiliers de bureau à la DGRAD, la DCP et la DTO	Fournitures	259 498,62	256 580,67	2 917,95	98,88
361040	Devis-programme n°3 - PAMFIP	Devis - Programme	671 000,00	335 048,85	335 951,15	49,93
374871	BGC - Travaux de construction et de réhabilitation des bâtiments abritant les bureaux de la DGRAD et de la division provinciale	Travaux	262 685,31	234 789,08	27 896,23	89,38
375212	Devis-programme de croisière n°4 - PAMFIP	Devis - Programme	1 126 869,80	942 151,85	184 717,95	83,61
374872	Travaux de construction et réhabilitation bureaux DGRAD et DP Finances à l'équateur, Mbandaka	Travaux	210 931,43	98 423,56	112 507,87	46,66
374875	Réhabilitation du bâtiment de la division provinciale des Finances du Kasai Central à Kananga	Travaux	46 008,14	40 203,34	5 804,80	87,38
374881	Mission de surveillance et de contrôle des travaux de construction et réhabilitation bâtiments DGRAD et DP Finances	Travaux	57 000,00	51 300,00	5 700,00	90,00
<b>TOTAUX</b>			<b>11 453 278,55</b>	<b>9 068 466,51</b>	<b>2 384 812,04</b>	<b>79,18</b>

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo

**PROGRAMME D'APPUI À L'ORDONNATEUR NATIONAL DU FED**

Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 021425

Montant Engagé : 6 556 254,94 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
259268	Devis-programme n° 1, projet d'appui à l'Ordonnateur National du FED (01/01-31/12/11)	Devis - Programme	1 297 312,77	1 261 797,81	35 514,96	97,26
259568	Assistance technique en appui à l'Ordonnateur national du FED en RDC	Services	1 047 994,00	1 017 947,11	30 046,89	97,13
280689	Devis-programme n° 2, projet d'appui à l'Ordonnateur National du FED	Devis - Programme	1 299 914,07	1 267 527,37	32 386,70	97,51
306950	Devis-programme n° 3, projet d'appui à l'Ordonnateur National du FED	Devis - Programme	1 445 875,34	1 396 276,94	49 598,40	96,57
330542	Devis-programme n° 4, projet d'appui à l'Ordonnateur National du FED	Devis - Programme	1 479 526,36	1 473 240,16	6 286,20	99,58
<b>TOTAUX</b>			<b>6 570 622,54</b>	<b>6 416 789,39</b>	<b>153 833,15</b>	<b>97,66</b>

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo

**PROGRAMME D'APPUI AU PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT SANITAIRE**

Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 021511

Montant Engagé : 53 857 442,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
237231	Travaux de construction de la Centrale d'Approvisionnement et de Distribution de Médicaments Essentiels de Bunia (CADIMEBU)	Travaux	284 705,56	168 039,49	116 666,07	59,02
252047	Devis-programme n° 0 PA PNDS - actions au niveau périphérique et intermédiaire -oct-dec 2010	Devis - Programme	2 015 104,00	1 638 614,82	376 489,18	81,32
252050	Devis-programme n° 0, période de démarrage octobre-décembre 2010	Devis - Programme	103 416,00	65 795,92	37 620,08	63,62
252220	Livraison MEC province du K.OCC, 12 mois	Fournitures	245 936,82	245 936,76	0,06	100,00
252240	Livraison MEC province du K.OR, 12 mois	Fournitures	322 999,07	322 999,06	0,01	100,00
254649	Assistance technique au PA PNDS	Services	8 459 328,00	8 438 345,54	20 982,46	99,75
261345	Devis-programme n° 1 CAG	Devis - Programme	374 682,00	308 446,19	66 235,81	82,32
261605	DP1 Activités au niveau périphérique - Nord Kivu	Devis - Programme	1 458 167,00	1 324 043,77	134 123,23	90,80
261985	Préparation et suivi des marchés d'infrastructures et équipements (PSIE) dans le cadre du PA PNDS	Fournitures	1 251 500,00	1 251 500,00	0,00	100,00
262032	Devis-programme n°1, Actions au niveau périphérique- Province du Kasai Orientale	Devis - Programme	1 004 475,39	917 489,10	86 986,29	91,34
262036	Devis-programme n° 1, Actions au niveau périphérique - province du Kasai Occidental	Devis - Programme	972 064,25	833 381,32	138 682,93	85,73
262048	Devis-programme n° 1, Actions au niveau périphérique dans la province orientale	Devis - Programme	829 965,00	545 152,11	284 812,89	65,68
262049	Devis programme n° 1 Actions au niveau intermédiaire	Devis - Programme	2 080 767,00	1 732 092,85	348 674,15	83,24
265664	Gestion de l'achat de services et l'amélioration du fonctionnement des services de santé dans la Province Orientale	Services	319 828,00	319 800,89	27,11	99,99
266773	Gestion financière des fonds destinés aux services de santé dans la province du Kasai Occidental	Services	511 724,00	498 336,45	13 387,55	97,38
266796	Gestion financière des fonds destinés aux services de santé dans la province du Kasai Oriental	Services	511 724,00	484 454,39	27 269,61	94,67
266797	Gestion financière des fonds destinés aux services de santé dans le Nord-Kivu	Services	511 724,00	510 072,44	1 651,56	99,68
267620	Gestion des fonds de développement des services de Santé	Services	890 000,00	879 052,70	10 947,30	98,77
276188	Investissements pour les prérequis dans les zones de Santé couvertes par le PA PNDS	Fournitures	1 760 769,00	1 669 015,95	91 753,05	94,79
288073	Devis-programme n° 2, Activités au niveau périphérique, Nord-Kivu	Devis - Programme	2 427 880,00	2 165 605,06	262 274,94	89,20

288077	Devis-programme n° 2, Actions au niveau périphérique - Kasai orientale	Devis - Programme	3 052 460,00	2 297 545,37	754 914,63	75,27
288079	Devis-programme n° 2, Actions au niveau périphérique - Province orientale	Devis - Programme	1 708 020,00	1 501 899,02	206 120,98	87,93
288081	Devis-programme n° 2, Actions au niveau périphérique - Kasai occidental	Devis - Programme	2 783 119,00	2 325 751,11	457 367,89	83,57
288083	Devis-programme n° 2, CAG - Actions au niveau central	Devis - Programme	652 632,00	542 639,14	109 992,86	83,15
300213	Devis-programme n° 2, Actions au niveau intermédiaire (ANI)	Devis - Programme	2 631 539,00	1 675 849,57	955 689,43	63,68
327078	Construction et réhabilitation de l'hôpital général de référence de Masuika (Lot 7)	Travaux	238 695,28	86 200,87	152 494,41	36,11
327198	Travaux de réhabilitation de l'HGR de KABINDA (Lot 1)	Travaux	1 395 819,99	1 395 237,12	582,87	99,96
327232	Construction de l'HGR et du Centre de santé de Mambasa (Lot 3)	Travaux	758 575,96	422 371,46	336 204,50	55,68
327239	Construction du bureau de la division provinciale de la Santé à Mbuji-Mayi (lot 4)	Travaux	244 110,80	127 201,70	116 909,10	52,11
327248	Construction d'un bâtiment annexe de l'HGR de MASEREKA (lot 2)	Travaux	614 753,12	277 385,56	337 367,56	45,12
327249	Réhabilitation de l'HGR de Tshilenge (Lot 2)	Travaux	291 544,31	82 814,99	208 729,32	28,41
327287	Construction de la centrale d'approvisionnement et distribution des médicaments essentiels de Kananga (lot 5)	Travaux	375 676,06	174 924,69	200 751,37	46,56
329825	Devis-programme n° 3 CAG	Devis - Programme	295 000,00	275 762,66	19 237,34	93,48
333358	Devis-programme n°3, Actions au niveau périphérique, Nord-Kivu	Devis - Programme	2 255 299,00	2 215 530,74	39 768,26	98,24
335594	Devis-programme n°3, ANI-FDSS	Devis - Programme	2 132 970,00	1 500 422,75	632 547,25	70,34
335660	Devis-programme n°3, FASS Province orientale - PAPNDS	Devis - Programme	1 318 035,00	1 317 145,80	889,20	99,93
335663	Devis-programme n°3, FASS K.OR - PAPNDS	Devis - Programme	1 543 334,00	1 377 461,87	165 872,13	89,25
335665	Devis-programme n° 3, FASS K.OCC - PAPNDS	Devis - Programme	1 327 839,00	1 257 266,15	70 572,85	94,69
344790	Travaux de réhabilitation et construction de l'HGR de Kyondo et de l'HGR de Musienene au Nord-Kivu dans le cadre de la réhabilitation	Travaux	710 112,45	610 831,56	99 280,89	86,02
344797	Construction et réhabilitation de l'HGR de Mikalayi au Kasai Occidental	Travaux	560 899,68	485 398,12	75 501,56	86,54
346015	Fourniture, livraison et service après-vente de 17 véhicules aux zones de santé, DPS, EUP (Lot1)	Fournitures	305 021,50	305 022,00	-0,50	100,00
346017	Fourniture, livraison et service après-vente de 17 véhicules 4x4 aux zones de santé, DPS, EUP-FASS (Lot2)	Fournitures	256 696,27	256 695,00	1,27	100,00
353686	Atelier d'architecture DDV-Kin	Services	746 153,00	738 676,01	7 476,99	99,00
367189	Mission d'appui au comité de sélection en charge du recrutement au niveau central des cadres du MSP	Services	25 940,70	25 940,70	0,00	100,00
376549	Fourniture et livraisons des produits médicaux pour le renforcement des fonds de roulement de 21 zones de santé	Fournitures	900 000,00	136 715,94	763 284,06	15,19
376580	Fournitures d'équipements biomédicaux à 9 HGR (Lot 1)	Fournitures	721 851,70	719 535,95	2 315,75	99,68
376587	Fourniture d'équipements biomédicaux à 9 HGR (Lot 2)	Fournitures	790 348,58	768 413,28	21 935,30	97,22
376588	Fourniture d'équipements biomédicaux à 9 HGR (Lot 3)	Fournitures	140 918,28	139 872,06	1 046,22	99,26
377103	Fourniture, livraison et installation mobiliers de bureau des DCDR et DPS (Lot 1)	Fournitures	65 144,07	62 623,20	2 520,87	96,13
377127	Fourniture, livraison et installation mobiliers de bureau des DCDR et DPS (Lot 2)	Fournitures	59 276,00	57 145,90	2 130,10	96,41
377434	Fourniture des groupes électrogènes à 5 structures sanitaires (Lot 1)	Fournitures	65 179,40	65 179,40	0,00	100,00
377461	Fourniture des groupes électrogènes à 21 structures sanitaires (Lot 2)	Fournitures	191 028,00	191 028,00	0,00	100,00
377493	Fourniture, équipements informatique, repro et matériels bureau-tique pour 10 HGR, 1 CDR, 1DPS (Lot 1)	Fournitures	127 174,36	117 175,35	9 999,01	92,14
377494	Fournitures équipements informatique, repro et matériels bureau pour 11 HGR, 1 CDR (Lot 2)	Fournitures	116 630,78	106 631,78	9 999,00	91,43
377495	Fournitures de 12 Kits solaires complets à 4 HGR et 1 CDR	Fournitures	158 315,28	158 315,28	0,00	100,00
382313	Travaux de construction d'une centrale d'appro. et de distribution de médicaments essentiels à Kananga	Travaux	1 098 549,78	961 122,94	137 426,84	87,49
382400	Travaux de construction et réhabilitation de la division provinciale de la Santé, Kasai Orientale à Mbuji-Mayi	Travaux	389 561,96	350 605,21	38 956,75	90,00
382410	Travaux de construction et réhabilitation de l'HGR de Tshilenge au Kasai Oriental	Travaux	505 186,56	471 282,14	33 904,42	93,29
<b>TOTAUX</b>			<b>57 890 169,96</b>	<b>49 899 795,20</b>	<b>7 990 374,76</b>	<b>86,20</b>

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**PROGRAMME D'ENTRETIEN ET RÉHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES EN RDC ET AMÉLIORATION DE L'ASSAINISSEMENT URBAIN À KINSHASA (PARAU)**  
 Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 021535  
 Montant Engagé : 109 410 191,99 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
245742	Assistance technique pour la coordination de la cellule de gestion des projets PARAU, PAR II et PAUK	Services	1 126 774,00	0,00	1 126 774,00	0,00
245790	Assistance technique pour la coordination du volet réouverture routes en terre de la cellule de gestion des projets PARAU	Services	667 210,00	0,00	667 210,00	0,00
245797	Assistance technique pour la coordination du volet "Eau et Assainissement" de la cellule de gestion des projets PARAU	Services	951 119,00	0,00	951 119,00	0,00
245799	Assistance technique en tant que coordonnateur adjoint de la cellule de gestion des projets PARAU, PAR II et PAUK	Services	246 364,00	0,00	246 364,00	0,00
248141	Assistance technique pour la coordination du volet entretien routes de la cellule de gestion des projets PARAU et PAR II	Services	239 568,00	0,00	239 568,00	0,00
255186	Fourniture de matériel de transport à Kinshasa	Fournitures	2 923 157,72	2 910 392,24	12 765,48	99,56
256126	Devis-programme de croisière PARAU/PAUK/2010-2011	Devis - Programme	13 454 534,56	12 527 243,28	927 291,28	93,11
258837	Devis-programme de croisière PARAU/PAR/2010-2011	Devis - Programme	14 036 936,00	6 671 656,06	7 365 279,94	47,53
260135	Fourniture d'un bouteur à chenilles	Fournitures	229 996,00	229 996,00	0,00	100,00
262586	Aménagement de la rivière Gombe à Kinshasa	Travaux	6 767 058,52	5 213 829,02	1 553 229,50	77,05
265289	Construction d'un collecteur d'eaux pluviales le long de l'avenue Kabambare à Kinshasa	Travaux	5 358 383,26	5 339 466,68	18 916,58	99,65
265706	Fourniture de 10 303 m3 de gasoil	Fournitures	10 706 431,33	10 706 405,16	26,17	100,00
295872	Devis-programme de croisière n° 2 PARAU/PAUK	Devis - Programme	16 638 218,37	16 638 218,37	0,00	100,00
295916	Devis-programme de croisière n°2 PARAU / PAR	Devis - Programme	13 091 680,26	13 091 640,91	39,35	100,00
307235	Fourniture de lubrifiants divers	Fournitures	127 674,48	127 674,48	0,00	100,00
309149	Construction d'un collecteur d'eaux pluviales le long des avenues Sekou touré et Mbwela dans la Commune de Bandalungwa	Travaux	443 480,53	443 454,00	26,53	99,99
309444	Fourniture de matériel de transport à Kinshasa	Fournitures	285 046,46	285 046,46	0,00	100,00
311205	Fourniture de pneumatiques avec chambre à air pour matériel divers de génie civil	Fournitures	397 296,00	381 297,90	15 998,10	95,97
317638	Fourniture et déchargement de 9 ponts modulaires et de 2 équipements de lancement	Fournitures	1 094 722,00	1 094 722,00	0,00	100,00
318214	Fourniture des pièces d'usure et de rechange des engins de marques Cartepillar et Mecalac	Fournitures	1 266 135,11	1 266 133,86	1,25	100,00
318222	Fourniture des pièces d'usure et de rechange des engins de marques New Holland, Scania et Iveco	Fournitures	1 961 444,10	1 891 724,40	69 719,70	96,45
318224	Fourniture des pièces d'usure et de rechange des engins des marques HBM et HAMM	Fournitures	464 467,88	457 688,71	6 779,17	98,54
320988	DP1 Projet d'appui aux brigades de l'Office des Routes à l'Est de la RDC, phase 2 (PAREST 2)	Devis - Programme	1 980 000,00	981 310,40	998 689,60	49,56
321000	Devis-programme n° 3 PARAU/PAR	Devis - Programme	5 514 973,08	5 504 486,04	10 487,04	99,81
321199	Fournitures et livraison de pneus de camions	Fournitures	1 032 041,55	1 032 041,55	0,00	100,00
321225	Fourniture et livraison d'équipement de laboratoire de travaux publics	Fournitures	354 067,89	264 713,30	89 354,59	74,76
321702	Devis-programme n°3 PARAU/PAUK	Devis - Programme	14 379 462,60	14 275 203,79	104 258,81	99,27
383956	Travaux d'aménagement de la rivière Gombe entre l'avenue de la Démocratie et le Boulevard du 30 Juin	Travaux	1 463 289,77	958 945,29	504 344,48	65,53
388467	Surveillance et contrôle travaux d'aménagement de la rivière Gombe	Services	52 650,00	72 165,80	-19 515,80	137,07
<b>TOTAUX</b>			<b>117 254 182,47</b>	<b>102 365 455,70</b>	<b>14 888 726,77</b>	<b>87,30</b>



# BILAN FINANCIER

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**PROGRAMME D'APPUI À LA NAVIGABILITÉ DES VOIES FLUVIALES ET LACUSTRES EN RDC (PANAV)**  
 Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 021536  
 Montant Engagé : 60 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
267585	Devis-programme n° 0, PANAV	Devis - Programme	422 959,00	254 097,36	168 861,64	60,08
289644	Devis-programme n° 1, PANAV	Devis - Programme	3 195 733,00	1 405 809,10	1 789 923,90	43,99
307880	Assistance technique PANAV	Services	3 992 360,00	2 326 123,96	1 666 236,04	58,26
318130	Fourniture et livraison du matériel roulant du PANAV en RDC	Fournitures	46 601,50	46 601,50	0,00	100,00
322193	Devis-programme de croisière n°2, PANAV	Devis - Programme	1 994 212,91	2 030 983,00	-36 770,09	101,84
354486	Dévis-programme de croisière n°3, PANAV	Devis - Programme	4 241 000,00	2 830 653,78	1 410 346,22	66,74
355129	Assistance technique de coordination des opérations du projet en RDC	Services	616 000,00	610 378,97	5 621,03	99,09
359069	Fourniture, livraison et SAV de matériels et équipements pour mesures hydrographiques, hydrométrie, hydrologiques	Fournitures	286 049,00	262 502,60	23 546,40	91,77
359342	Conception, fabrication et livraison de 13 canons hydrographiques	Fournitures	1 285 069,89	1 285 069,89	0,00	100,00
365284	Fourniture, livraison et installation de dix groupes électrogènes de 275 à 500 kVA (Lot 3)	Fournitures	727 658,00	727 658,00	0,00	100,00
365287	Fourniture, livraison et installation de six élévateurs de minimum 6 tonnes	Fournitures	773 366,60	773 366,60	0,00	100,00
365288	Fabrication, livraison et installation du balisage lumineux des accès portuaires aux ports de Kalemie et Kalundu, Lac Tanganyika	Fournitures	526 610,00	526 610,00	0,00	100,00
365309	Assistance technique - Aménagement et entretien voies navigables et chantier naval et matériels de navigation	Services	1 192 750,00	984 393,13	208 356,87	82,53
365437	Fourniture équipements informatiques et réseau pour le PANAV (Lot 3 Environnement logiciel PANAV)	Fournitures	192 439,33	192 439,33	0,00	100,00
365438	Fourniture équipement informatiques et réseau, (Lot1 Serveurs, ordinateurs, imprimantes, divers)	Fournitures	139 820,00	139 820,00	0,00	100,00
365441	Fourniture d'équipements informatiques et réseau (Lot2 Mise en réseau, onduleurs, groupes électrogènes, climatiseurs)	Fournitures	57 048,00	56 941,00	107,00	99,81
365476	Fourniture carburants, lubrifiants et produits connexes sur le fleuve Congo et rivière Kasai	Fournitures	2 638 525,46	592 631,56	2 045 893,90	22,46
365708	Mission d'Assistance technique : Expert Hydrologue/Hydrographe	Services	409 469,00	368 522,10	40 946,90	90,00
366073	Acquisition et post-traitement images aériennes optiques et Lidar bief moyen fleuve Congo et rivière Kasai en RDC	Fournitures	1 674 800,00	1 674 797,47	2,53	100,00
366157	Fourniture de balises flottantes pour la réalisation du balisage fixe sur le fleuve Congo et la rivière Kasai en RDC	Fournitures	1 348 629,00	1 348 629,00	0,00	100,00
366259	Fourniture, livraison et installation équipements pour les opérations de chargement et de déchargement dans les ports	Fournitures	5 412 838,90	5 412 838,90	0,00	100,00
366261	Fourniture et livraison de matériels pour la fabrication et le mouillage de 300 bouées	Fournitures	509 239,75	509 239,75	0,00	100,00
367215	Fourniture, livraison, mise en service et service après-vente des matériels et équipements pour les mesures hydrographiques	Fournitures	408 572,00	375 774,00	32 798,00	91,97
367216	Fourniture, livraison, mise en service et SAP matériels et équipements pour mesures hydrographiques (Lot 3)	Fournitures	320 738,00	320 738,00	0,00	100,00
367217	Fourniture, livraison, mise en service et SAP matériels équipements mesures hydrologiques (Lot 4)	Fournitures	109 728,00	109 728,00	0,00	100,00
367218	Fourniture, livraison, mise en service et SAP matériels et équipements mesures hydrographiques (Lot 5)	Fournitures	1 640 010,00	1 640 010,00	0,00	100,00
367751	Réhabilitation du baliseur KAUKA	Travaux	1 627 696,05	1 355 748,84	271 947,21	83,29
367827	Réhabilitation du baliseur LOMELA (Lot 1)	Travaux	718 835,43	701 390,71	17 444,72	97,57
371026	Fourniture, livraison et service après-vente signaux de balisage fixe de rive et des échafaudages et matériels liés au P	Fournitures	1 952 120,00	1 952 099,50	20,50	100,00
373660	Assistance technique contrôleur de gestion PANAV - GAYE ALE	Services	345 491,76	343 391,76	2 100,00	99,39
375203	CICOS	Services	989 386,20	890 447,58	98 938,62	90,00

380164	Devis-programme n°4, PANAV	Devis - Programme	4 650 000,00	1 755 532,74	2 894 467,26	37,75
383720	Etude hydraulique monodimensionnelle du fleuve Congo et de la rivière Kasai	Services	199 000,00	59 700,00	139 300,00	30,00
383271	ARTELIA	Fournitures	290 000,00	87 000,00	203 000,00	30,00
383884	Assistance technique opérationnelle au centre de traitement des données de la RVF	Services	1 967 520,00	894 883,83	1 072 636,17	45,48
384117	Fourniture, livraison et installation d'équipements opérations de chargement et déchargement (Lot 1)	Fournitures	837 299,90	837 299,90	0,00	100,00
384118	Fourniture, livraison et installation d'un élévateur de 6 tonnes	Fournitures	134 486,94	134 486,94	0,00	100,00
386177	Conception, fabrication des bateaux multifonctions modulaires à la RVF	Fournitures	3 596 388,82	1 438 555,53	2 157 833,29	40,00
386265	Conception, fabrication des bateaux multifonctions modulaires à la RVF (Lot 3)	Fournitures	765 000,00	758 115,00	6 885,00	99,10
386381	Travaux d'installation des échelles et stations limnimétriques le long du fleuve Congo et rivière Kasai	Fournitures	5 177 977,00	4 658 603,36	519 373,64	89,97
387315	Assistance technique de coordination des opérations du PANAV	Services	339 700,00	267 369,53	72 330,47	78,71
388315	Fourniture de machines, équipements et consommables pour le slipway du chantier naval RVF	Fournitures	383 670,00	153 468,00	230 202,00	40,00
390128	Travaux de réhabilitation deux entrepôts vétustes, port de Kalundu (Lot 1)	Travaux	154 957,08	0,00	154 957,08	0,00
390394	Travaux de réhabilitation deux entrepôts vétustes, port de Kalundu (Lot 2)	Travaux	109 891,12	0,00	109 891,12	0,00
390395	Travaux de réhabilitation deux entrepôts vétustes, port de Kalundu (Lot 3)	Travaux	164 993,12	116 314,87	48 678,25	70,50
390397	Travaux de réhabilitation deux entrepôts vétustes, port de Kalundu (Lot 4)	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00
390399	Travaux de réhabilitation deux entrepôts vétustes, port de Kalundu (Lot 5)	Travaux	14 084,40	5 778,39	8 306,01	41,03
390529	Travaux de réhabilitation entrepôt vétuste port de Kisangani (Lot 1)	Travaux	307 267,35	172 378,39	134 888,96	56,10
390544	Travaux de réhabilitation entrepôt vétuste port de Kisangani (Lot 2)	Travaux	133 281,00	0,00	133 281,00	0,00
390546	Travaux de réhabilitation entrepôt vétuste port de Kisangani (Lot 3)	Travaux	218 997,29	178 884,68	40 112,61	81,68
390666	Travaux de réhabilitation d'un entrepôt vétuste et aménagement de terre-plein au port de Kisangani	Travaux	255 234,56	58 730,29	196 504,27	23,01
390668	Travaux de réhabilitation d'un entrepôt vétuste et aménagement de terre-plein au port de Kisangani	Travaux	73 250,00	45 540,00	27 710,00	62,17
390702	Travaux de réhabilitation bâtiments des ateliers de chantier naval RVF (Lot 1)	Travaux	339 061,27	106 014,23	233 047,04	31,27
390704	Travaux de réhabilitation bâtiments des ateliers de chantier naval RVF (Lot 2)	Travaux	134 830,00	33 931,46	100 898,54	25,17
390705	Travaux réhabilitation bâtiments des ateliers de chantier naval RVF (Lot 3)	Travaux	158 849,38	133 122,73	25 726,65	83,80
391164	Travaux de construction d'un nouvel entrepôt au port de Mbandaka	Travaux	489 026,61	48 902,66	440 123,95	10,00
392741	Fourniture pièces de rechange, petits matériels et consommables bateaux RVF en RDC	Fournitures	675 190,66	270 076,26	405 114,40	40,00
392780	Devis - Programme n° 5, PANAV	Devis - Programme	4 950 000,00	2 937 607,60	2 012 392,40	59,35
<b>TOTAUX</b>			<b>66 315 713,28</b>	<b>47 201 731,78</b>	<b>19 113 981,50</b>	<b>71,18</b>

# BILAN FINANCIER

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**PROGRAMME D'APPUI AU DÉMARRAGE DE LA DÉCENTRALISATION EN RDC (PA2D)**  
 Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 021561  
 Montant Engagé : 15 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
260579	Assistance technique au PA2D	Services	3 919 280,00	3 763 861,40	155 418,60	96,03
269830	Devis-programme de démarrage - PA2D	Devis - Programme	189 450,00	93 522,71	95 927,29	49,37
282503	Devis-programme n°1 - période de croisière PA2D	Devis - Programme	2 086 000,00	989 038,74	1 096 961,26	47,41
300187	Recrutement d'un bureau d'études et de contrôle des travaux de réhabilitation de la division provinciale des finances du Nord-Kivu et de la maison communale de Goma	Services	85 340,00	28 691,59	56 648,41	33,62
300188	Recrutement d'un bureau d'études et de contrôle des travaux de construction du siège de l'Assemblée provinciale et de l'hôtel du gouvernement de la province du Nord-Kivu	Services	262 320,00	119 477,85	142 842,15	45,55
300937	Marché de service pour le recrutement d'un bureau d'études et de contrôle des travaux de construction du siège de l'Assemblée provinciale	Services	175 720,00	158 863,20	16 856,80	90,41
300944	Etudes et contrôle des travaux de réhabilitation et d'extension des bâtiments du ministère de l'Intérieur, Sécurité et décentralisation	Travaux	85 636,00	75 909,40	9 726,60	88,64
325094	Devis-programme n°2 PA2D	Devis - Programme	2 900 000,00	1 991 982,08	908 017,92	68,69
356261	Travaux de construction du siège de l'assemblée provinciale du Nord-Kivu en RDC	Travaux	1 337 932,50	266 270,48	1 071 662,02	19,90
356262	Travaux de construction de l'Hôtel du gouvernement du Nord-Kivu en RDC	Travaux	856 923,57	160 297,72	696 625,85	18,71
356263	Travaux de construction du gouvernorat du Nord-Kivu en RDC	Travaux	503 412,33	185 461,53	317 950,80	36,84
358279	Travaux de construction du bâtiment abritant le siège de l'assemblée provinciale de Kinshasa	Travaux	1 535 920,95	1 532 935,13	2 985,82	99,81
360558	Travaux de Réhabilitation et extension du bâtiment du ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières	Travaux	936 859,94	803 309,55	133 550,39	85,74
361140	Fourniture, livraison & installation de mobiliers au MISDAC et dans les institutions provinciales de Kinshasa et du Nord-Kivu	Fournitures	473 434,67	462 712,98	10 721,69	97,74
366662	Fourniture de matériel informatique au MISDAC et dans les Institutions provinciales de Kinshasa et Nord- Kivu	Fournitures	289 988,35	289 988,35	0,00	100,00
376490	Contrôle et surveillance des travaux de construction de l'assemblée provinciale, de l'Hôtel du Gouvernement et du Gouvernorat	Services	336 042,25	225 989,45	110 052,80	67,25
<b>TOTAUX</b>			<b>15 974 260,56</b>	<b>11 148 312,16</b>	<b>4 825 948,40</b>	<b>69,79</b>

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**FACILITÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE III**  
 Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 021694  
 Montant Engagé : 2 721 293,26 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
241805	Devis-programme - Facilité de coopération technique iii	Devis - Programme	280 000,00	200 268,97	79 731,03	71,52
249008	Ex-ante Audit VFLEX 2010	Services	148 000,00	0,00	148 000,00	0,00
251843	Mission d'identification du projet d'amélioration des soins des santé destinés aux victimes de violences sexuelles	Services	56 085,42	0,00	56 085,42	0,00
255442	Assistance technique au CSR - Prolongation de la mission de l'UGP SRPNC	Services	21 920,00	0,00	21 920,00	0,00
266852	Devis-programme 2 - Facilité Coopération Technique III	Devis - Programme	429 200,00	376 934,24	52 265,76	87,82
269439	Contribution de l'UE à l'Enquête 1-2-3	Subvention	461 689,00	461 689,00	0,00	100,00
307862	Devis-programme 3 - Facilité Coopération Technique III	Devis - Programme	347 680,00	165 165,00	182 515,00	47,50
<b>TOTAUX</b>			<b>1 744 574,42</b>	<b>1 204 057,21</b>	<b>540 517,21</b>	<b>69,02</b>

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DE LA JUSTICE À L'EST DE LA RDC (PARJE)**  
 Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 022398  
 Montant Engagé : 18 435 295,90 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
300422	Uhaki safi : ASF Rapprocher la justice de justiciables à l'Est de la RDC	Subvention	5 000 000,00	4 573 621,56	426 378,44	91,47
300423	RCN Projet d'appui à la justice à l'Est de la RDC	Subvention	4 998 700,00	4 929 430,88	69 269,12	98,61
324918	Assistance technique au programme d'appui au renforcement de la justice à l'Est de la RDC «UHAKI SAFI»	Services	2 593 957,50	2 446 323,44	147 634,06	90,00
331042	Devis-programme de démarrage	Devis - Programme	338 738,00	185 533,61	153 204,39	54,77
348388	Devis-programme 01	Devis - Programme	1 400 000,00	880 128,61	519 871,39	62,87
2362882	Etudes de conception et direction de travaux de construction/réhabilitation	Travaux	151 500,00	147 150,00	4 350,00	88,12
374546	Entrasco : Travaux de construction du nouveau palais de justice de Goma	Travaux	2 283 767,20	1 320 778,38	962 988,82	30,00
376050	Devis-Programme n° 2	Devis - Programme	409 845,00	293 615,15	116 229,85	72,34
<b>TOTAUX</b>			<b>17 176 507,70</b>	<b>14 776 581,63</b>	<b>2 399 926,07</b>	<b>86,03</b>

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**PROGRAMME D'APPUI À LA STABILISATION ET RECONSTRUCTION DE L'EST DE LA RDC**  
 Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON-DUE : OP)  
 Numéro du Projet : 022551  
 Montant Engagé : 20 620 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
296273	Fournitures pour le rééquipement de l'Office des Routes du Maniema en RDC. (Lot 5)	Fournitures	307 297,00	307 291,00	6,00	100,00
296274	Fournitures pour le rééquipement de l'Office de Routes du Maniema en République Démocratique du Congo. (Lot 2)	Fournitures	1 325 267,94	1 325 267,93	0,01	100,00
296290	Fournitures pour le rééquipement de l'Office de Routes du Maniema en République Démocratique du Congo. (Lot 3)	Fournitures	3 060 422,00	3 060 422,00	0,00	100,00
296295	Fournitures pour le rééquipement de l'Office des Routes du Maniema en RDC. (Lot 4)	Fournitures	212 260,00	0,00	212 260,00	0,00
296297	Fournitures pour le rééquipement de l'Office des Routes du Maniema en RDC. (Lot 1)	Fournitures	1 046 683,04	1 046 683,04	0,00	100,00
312854	Devis-programme de Démarrage	Devis - Programme	674 465,00	154 871,91	519 593,09	22,96
326937	Devis-programme n°1	Devis - Programme	3 004 179,02	1 836 829,82	1 167 349,20	61,14
348603	Devis-programme de croisière 2	Devis - Programme	1 768 125,13	1 728 796,65	39 328,48	97,78
366146	Devis-programme n°3 Projet d'Appui au STAREC (PASTAR)	Devis - Programme	37 160,00	34 392,28	2 767,72	92,55
<b>TOTAUX</b>			<b>11 435 859,13</b>	<b>9 494 554,63</b>	<b>1 941 304,50</b>	<b>83,02</b>

# BILAN FINANCIER

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**PROGRAMME DE STABILISATION ET DE RECONSTRUCTION DES ZONES SORTANT DES CONFLITS ARMÉS**  
 Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 022623  
 Montant Engagé : 4 890 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
266702	Contribuer à l'amélioration de l'état de santé de la population du district sanitaire d'ARU (Ituri) en assurant la qualité des soins de santé primaire	Subvention	4 790 000,00	4 788 894,00	1 106,00	99,98
<b>TOTAUX</b>			4 790 000,00	4 788 894,00	1 106,00	99,98

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**RÉHABILITATION DE LA RN2**  
 Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 022738  
 Montant Engagé : 28 500 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
314592	Réhabilitation des voiries à Goma et RN2 Goma - Sake	Travaux	23 014 113,45	21 276 143,53	1 737 969,92	92,45
336992	Assistance à l'ON du FED en RDC ds phase évaluation des offres et attribution travaux des voiries de Goma et RN2	Services	20 000,00	20 000,00	0,00	100,00
338629	Surveillance et Contrôle des travaux de réhabilitation des voiries de Goma et RN2	Services	2 571 961,00	2 549 942,43	22 018,57	99,14
358030	Recrutement d'une agence pour la réalisation d'une campagne de communication et Visibilité de la réhabilitat* Voiries Goma	Services	40 411,00	40 411,00	0,00	100,00
389228	Surveillance et Contrôle des travaux de réhabilitation des voiries de Goma et RN2	Services	164 754,00	149 288,72	15 465,28	90,61
<b>TOTAUX</b>			25 811 239,45	24 035 785,68	1 775 453,77	93,12

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**RÉHABILITATION DE LA RN1**  
 Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 022739  
 Montant Engagé : 113 700 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
328531	Réhabilitation de la RN1 entre Batshamba et Tshikapa	Travaux	104 500 000,00	103 984 064,61	515 935,39	99,51
333928	Surveillance des travaux de réhabilitation de la RN1 entre Batschamba Tshikapa	Services	3 065 000,00	2 758 500,00	306 500,00	90,00
395485	Actualisation des études sur la RN1	Services	524 392,00	104 878,40	419 513,60	20,00
<b>TOTAUX</b>			108 089 392,00	106 847 443,01	1 241 948,99	98,85

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**FACILITÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE IV**  
 Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 022915  
 Montant Engagé : 6 551 082,97 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
299853	Assistance technique a l'Ordonateur National du FED en RDC pour assurer une meilleure supervision et controle des travaux	Services	190 700,00	178 548,19	12 151,81	93,63
312846	Assistance technique à la PNC	Services	146 460,00	138 838,60	7 621,40	94,80
313724	Surveillance et contrôle des trx de construct* du Pont RUZIZI 1 entre BKV et Cyangugu	Services	177 985,55	160 633,34	17 352,21	90,25
315198	Coordination du groupe thématique Justice et Droits de l'Homme du ministère de la Justice et Droits Humains	Services	72 950,00	61 881,36	11 068,64	84,83
322726	Renforcement de la cellule Environnement du ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme, MECN&T	Services	398 300,00	388 331,00	9 969,00	97,50
325703	AT à l'ON du FED/Phase d'évaluation offres et attribution marché RN1	Services	20 000,00	20 000,00	0,00	100,00
330600	Devis-programme 1 - Facilité de Coopération Technique IV	Devis - Programme	343 143,00	307 507,39	35 635,61	89,61
330683	At-ONFED RDC pr la supervison et contrôle des tvx construction des bâtiments	Services	127 299,52	127 299,52	0,00	100,00
357903	Devis-programme 2 TCF IV	Devis - Programme	173 985,00	163 738,61	10 246,39	94,11
<b>TOTAUX</b>			1 650 823,07	1 546 778,01	104 045,06	93,70

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**PROGRAMME D'APPUI AUX OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT (PAP OMD)**  
 Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 023801  
 Montant Engagé : 40 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
334523	Subvention PAP OMD FASS Nord-Kivu	Subvention	5 150 895,00	5 133 468,95	17 426,05	99,66
335980	Subvention PAP OMD FASS Province Orientale	Subvention	4 984 046,00	4 895 772,57	88 273,43	98,23
335984	Subvention PAP OMD FASS Kasai-Oriental	Subvention	5 240 699,00	4 719 485,60	521 213,40	90,05
335985	Subvention PAP OMD FASS Kasai-Occidental	Subvention	4 610 825,00	4 541 818,76	69 006,24	98,50
367227	Devis-programme de croisiere DEP	Devis - Programme	912 500,00	891 125,00	21 375,00	97,66
374160	Développement Management Professionnel des EUP dans le cadre du PAP OMD 4 & 5	Services	293 005,00	237 685,21	55 319,79	81,12
382274	Recrutement d'une AT pour la surveillance et contrôle des travaux de construction ou réhabilitation structures	Travaux	1 452 235,00	869 250,16	582 984,84	59,86
384200	Avenant 9 au contrat de services AT au PAPNDS/PAP OMD	Services	251 158,00	509 658,00	-258 500,00	202,92
384449	Travaux de réhabilitation et aménagement HGR TSHIBALA au Kasai Central	Travaux	2 061 132,00	733 417,90	1 327 714,10	35,58
384450	Travaux de réhabilitation et aménagement HGR MASUIKA au Kasai Central	Travaux	2 186 485,00	747 573,53	1 438 911,47	34,19
<b>TOTAUX</b>			27 142 980,00	23 279 255,68	3 863 724,32	85,77

# BILAN FINANCIER

## Tableaux financiers 11e FED

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**LRRD - AMÉLIORATION DE L'ÉTAT DE SANTÉ DE LA POPULATION DE 7 ZONES DE LA PROVINCE ORIENTALE**  
 Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 033822  
 Montant Engagé : 5 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
356579	LRRD Amélioration de l'état de santé de la population de 7 zones de la Province orientale	Subvention	5 000 000,00	4 921 717,94	78 282,06	98,43
<b>TOTAUX</b>			<b>5 000 000,00</b>	<b>4 921 717,94</b>	<b>78 282,06</b>	<b>98,43</b>

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**RÉHABILITATION DE LA RN2**  
 Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 022738  
 Montant Engagé : 28 500 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
356797	Devis-programme n° 01	Devis - Programme	1 998 651,34	1 998 648,36	2,98	100,00
373064	Devis-programme n° 02	Devis - Programme	2 682 312,12	2 583 479,73	98 832,39	96,32
383774	Assistance technique à la cellule d'appui à l'ON	Services	669 771,75	406 611,75	263 160,00	60,71
389186	Devis-programme n° 03	Devis - Programme	2 626 294,46	2 479 684,80	146 609,66	94,42
<b>TOTAUX</b>			<b>7 977 029,67</b>	<b>7 468 424,64</b>	<b>508 605,03</b>	<b>93,62</b>

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE 5 (TCF V)**  
 Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 034692  
 Montant Engagé : 12 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
375299	Devis-programme 1 TCF V	Devis - Programme	951 405,00	668 468,54	282 936,46	70,26
389431	Devis-programme 1 Communication et Visibilité	Devis - Programme	299 250,00	203 309,48	95 940,52	67,94
397656	Devis-programme 2 TCF V	Devis - Programme	960 069,00	400 000,00	560 069,00	41,66
398173	Mission d'appui à l'organisation de la clôture du PAMFIP	Service	79 810,00	31 924,00	47 886,00	40,00
400393	Surveillance et contrôle des travaux des TGI Tshikapa et Luzumu	Service	80 900,00	16 180,00	64 720,00	20,00
<b>TOTAUX</b>			<b>2 371 434,00</b>	<b>1 319 882,02</b>	<b>1 051 551,98</b>	<b>55,66</b>

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ-VOLET DÉFENSE (PROGRESS)**  
 Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 036193  
 Montant Engagé : 25 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
360635	Assistance technique au programme d'appui à la réforme du secteur de la sécurité (PROGRESS)	Services	12 995 000,00	7 740 925,04	5 254 074,96	59,57
370387	Devis - programme de Démarrage	Devis - Programme	335 250,00	315 250,00	20 000,00	94,03
378247	Devis - programme de croisière n° 1	Devis - Programme	1 540 000,00	936 402,33	603 597,67	60,81
384038	Etudes et supervision des travaux d'extension du siège du MDNAC-R, RDC à Kinshasa	Services	295 200,00	30 000,00	265 200,00	10,16
386810	Etudes techniques, architecturales et supersion travaux siège MD-NAC-RDC à Kinshasa	Services	77 400,00	16 000,00	61 400,00	20,67
387288	RRSSJ- Appui au rapprochement armée/population à la redevabilité du secteur de la sécurité	Services	500 000,00	269 295,03	230 704,97	53,86
394331	Fourniture, livraison, installation, mise en service et service après vente des équipements informatiques	Fournitures	398 550,79	329 144,89	69 405,90	82,59
394396	ZETES (lot 2)	Fournitures	139 321,01	55 728,40	83 592,61	40,00
395528	ZETES (lot 1)	Fournitures	314 905,82	125 962,33	188 943,49	40,00
396331	Devis - programme de croisière n° 2, PROGRESS	Devis - Programme	1 450 000,00	639 490,49	810 509,51	44,10
<b>TOTAUX</b>			<b>18 045 627,62</b>	<b>10 458 198,51</b>	<b>7 587 429,11</b>	<b>57,95</b>

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE**  
 Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 037685  
 Montant Engagé : 145 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
381015	Restauration des écosystèmes du parc national des Virunga et valorisation de ses ressources naturelles	Subvention	15 400 000,00	5 356 757,36	10 043 242,64	34,78
381068	Conservation des ressources naturelles et dvpt durable Garamba	Subvention	20 500 000,00	3 932 142,00	16 567 858,00	19,18
382295	Projet d'électrification rurale en territoire de LUBERO	Subvention	12 000 000,00	8 544 120,75	3 455 879,25	71,20
382653	Programme rural et de conservation du complexe de la Salonga «PARCCS»	Subvention	17 300 000,00	3 235 794,00	14 064 206,00	18,70
385232	Appui mise en place Cellule de Coordination	Subvention	9 837,00	9 837,00	0,00	100,00
393907	Agriculture & développement durable en périphérie du Parc National de Virunga	Subvention	15 400 000,00	3 705 363,44	11 694 636,56	24,06
395216	Assistance technique cellule de coordination de la CF Environnement et Agriculture durable	Service	2 562 800,00	229 124,85	2 333 675,15	8,94
395468	Assistance technique cellule de coordination du Programme de l'Est	Service	3 388 440,00	677 688,00	2 710 752,00	20,00
<b>TOTAUX</b>			<b>86 561 077,00</b>	<b>25 690 827,40</b>	<b>60 870 249,60</b>	<b>29,68</b>

# ► BILAN FINANCIER

## Tableaux financiers 11e FED

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'OFFRE ET DEVELOPPEMENT DE L'ACCES AUX SOINS DE SANTÉ (PRO DS)**  
 Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 038165  
 Montant Engagé : 175 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
382015	ULB COOPERATION ASBL	Subvention	12 600 000,00	7 283 893,99	5 316 106,01	57,81
382109	MALTESER - Programme de renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé de la population en Ituri	Subvention	11 700 000,00	7 253 629,68	4 446 370,32	62,00
382144	EUP FASS PO Organisation du financement des structures des soins dans 7 zone de santé de la Province Orientale	Subvention	2 250 000,00	2 114 951,31	135 048,69	94,00
382149	Subvention PRO DS FASS K.Oriental	Subvention	3 400 000,00	3 167 934,69	232 065,31	93,17
382138	Organisation du financement des structures de soins dans les 8 zones de santé du Nord Kivu	Subvention	3 450 000,00	3 374 097,00	75 903,00	97,80
382195	Organisation du financement des structures de soins dans les 5 zones de santé du Kasai Occidental	Subvention	875 000,00	862 193,91	12 806,09	98,54
382465	Renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé en Ituri et Kongo Central	Subvention	14 400 000,00	8 348 559,43	6 051 440,57	57,98
389716	Projet amélioration qualité soins de santé primaires Provinces K.Oriental et Lomami	Subvention	5 500 000,00	1 355 324,48	4 144 675,52	24,64
393386	Mission assistance technique PRODS	Service	9 176 750,00	1 835 350,00	7 341 400,00	20,00
395689	Projet d'appui à la demande des soins de santé au Nord-Kivu	Subvention	19 540 520,00	4 568 384,00	14 972 136,00	23,38
397231	Organisation et financement structures de santé du K.Oriental et Lomami	Subvention	16 542 234,00	4 306 919,00	12 235 315,00	26,04
397573	Appui à la coordination, réforme institutionnelle et décentralisation	Subvention	7 000 000,20	4 306 919,00	2 693 081,20	61,53
397589	FEDECAME	Subvention	3 000 000,00	2 247 371,00	752 629,00	74,91
<b>TOTAUX</b>			<b>109 434 504,20</b>	<b>51 025 527,49</b>	<b>58 408 976,71</b>	<b>46,63</b>

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**PROGRAMME D'APPUI À L'ORDONNATEUR NATIONAL DU FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT (PAON)**  
 Carte Projet au 31/12/2018 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 034686  
 Montant Engagé : 8 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
356797	Devis-programme n° 1	Devis - Programme	1 998 651,34	1 998 648,36	2,98	100,00
373064	Devis-programme n° 2	Devis - Programme	2 682 312,12	2 583 479,73	98 832,39	96,32
383774	Assistance technique à la cellule d'appui à l'ON	Services	669 771,75	406 611,75	263 160,00	60,71
389186	Devis-programme n° 3	Devis - Programme	2 626 294,46	2 479 684,80	146 609,66	94,42
<b>TOTAUX</b>			<b>7 977 029,67</b>	<b>7 468 424,64</b>	<b>508 605,03</b>	<b>93,62</b>





## GLOSSAIRE ABREVIATIONS LEGENDES ET CREDITS

### ► GLOSSAIRE

**Accord de Cotonou** : accord de partenariat ACP-UE signé à Cotonou le 23 juin 2000, révisé à Luxembourg le 25 juin 2005 et à Ouagadougou le 22 juin 2010.

**ACP** : pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de l'accord de Cotonou qui fixe les modalités d'un partenariat avec les pays membres de l'Union européenne.

**APD** : avant-projet détaillé qui consiste en un ensemble d'études de base permettant de définir les caractéristiques principales d'un projet en permettant le lancement d'études détaillées et d'activités d'approvisionnement.

**APE** : accords de partenariat économiques prévus par l'Accord de Cotonou qui devraient régir les relations commerciales entre l'UE et les pays ACP. L'objectif est d'améliorer, dans le respect des principes du libre-échange, l'accès aux marchés de l'UE pour les pays ACP et, de consolider l'intégration économique régionale de ces pays.

**APS** : avant-projet sommaire qui consiste en un ensemble d'études qui proposent une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme fonctionnel. Elles présentent les dispositions générales techniques envisagées, les durées prévisionnelles de réalisation ainsi qu'une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées.

**APV** : accord de partenariat volontaire, soit un accord international bilatéral entre l'Union européenne et un pays exportateur de bois, dont le but est d'améliorer la gouvernance forestière du pays et de s'assurer que le bois importé dans l'Union européenne remplit toutes les exigences réglementaires du pays partenaire.

**Avenant** : convention par laquelle les parties liées par un contrat antérieurement conclu entre elles apportent une ou plusieurs modifications aux termes et aux

conditions dudit contrat.

**Banque européenne d'investissement (BEI)** : banque de l'Union européenne dont les missions sont de promouvoir les objectifs de l'UE et d'accorder des financements à long terme à l'appui des projets d'investissement.

**Bilan financier ou bilan de liquidité** : bilan établi dans le but d'évaluer le patrimoine de l'entreprise et d'apprécier sa solvabilité à court terme.

**Biodiversité** : diversité naturelle des organismes vivants.

**Blending** : important moyen de mobiliser des ressources additionnelles extérieures et d'accroître ainsi l'impact de l'aide de l'Union européenne.

**Comité de pilotage** : organe d'orientation, chargé de veiller au bon fonctionnement d'un projet.

**Commission ECOFIN** : commission économique et financière, notamment de l'Assemblée nationale ou du Sénat.

**DAS** : déclaration d'assurance de la Cour des comptes européenne. Elle a pour principal objectif de fournir aux parties prenantes, essentiellement le Parlement européen et le Conseil des ministres, mais également aux citoyens européens en général, une appréciation et une opinion concernant la manière dont les fonds de l'UE ont été dépensés.

**DEVCO** : direction de la Commission européenne responsable de la conception des politiques de développement de l'UE et de la prestation de l'aide, grâce à des programmes et projets à travers le monde.

**Devis-programme** : document fixant les moyens matériels et les ressources humaines nécessaires, le budget ainsi que les modalités techniques et administratives de mise en oeuvre pour l'exécution d'une convention de financement pendant une période donnée.

## ► GLOSSAIRE

DFID : Department for International Development (United Kingdom).

Fonds d'équité : dans le but d'atteindre la couverture universelle de soins de santé, le fonds d'équité est un mécanisme de financement du secteur de la santé visant à améliorer l'accès de la population la plus vulnérable aux services de santé, dans les pays à faibles revenus.

ÉCHO : office d'aide humanitaire de la Commission européenne.

Écosystème : ensemble formé par une association ou communauté d'êtres vivants (ou biocénose) et son environnement géologique, pédologique et atmosphérique (biotope). Les éléments constituant un écosystème développent un réseau d'interdépendances permettant le maintien et le développement de la vie.

Endossement : approbation d'un acte financier.

Enveloppe A : enveloppe qui, dans le cadre du FED, fait partie intégrante du programme indicatif national et qui est constituée des fonds que l'on dispose pour une aide programmable.

Enveloppe B : enveloppe qui, dans le cadre du FED, fait partie intégrante du programme indicatif national et qui est constituée des fonds que l'on dispose pour une aide non programmable.

EUFOR : force opérationnelle multinationale de l'Union européenne ou force de l'Union européenne.

FLEGT : mécanisme de réglementation, mis en place par l'Union européenne, qui permet de s'assurer que le bois importé ne provient pas d'une exploitation illégale des forêts.

Fonds GAVI : Fonds de l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation.

IGAD : Intergovernmental Authority on Development, Autorité intergouvernementale pour le développement. Organisme de développement et de lutte contre la sécheresse créée le 21 mars 1996 à Nairobi au Kenya. Son siège est situé à Djibouti, les pays membres sont: Djibouti, l'Éthiopie, l'Érythrée, le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan, et l'Ouganda.

Initiative PPTTE : initiative qui vise à assister les pays les plus pauvres du monde en rendant leurs dettes internationales « soutenables ». Ce programme est mis en œuvre par l'action conjointe du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

LRRD : approche qui permet de faire le lien entre les actions d'urgence, de réhabilitation et de développement à plus long terme.

Maître d'œuvre : personne morale (entreprise, direction, etc.) responsable garante de la bonne réalisation technique d'un projet.

Maître d'ouvrage : entité porteuse du besoin, celui qui définit l'objectif du projet, son calendrier et le budget consacré à ce projet. Il doit maîtriser l'idée de base du projet et doit représenter à ce titre les bénéficiaires du projet. Ainsi, le maître d'ouvrage est responsable de l'expression fonctionnelle des besoins.

Médicament générique : médicament identique ou équivalent à celui d'une marque (appelé médicament princeps), mais produit et commercialisé sous sa dénomination commune internationale (DCI, nom chimique de la molécule).

OHADA : organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) qui a pour objectif de favoriser, sur le plan économique, le développement et l'intégration régionale ainsi que la sécurité juridique et judiciaire dans les pays membres de l'organisation.

Ordonnateur national : personne chargée de représenter

## ► GLOSSAIRE

les pouvoirs publics de chaque État ACP dans toutes les activités financées sur les ressources du FED.

Plan d'action annuel (PAA) : outil qui permet la mise en œuvre des documents de stratégie et des programmes indicatifs nationaux. Il regroupe notamment les fiches d'action des projets qui, pour une année donnée, sont soumises à l'approbation du Comité FED de la Commission européenne.

PNNV : parc national des Virunga, le plus ancien de la RDC, créé en 1925. Situé à l'est de la RDC, il a une superficie de 7.900 km<sup>2</sup>. On y trouve comme espèces phares le gorille des montagnes et l'éléphant des forêts.

PRADA : Programme régional d'accompagnement du développement dans le cadre des accords de partenariat économique.

PROFIT : Projet de renforcement de la redevabilité et de la gestion des finances publiques, financé par la Banque mondiale et DFID, à hauteur de 26 millions de dollars, et coordonné par le Comité d'orientation de la réforme des finances publiques (COREF).

Programme indicatif national : programme stratégique élaboré par chaque pays ACP dans le cadre de leur coopération avec l'Union européenne. Ce document reprend les priorités et les secteurs de concentration retenus pour chaque pays.

Reddition des comptes : opération effectuée par un mandataire ou par l'administrateur du patrimoine d'autrui, dans le cadre d'une tutelle par exemple. Il s'agit de tenir des livres de comptes justifiant des interventions de l'administrateur ou du mandataire sur ledit patrimoine.

Réforme structurelle : réforme engagée par les administrations et qui vise à améliorer son fonctionnement structurel, c'est-à-dire son organisation, ses réglementations, le niveau des dépenses publiques, etc. Une partie des réformes structurelles sont économiques.

Risque fiduciaire : désigne le risque de voir un intermédiaire ne pas protéger de façon optimale les intérêts d'un bénéficiaire.

Secteur de concentration : dans le cadre du FED, secteur majeur qui bénéficie d'un financement sur l'enveloppe programmable du programme indicatif du pays concerné.

Secteur hors concentration : dans le cadre de l'intervention de l'UE dans les pays ACP, les fonds alloués à travers le PIN sont distribués dans les secteurs considérés comme prioritaires. Les secteurs hors concentration concernent donc les interventions réalisées dans d'autres domaines, notamment pour les interventions d'urgences ponctuelles ou de coopération.

Subvention : aide financière à partir de fonds publics, pour le développement et/ou l'accompagnement d'une activité spécifique.

Sunset clause : date limite après laquelle aucune modification de contrat ne peut être effectuée. Concernant le FED, c'est la date limite d'engagement des fonds du 10e FED.

REDD+ : dispositif de lutte contre la déforestation qui prend en compte la capacité de stockage du carbone des forêts, la bonne gouvernance et l'aménagement des forêts ainsi que la protection de la diversité biologique et des services écosystémiques.

## ▶ ABRÉVIATIONS

<b>AAA</b>	: Agro action allemande
<b>AAC</b>	: Autorité de l'aviation civile
<b>AAO</b>	: Avis d'appel d'offres
<b>ACAPOL</b>	: Académie de la Police
<b>ACF</b>	: African Conservation Fund
<b>ACP</b>	: Afrique – Caraïbes – Pacifique
<b>ACP-UE</b>	: Afrique Caraïbes Pacifique – Union européenne
<b>ACTED</b>	: Agence de coopération technique au développement
<b>AEDES</b>	: Agence européenne pour le développement et la santé
<b>AI</b>	: Appui institutionnel
<b>AIC</b>	: Appui institutionnel au niveau central
<b>AIDCO</b>	: Développement et coopération EuropeAid
<b>AIDCOM</b>	: Aide au commerce
<b>AMCC</b>	: Alliance mondiale contre le changement climatique
<b>ANE</b>	: Acteurs non étatiques
<b>AP</b>	: Aires protégées
<b>APD</b>	: Avant-projet détaillé
<b>APE</b>	: Accord de partenariat économique
<b>APEC</b>	: Appui au processus électoral au Congo
<b>APF</b>	: African Parks Foundation
<b>APN</b>	: African Parks Network
<b>APP</b>	: Assemblée parlementaire paritaire
<b>APPRP</b>	: Appui à la promotion des partenariats dans les processus et réformes politiques
<b>APS</b>	: Avant-projet sommaire
<b>APV</b>	: Accord de partenariat volontaire
<b>ASBL</b>	: Association sans but lucratif
<b>ASF</b>	: Avocats sans frontières
<b>ASRAMES</b>	: Association régionale d'approvisionnement en médicaments essentiels
<b>AT</b>	: Assistant technique

<b>BCZ</b>	: Bureau central de zone de santé
<b>BEI</b>	: Banque européenne d'investissement
<b>CADIMEBU</b>	: Centrale d'achat et de distribution régionale de médicaments essentiels de Bunia
<b>CADIMEK</b>	: Centrale d'achat et de distribution régionale de médicaments à Kananga
<b>CADMEKO</b>	: Centrale d'achat et de distribution régionale de médicaments au Kasaï oriental
<b>CAG</b>	: Cellule d'appui à la gestion du ministère de la Santé publique
<b>CAGF</b>	: Cellule d'appui à la gestion financière du ministère de la Santé publique
<b>CDR</b>	: Centrale de distribution régionale
<b>CNP-SS</b>	: Comité national de pilotage du secteur de la santé
<b>CE</b>	: Commission européenne
<b>CEEAC</b>	: Communauté économique des États d'Afrique centrale
<b>CEEC</b>	: Centre d'évaluation, d'expertise et de certification
<b>CEMAC</b>	: Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
<b>CENI</b>	: Commission électorale nationale indépendante
<b>CEPGL</b>	: Communauté économique des pays des Grands Lacs
<b>CET</b>	: Centre d'enfouissement technique
<b>CF</b>	: Convention de financement
<b>CGP</b>	: Cellule de gestion de projets/programmes
<b>CICOS</b>	: Commission internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha
<b>CIFOR</b>	: Center for International Forestry Research
<b>CIG</b>	: Centre d'information géographique
<b>CMICL</b>	: Comité mixte de concertation locale
<b>CMJ</b>	: Comité mixte de justice
<b>COFED</b>	: Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du Fonds européen de développement
<b>COMESA</b>	: Common Market of Eastern and Southern Africa (Marché commun de l'Afrique orientale et australe)

## ▶ ABRÉVIATIONS

<b>COMIFAC</b>	: Commission des forêts d'Afrique centrale
<b>COREF</b>	: Comité d'orientation des réformes des finances publiques
<b>CPFE</b>	: Cellule stratégique de la promotion de la femme et de l'enfant
<b>CPN</b>	: Consultation prénatale
<b>CPON</b>	: Consultation postnatale
<b>CPRDC</b>	: Commission permanente de réforme du droit congolais
<b>CS</b>	: Centre de santé
<b>CSM</b>	: Conseil supérieur de la magistrature
<b>CSMOD</b>	: Cadre stratégique de mise en œuvre de la décentralisation
<b>CSR</b>	: Comité de suivi de la réforme de la police
<b>CSU</b>	: Couverture sanitaire universelle
<b>CTB</b>	: Coopération technique belge
<b>CTD</b>	: Centre de traitement de données
<b>CTAD</b>	: Cellule technique d'appui à la décentralisation
<b>CTRS</b>	: Comité technique régional de suivi
<b>DAO</b>	: Dossier d'appel d'offres
<b>DCP</b>	: Direction de comptabilité publique
<b>DEA</b>	: Diplôme d'études approfondies
<b>DESS</b>	: Diplôme d'études supérieures spécialisées
<b>DEVCO</b>	: Développement et coopération EuropeAid
<b>DGDA</b>	: Direction générale des douanes et accises
<b>DGRAD</b>	: Direction générale des recettes administrative et domaniales
<b>DP</b>	: Devis-programme
<b>DPO</b>	: Devis-programme de démarrage
<b>DPS</b>	: Division provinciale de santé
<b>DS</b>	: District sanitaire
<b>DSCR</b>	: Document de stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté
<b>DSNIS</b>	: Division du système national d'information sanitaire
<b>DSR-PIR</b>	: Document de stratégie régionale de coopération - Programme indicatif régional
<b>DSS</b>	: Decision Support System
<b>DTO</b>	: Direction du trésor et de l'ordonnancement
<b>DUE</b>	: Délégation de l'Union européenne

<b>EAD</b>	: Environnement et Agriculture durable
<b>ECDM</b>	: Centre européen de gestion des politiques de développement
<b>ÉCHO</b>	: European Community Humanitarian Aid Office/Bureau de la Commission européenne pour les affaires humanitaires
<b>ECOFAC</b>	: Écosystème forestier d'Afrique centrale
<b>ECOFIN</b>	: Commission économique-financière du Parlement ou du Sénat
<b>ECZ</b>	: Équipe-cadre de zone de santé
<b>EES</b>	: Étude environnementale stratégique
<b>ELDRAP</b>	: Élections, démocratie et radios de proximité
<b>EGEE</b>	: Établissement de garde et d'éducation de l'État
<b>ENFPJ</b>	: École nationale de formation de la police judiciaire
<b>ERAIFT</b>	: École régionale post-universitaire d'aménagement et de gestion intégrée des forêts et territoires tropicaux
<b>ETD</b>	: Entité territoriale décentralisée
<b>EUP</b>	: Établissements d'utilité publique
<b>EUPOL</b>	: European Union Police Mission/Mission de police de l'Union européenne
<b>EUSEC RDC</b>	: European Union Security Sector Reform Mission DRC/Mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en RDC

## ▶ ABRÉVIATIONS

**FAO** : Food Agriculture and Organization  
**FASS** : Fonds d'achat des services de santé  
**FARDC** : Forces armées de la RDC  
**FCT** : Facilité de coopération technique  
**FDSS** : Fonds de développement des services de santé  
**FED** : Fonds européen de développement  
**FEDECAME** : Fédération des centrales d'approvisionnement en médicaments essentiels  
**FIP** : Fiche d'identification de projet  
**FLEGT** : Forest Law Enforcement Governance and Trade  
**FMI** : Fonds monétaire international  
**FOLECO** : Fédération des ONG laïques à vocation économique du Congo  
**FONER** : Fonds national d'entretien routier  
**FOSA** : Formations sanitaires  
**FRPC** : Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance

**GAVI** : Global Alliance for Vaccination and Immunisation (Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation)  
**GIZ** : Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit  
**GMRRR** : Groupe mixte de réflexion sur la réforme et la réorganisation de la police nationale congolaise  
**GPECS** : Global Programme on Electoral Cycle Support

**HGR** : Hôpital général de référence  
**HIMO** : Haute intensité de main-d'œuvre

**IADM** : Initiative d'allégement de la dette multilatérale  
**ICCN** : Institut congolais pour la conservation de la nature  
**ICD** : Instrument de financement de la coopération au développement  
**IDA** : Association internationale de développement  
**IFS** : Instrument for Stability  
**IITA** : Institut international d'agriculture tropicale  
**IJZBC** : Institut des jardins zoologiques et botaniques du Congo  
**INERA** : Institut national pour l'étude et la recherche agronomique  
**INPP** : Institut national de préparation professionnelle  
**IPS** : Inspection provinciale de la santé  
**ITIE** : Initiative pour la transparence des industries extractives  
**ITPR** : Infrastructures et travaux publics

**JICA** : Japan International Cooperation Agency

**KFW** : Kreditanstalt für Wiederaufbau  
**KO** : Kasai Occidental  
**KOR** : Kasai Oriental  
**LoA** : Letter of Agreement  
**LRA** : Lord's Resistance Army (Milice illégale dans l'est du pays)  
**LRRD** : Lien entre l'urgence, la réhabilitation et le développement  
**MDM** : Médecins du monde  
**MEG** : Médicaments essentiels génériques  
**MIP** : Médecin inspecteur provincial  
**MITP** : Ministère des Infrastructures et Travaux publics

**MJDH** : Ministère de la Justice et Droits Humains  
**MONUSCO** : Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC

**MSP** : Ministère de la Santé publique

# I&J

**N** | **NELSAP** : Pays des lacs équatoriaux du Nil  
**NK** : Nord-Kivu

**OACI** : Organisation internationale de l'aviation civile  
**OAPI** : Organisation africaine de la propriété intellectuelle  
**OC** : Organismes correspondants  
**OCC** : Office congolais de contrôle  
**ODD** : Objectifs de Développement durable  
**OHADA** : Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires

**OIBT** : Organisation internationale des bois tropicaux  
**OIF** : Organisation internationale de la Francophonie  
**OIM** : Office international pour les migrations  
**OMD** : Objectifs du millénaire pour le développement  
**ON** : Ordonnateur national  
**ONATRA** : Office national des transports  
**OND** : Ordonnateur national délégué  
**ONG** : Organisation non gouvernementale  
**OP** : Ordre de paiement  
**OR** : Office des routest  
**OSC** : Organisations de la société civile  
**OVD** : Office des voiries et drainages

**PAA** : Plan d'action annuel  
**PACO** : Projet d'appui à la coordination des observateurs  
**PADDL** : Programme d'appui à la décentralisation et au développement local  
**PAM** : Programme alimentaire mondial  
**PAMFIP** : Programme d'appui à la modernisation des finances publiques  
**PANAV** : Projet d'appui à la navigabilité des voies fluviales et lacustres en RDC  
**PANEAC** : Plateforme des acteurs non étatiques de l'Afrique centrale  
**PAP** : Programme d'actions prioritaires  
**PAP-PNDS** : Projet d'appui au plan national de développement sanitaire  
**PAP-OMD** : Projet d'accélération des progrès vers les objectifs du millénaire pour le développement  
**PAR** : Programme d'appui à la réhabilitation  
**PARAU** : Projet d'entretien et réhabilitation des infrastructures routières en RDC et d'amélioration de l'assainissement urbain à Kinshasa  
**PAR/ICCN** : Programme d'appui à la réforme de l'institut congolais pour la conservation de la nature  
**PARJ** : Programme d'appui à la réforme de la justice  
**PASTAR** : Projet d'appui à la stabilisation et reconstruction de l'est de la RDC  
**PATS** : Programmes d'appui transitoire au secteur de la santé  
**PAUK** : Projet d'assainissement urbain à Kinshasa  
**PEC** : Projet Est-Congo  
**PESD** : Politique européenne de sécurité et de défense  
**PEFA** : Public Expenditure and Financial Accountability (Cadre des mesures de la gestion des Finances publiques)  
**PFNL** : Produits forestiers non ligneux  
**PIN** : Programme indicatif national  
**PIR** : Programme indicatif régional  
**PME** : Petites et moyennes entreprises  
**PMEDE** : Projets de développement de l'électricité pour la consommation domestique et l'exportation  
**PMPTR** : Programme minimum de partenariat pour la transition et la relance  
**PNC** : Police nationale congolaise  
**PNFoCo** : Plan national forêts et conservation  
**PNS** : Parc national de la Salonga  
**PNUD** : Programme des Nations unies pour le développement  
**PO** : Province Orientale  
**PPP** : Partenariat public-privé  
**PPTE** : Pays pauvres très endettés  
**PRO-DS** : Programme de Renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé  
**PROGRESS** : Programme d'appui à la Réforme du Secteur de Sécurité  
**PROMINES** : Projet d'appui au secteur minier  
**PSE** : Planification, suivi et évaluation  
**PSPE** : Police spéciale de protection de l'enfant  
**PSRFR** : Plan stratégique de réforme des Finances publiques  
**PTF** : Partenaires (prescriptions) techniques et financiers (ères)

## ▶ ABRÉVIATIONS

# Q&R

**QSG** : Quality Support Group  
**RAC** : Rapport annuel conjoint  
**RAM** : Rapport d'activités mensuel  
**RAP** : Recherche d'actions participatives  
**RAPAC** : Réseau des aires protégées d'Afrique centrale  
**RCN** : Réseau Citizens Network  
**RDC** : République démocratique du Congo  
**REAFOR** : Relance de la recherche agricole et forestière  
**REGIDESO** : Régie de distribution des eaux  
**RGCP** : Règlement général de la comptabilité publique  
**RN1** : Route nationale 1  
**RPR** : Route prioritaire régionale  
**RVA** : Régie des voies aériennes  
**RVF** : Régie des voies fluviales

**TCF** : Facilité de coopération technique (Technical Cooperation Facility)  
**TDR** : Termes de référence  
**TFPR** : Task force de préparation régionale  
**TOM FED** : Progiciel comptable destiné à la gestion des projets et des différents marchés/contrats du FED européenne

**TVA** : Taxe sur la valeur ajoutée  
**UCN** : Unité de coordination nationale  
**UCP** : Unité de coordination provinciale  
**UCPEC** : Unité de coordination du Programme Est-Congo  
**UE** : Union européenne  
**UGP** : Unité de gestion de projets/programmes  
**UGPAG** : Unité de gestion du programme d'appui à la gouvernance

**UN** : United Nations / Nations unies  
**UNESCO** : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture)  
**UNICEF** : United Nations International Children' Emergency Fund (actuellement United Nations Children's Fund)

**UNIPACE** : Union des patronats de l'Afrique centrale  
**UNODC** : United Nation Office of Drugs and Crime  
**UNOPS** : United Nations Office for Project Services (Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets)

**UNPOL** : United Nations Police (Police des Nations unies)  
**USAID** : United States Agency for International Development  
**VBG** : Violences basées sur le genre  
**V-FLEX** : Vulnérabilité mécanisme FLEX  
**VLIR** : Vlaame Interuniversitaire Raad (Conseil interuniversitaire)  
**VVs** : Victimes des violences sexuelles  
**WTI** : World Trade Index  
**WWF** : Fonds mondial pour la nature  
**ZS** : Zones sanitaires

**SEAE** : Service européen pour l'action extérieure  
**SAPM** : Southern Africa Power Market  
**SCTP** : Société commerciale de transport et des ports  
**SGEI** : Service de gestion d'entretien et infrastructures du Commissariat général de la police

**SGLVS** : Stratégie globale de lutte contre les violences sexuelles

**SK** : Sud-Kivu  
**SNAME** : Système national d'approvisionnement en médicaments essentiels

**SNCC** : Société nationale des chemins de fer du Congo  
**SNIS** : Système national d'information sanitaire  
**SNR** : Service national de reboisement  
**SRP** : Stratégie de réduction de la pauvreté  
**SRSS** : Stratégie de renforcement du système de santé  
**STAREC** : Programme de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés

**SYS OHADA** : Système comptable OHADA

## ▶ LEGENDES ET CREDITS

**Couverture** : Petit garçon écolier © unsplash / Construction des routes © Robin Nieuwenkamp / shutterstock.com / Maman et son fils dans le cabinet du médecin © michaeljung / shutterstock.com / Cultivateur © Andre Silva Pinto / shutterstock.com

**1** : Lavage de mains © unsplash / Deux Okapi © unsplash / Les enfants qui courent © unsplash

**3** : Petit garçon écolier © unsplash / Construction des routes © Robin Nieuwenkamp / shutterstock.com / Maman et son fils dans le cabinet du médecin © michaeljung / shutterstock.com / Cultivateur © Andre Silva Pinto / shutterstock.com

**6** : La petite fille assise © COFED / Une route tracé dans la forêt © unsplash / Eléphant © unsplash

**7** : Petit garçon écolier © unsplash / Travailleurs le long du fleuve © COFED / une mère sereine avec foulard sur la tête © unsplash

**10-11** : Bâtiment Union européenne © Pixabay / Caniveau à Kitombe © COFED

**13** : Equipe COFED © KOKOLO

**18** : Petit garçon écolier © unsplash

**20-21** : Public joyeux © unsplash

**23** : Ville de Goma, © Habari RDC

**24** : Route vers l'Académie de Police © COFED / Palais de justice de Goma © COFED

**25** : Atelier de formation du ministère de la Défense © COFED

**27** : Grains de café © unsplash

**30** : Kinshasa, coucher du soleil © COFED

**31** : Tableau de peinture de bernard-hermant © unsplash

**32** : Atelier de lancement COMESA © COFED

**33** : Goma Festival AMANI © COFED

**34** : Tableau de peinture de rawpixel © unsplash

**35** : Pecheur © unsplash

**36** : Construction des routes © Robin Nieuwenkamp / shutterstock.com

**38** : Route nationale 1 © COFED

**39** : Réhabilitation des Voiries À Goma © COFED

**41** : Equipe de balisage © COFED

**42-43** : Chantier route nationale 1 © COFED, Pont Matadi RDC © Ons verblijf 2013 / Kisantu

**44** : Maman et son fils dans le cabinet du médecin © michaeljung / shutterstock.com

**46-47** : HGR - SANTE © COFED

**48** : Fillete avec les yeux fermés © unsplash

**49** : Petit garçon heureux © unsplash

**50** : Mains des enfants © unsplash

**51** : Femme africaine © unsplash

**52** : Parc de la Salonga - Global Witness © Salonga

**54** : Cultivateur © Andre Silva Pinto / shutterstock.com

**55** : Perroquet Ara © unsplash

**56-57** : Eléphant dans la forêt © unsplash

**58** : Tigre © Pixabay

**59** : Jeunes pousses © COFED

**60** : Gorille de montagne © unsplash

**61** : Cacaoyère © Salonga

**62** : Peinture abstraite blanc, bleu et jaune de steve jonhson © unsplash

**66** : Marchés de pots en céramique © unsplash

**89** : Pecheur © unsplash / Echangeur de Limete © google.com / Dame avec panier sur la tête © unsplash

**90** : Tam-tam africaine © unsplash



**Editeur :** COFED

**Rédacteurs :** Gisèle Lamboley, Pierre Medi Kongolo, Jacky Mukala, Olivier Mondonge, Pascaline Mvula, Frédéric Mawela, Patrice Ntumba, Ruphin Mfumu, Apollinaire Kiakesidi, Ben Ilunga, Alice Ntumba, Adèle Mamay et Thérèse Tshimanga

**Design et mise en page :** Noella A lubunda et Gisèle Lamboley

**Impression :** Jouve, France